

# la Révolution prolétarienne

REVUE SYNDICALISTE REVOLUTIONNAIRE

Vive l'Union Marocaine du Travail

La « R. P. »

Compte rendu de la Conférence  
de Puteaux, 9 et 10 avril 1955

Politique de présence

et action directe par U. THEVENON

Un géant est mort par R. LOUZON

Les problèmes ouvriers devant le  
développement de l'automatisme  
industriel par H. THOMAS

# LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue syndicaliste révolutionnaire  
(mensuelle)

## CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Six mois ..... 600 fr.  
Un an ..... 1.000 fr.

EXTERIEUR

Six mois ..... 700 fr.  
Un an ..... 1.200 fr.

Le numéro : 100 francs.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE  
concernant la Rédaction  
et l'Administration à la  
Révolution prolétarienne

14, rue de Tracy — PARIS (2<sup>e</sup>)  
Téléphone : CENTRAL 17-08

PERMANENCE

Tous les soirs, de 18 à 19 heures  
le samedi, de 17 à 19 heures

UTILISER POUR LES ENVOIS  
DE FOND

notre compte chèques postaux  
Révolution prolétarienne 734-99 Paris

## Sommaire du N° 94 - Mai 1955

Vive l'Union Marocaine du Travail ! .....	La R. P.
La conférence syndicaliste de Puteaux : Une promesse qu'il faudra tenir ! .....	R. HAGNAUER
Compte rendu de la Conférence nationale syndicaliste de Puteaux et résolution finale.	R. MICHAUD L. MERCIER
Après la Conférence de Puteaux .....	U. THEVENON
Simple remarques .....	SINDBAD LE MARIN A. EINSTEIN
La grève « sauvage » des services publics d'Amsterdam.	
Politique de présence et action directe .....	
Conclusions sur l'Afrique du Nord .....	
La relativité de la simultanéité .....	
<b>Parmi nos lettres</b>	
L'influence du P. C. ....	UN AMI PARISIEN
Le rôle du journal « Le Monde » .....	J.-P. CARRIER
Joliot-Curie à l'alignement .....	C. PATAT
Russes, Chinois et Américains .....	M. LIME
Le refus ouvrier des fabrications de guerre ..	N. FAUCIER
Contre tout réarmement. — Rail et route ..	M. LANDRY
La grève des enseignants .....	POCHIER
Le parti socialiste face au poujadisme .....	M. PIVERT
Pour l'unité européenne .....	NENERT
<b>Notes d'économie et de politique</b>	
Un géant est mort. — Notes brèves : Mar- quons des points ! — Premiers résultats des accords de Paris : la libération de l'Autriche. — Nouvelle phase dans la course entre la cuirasse et la torpille. — Le développement des symptômes de pré- crise (suite) .....	R. LOUZON R. H.
<b>Propos irréguliers</b>	
<b>La vie des cercles</b>	
Cercle Zimmerwald : séances des 27 mars et 24 avril.	
Les problèmes ouvriers devant le dévelop- pement de l'automatisme industriel .....	H. THOMAS
<b>Livres et films</b>	
« La Technique ou l'enjeu du siècle », par Jacques Ellul .....	J.-P. A.
« Le Sel de la terre » .....	M. L.

# LA LIGUE SYNDICALISTE

La Ligue syndicaliste se propose :

1) De travailler à la renaissance du syndicalisme révolutionnaire en faisant prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat ; d'unir les militants de bonne volonté à quelque organisation qu'ils appartiennent ; de leur rappeler que le syndicat est le groupement essentiel de la classe ouvrière et son meilleur outil pour la revendication et pour la révolution ;

2) De défendre l'indépendance du syndicalisme à l'égard du patronat et du gouvernement comme à l'égard des partis. La charte d'Amiens vaut en 1952 comme en 1906. La théorie de la direction unique du parti et des syndicats, c'est-à-dire du rôle dirigeant du parti, conduit la C.G.T. à n'être qu'un instrument entre les mains du parti stalinien et par là de l'Etat policier totalitaire russe. La politique de la présence sans mandat ni garanties rend la C.G.T.-F.O. et la C.F.T.C. dépendantes du gouvernement et les fait participer à son impuissance ;

3) De rappeler que l'unité syndicale brisée aujourd'hui se referra le jour où les travailleurs auront repris en main leurs organisations, mais qu'elle implique une maison confédérale habitable pour tous les syndiqués, la démocratie syndicale étant respectée du haut en bas de la Confédération, les fonctionnaires syndicaux ne se considérant pas comme une bureaucratie omnipotente et ne regardant pas les syndiqués comme de simples contribuables ;

4) De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, en préconisant la formation de Cercles d'études syndicalistes ; en démontrant, dans la pratique journalière, qu'étudier et bien se battre ne s'excluent

pas, au contraire. L'expérience de ces trente dernières années devrait avoir appris à tous que l'expropriation des expropriateurs ne suffit pas à assurer l'émancipation des travailleurs ; qu'il faut poursuivre en même temps, selon la formule de Pelloutier, « l'œuvre d'éducation morale, administrative et technique nécessaire pour rendre viable une société d'hommes libres » ;

5) De lutter contre le chauvinisme qui déferle jusque dans les diverses Confédérations et les diverses Internationales syndicales. La place des travailleurs n'est ni derrière l'impérialisme américain ni derrière l'impérialisme russe. Elle est derrière une Internationale syndicale ne confondant pas plus son rôle avec celui du Kominform qu'avec celui du Bureau international du Travail ou de l'Organisation des Nations Unies. Une Internationale qui appelle avec plus de force qu'il y a cent ans les prolétaires de tous les pays à s'unir, qui n'attende pas le fracas de la troisième guerre mondiale pour renouveler le geste de Zimmerwald. Chaque effort donné à une institution gouvernementale est un effort volé au syndicalisme et à l'internationalisme prolétarien ;

6) De rappeler sans relâche que le syndicalisme ne peut s'édifier avec puissance que sur les triples fondations de l'indépendance, de la lutte de classes et de l'internationalisme ; qu'il n'a pas le droit de trahir, le jour où il a grandi, les espérances qu'il avait fait briller aux temps de sa jeunesse ;

7) Enfin de ne pas permettre que soit confondu le monde socialiste à forger avec le bague policier du soi-disant pays du socialisme ; de maintenir vivant le précepte de la Première Internationale : l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

# Vive l'Union Marocaine du Travail!

*La presse a annoncé la formation, au Maroc, d'une Centrale syndicale marocaine, affiliée à la C.I.S.L. : l'Union Marocaine du Travail.*

*Les fondateurs sont Mahjoub Seddik et Taïeb ben Bouazza. L'un et l'autre sont bien connus au Maroc, où ils ont longuement milité à la C.G.T. En décembre 52, lors de la prise d'assaut de la Maison des Syndicats de Casablanca par les forces armées de M. Boniface, ils ont été tous deux arrêtés et torturés, puis gardés deux ans en prison.*

*C'est donc à peine sortis d'une terrible épreuve qu'ils reprennent l'action, se préparant à des épreuves nouvelles.*

*La nouvelle Centrale syndicale, en effet, va se heurter à l'opposition et du patronat et de l'administration.*

*L'administration a, dès l'abord, officiellement proclamé que la constitution du nouvel organisme est illégale.*

*« Illégale », en effet, puisque les travailleurs marocains n'ont pas le droit syndical, l'administration s'étant contentée, depuis plus de dix ans, de leur... promettre ledit droit à bref délai.*

*Passant outre à la mauvaise volonté et à l'hypocrisie de l'administration, les syndicalistes marocains ont accompli un acte de courage et de clairvoyance.*

*Longue vie et heureuse lutte à l'U.M.T.*

La « R.P. ».

# La conférence syndicaliste de Puteaux

## UNE PROMESSE QU'IL FAUDRA TENIR !

Nous ne reprendrons pas la formule-cliché ordinaire. Nous ne dirons pas que la conférence de Pâques a dépassé nos espoirs. Nous ne céderons pas à la tentation de grossir le nombre des participants et l'importance des résultats. Les fameuses méthodes d'« agit-prop » ne nous sont pas familières. Nous n'avons pas cherché l'effet spectaculaire, la manchette sensationnelle. Nous avons quelquefois dans le passé tenté de créer un choc psychologique ; c'était pour déterminer une action efficace immédiatement et un mouvement ample et massif. Cette fois, nous avons rejeté cette thérapeutique aux réactions brutales suivies de dépressions qui laissent le patient plus faible à la fin qu'au début de la cure.

Nous dirons modestement que la conférence ne nous a pas déçus, c'est-à-dire qu'elle a répondu exactement à nos intentions. Nous savions, avant l'ouverture, quels seraient les participants, les défections étaient motivées par des raisons matérielles et surtout par la lourde charge financière des voyages et des séjours à Paris. En compensation, certains Parisiens que nous n'attendions pas se sont déplacés. Aucun des absents involontaires n'a cherché d'excuses diplomatiques. Aucun des présents n'a eu l'impression d'avoir gâché inutilement deux journées de réjouissances pascales. Et pourtant le programme ne comportait aucune attraction. Connaissez-vous beaucoup de congrès qui mériteraient une appréciation aussi favorable ?

---

Il convient de rappeler que nous n'avons jamais eu l'intention de constituer un groupement de tendance, une nouvelle fraction, encore moins de lancer un nouveau mouvement pour l'unité ; il est vrai que nous parlions un langage commun, qu'il y avait entre nous tous des liens invisibles qui donnaient à notre réunion un petit air de famille. C'est sans doute que l'initiative venait de trois organes animés par la même pensée : recréer une opinion ouvrière libre. L'accord implicite dans la négation aurait pu se manifester par un concert de rancœurs, par une musique d'accompagnement d'une monotone amertume. Il n'en fut rien. On n'a pas lavé de linge sale, on n'a pas étalé ses plaies, il semble même que des expériences malheureuses du passé on ne tirait que le désir de dire autre chose que ce que l'on avait dit jusqu'alors, de faire autre chose que ce qui avait avorté au cours de tentatives lointaines ou récentes.

L'assemblée se composait de représentants des grandes industries et services publics : métallurgie, bâtiment, livre, transports, travailleurs de l'Etat, enseignement, etc... Des militants appartenant aux diverses centrales syndicales. Mais il fallait le savoir. Car aucun de ceux qui ont participé aux débats ne cher-

chait son inspiration dans sa propre centrale. Les problèmes exposés et étudiés ne relevaient pas de la tactique des confédérations, ne pouvaient avoir aucune influence sur les luttes d'influence qui les opposent. C'est-à-dire que la vision des choses n'était pas obscurcie par l'esprit polémique qui tend à se réjouir d'une défaite ouvrière dont l'organisation rivale porte la responsabilité.

Des réalités concrètes, des objectifs précis, clairs, une description scrupuleuse des difficultés, des obstacles, et des dangers soulevés par l'évolution industrielle et sociale.

Entendons-nous bien. Il ne s'agissait pas d'une étude objective à caractère académique. Ceux qui parlaient et écoutaient n'oubliaient pas qu'ils étaient d'abord des militants, des gens qui par définition ne s'inclinent pas devant le fait accompli, ne se résignent pas à la fatalité technocratique. Ce sont bien comme nous l'espérons les conditions de l'action ouvrière que l'on voudrait déterminer.

Un mot encore sur les participants. Une question d'âge. On nous a dit souvent que la « R.P. » était une revue faite par des vieux pour des vieux. Il est vrai que la majorité des rédacteurs de notre revue sont plus « chevronnés » que galonnés. Il est également vrai que nous pouvons nous flatter de la fidélité d'abonnés de trente ans. « Le Trait d'union syndicaliste » et l'« Alliance ouvrière », beaucoup plus jeunes que la « R.P. », sont tout de même suivis par une clientèle qui comprend également pas mal d'anciens. Cependant l'assistance ne ressemblait pas à ces aréopages vénérables siégeant au sommet d'institutions archaïques. Quelques jeunes qui n'avaient pas encore participé à l'action syndicale. La grande majorité était formée de camarades de cette génération d'entre deux guerres dont l'enthousiasme s'était éveillé lors des journées de Juin 36. Nous avons suffisamment insisté sur la nécessité du renouvellement des équipes, du rajeunissement de nos cadres, sur l'urgence d'appels touchant la jeunesse telle qu'elle est et non telle que nous voudrions qu'elle fût. Mais à l'heure actuelle, il est essentiel de ranimer le goût de l'action chez les « encore jeunes » qui ont sans doute subi l'influence de la « R.P. » mais dont l'expérience syndicale a souffert des flonflons du rassemblement populaire et des servitudes de la guerre, de l'occupation et de la libération.

---

On trouvera dans le compte rendu de la conférence un résumé, trop sommaire à notre gré, des différentes interventions. Peut-être sera-t-on surpris de la modestie des résolutions finales. Nous n'envisageons rien d'autre pour le moment que la création de cercles d'études sur la base régionale ou professionnelle, non que nous abandonnions tout espoir

de déclencher un grand mouvement tendant à l'unité du syndicalisme libre, mais il faut l'occasion et il faut aussi des gens et des groupes prêts à la saisir. D'autre part, se contenter de l'effort accompli par nos publications, ne pas le prolonger en effort de recherche collective, c'est chercher le soulagement, plus que l'efficacité. Dans le marasme présent, ce qui est de plus en plus grave, c'est l'absence d'une opinion ouvrière, la paralysie du mouvement ouvrier. Nous avons tenté de provoquer le fameux choc psychologique au lendemain de la fondation de F.O., à la veille de chaque congrès F.O. Nous n'y avons gagné que de nouveaux motifs de découragement. Notre formule évite de perdre du temps et ménage l'avenir. Nous renvoyons à la fin ce que nous plaçons au commencement. Si les cercles réussissent, il en sortira une nouvelle formule plus large qui s'imposera irrésistiblement.

Mais deux conditions préalables doivent être nettement exprimées. Les cercles ne réussiront que s'ils se consacrent exclusivement à l'examen des situations régionales et professionnelles et des possibilités immédiates d'action ouvrière. Ils n'éviteront les ostracismes mortels et ne prouveront leur utilité que s'ils ne tentent pas de se substituer aux organisations régulières — et s'ils se composent de militants décidés à agir dans ces organisations régulières après avoir étudié dans les cercles.

Nous avons parlé des absents involontaires, déjà présents à nos côtés. Nous voudrions nous adresser en conclusion à tous ceux dont l'absence volontaire s'explique par l'ignorance ou la méfiance.

Qu'il soit d'abord bien entendu qu'aucune discrimination idéologique ne jouera dans le recrutement des cercles. Nous n'avons nullement l'intention de renier à la « R.P. » nos ambitions révolutionnaires. Mais nous continuons à préférer le militant qui réalise sans « idées générales » au doctrinaire dont la prophétie révolutionnaire justifie la passivité. Un militant syndicaliste qui veut simplement

un syndicalisme indépendant a sa place parmi nous.

Nous n'avons donc pas adressé nos appels aux seuls minoritaires de toutes les centrales. Mais il est évident que les adversaires des bureaucraties omnipotentes devraient être les plus empressés à participer à notre effort. Nous pensons particulièrement à nos amis de la minorité F.O., militants de base ou secrétaires de fédérations, d'unions et de syndicats. Loin de nous opposer à eux, loin de vouloir les « diriger », nous souhaitons au contraire qu'ils orientent notre effort, en participant à nos recherches et nos études. La formule choisie leur assure le maximum de garanties. D'abord parce qu'aucun engagement ne les gênera dans leur besogne syndicale. Ensuite parce qu'il n'y aura pas en conclusion des travaux des cercles d'autre action que celle entreprise par les organisations dont ils ont la charge ou qu'ils influencent.

Nous voudrions aussi être entendus par les enseignants autonomes qui sont comme nous obsédés par les dangers du totalitarisme rouge et du cléricisme noir. On nous répète depuis sept ans que l'autonomie n'est qu'une position provisoire, que l'on veut demeurer lié au mouvement ouvrier. La conférence de Pâques offre l'occasion de prouver que ce ne sont pas là clauses de style et coups de chapeau rituels aux principes.

Qu'un cercle professionnel de l'Enseignement renouvelle le syndicalisme universitaire ! Que dans chaque cercle régional, des enseignants s'efforcent modestement de servir la classe ouvrière ! Une présence constante, c'est autrement éloquent qu'un discours ou une résolution de congrès.

Roger HAGNAUER.

P.-S. — Le compte rendu que nous publions de la conférence est rédigé en style très condensé. Le manque de place nous oblige à regret à cette analyse insuffisante d'exposés et de débats assez denses. Mais les camarades qui sont intervenus auront — quand ils le voudront — la possibilité de développer leurs observations et leurs idées dans la « R.P. ».

# Compte rendu de la conférence

SEANCE DU SAMEDI 9 AVRIL

La séance est ouverte à 10 heures sous la présidence de *Mercier*. *Patat* donne lecture de la correspondance échangée, en particulier de lettres d'excuses.

*Mercier* définit les buts et les méthodes de la conférence convoquée sur l'initiative de la *Révolution prolétarienne*, du *Trait d'union syndicaliste* et de l'*Alliance ouvrière*. Il s'agit surtout de se grouper sur la base de nos aspirations communes et d'envisager les possibilités d'un travail collectif. Il n'est donc pas question de vote avec majorité et minorité.

Notre faiblesse c'est l'impuissance et la division du mouvement syndical. De grands problèmes sont résolus en dehors de la classe ouvrière. Nous voyons dans l'évolution actuelle naître des phénomènes ré-

volutionnaires sans intervention lucide et volontaire des syndicats.

Ce qui unit les militants syndicalistes, ce ne sont pas des doctrines idéologiques, c'est la communauté des problèmes et la volonté d'y répondre par des solutions ouvrières concrètes.

Avant la recherche des tactiques, manœuvres et alliances le mouvement syndical doit exister. Donc il faut le recréer sans patriotisme de centrale, sans manie idéologique. Revenons aux réalités.

## I. — Les situations régionales et professionnelles

*Thevenon* caractérise l'évolution économique de la Loire, autrefois centre important métallurgique et minier. Le patronat décadent ne s'adapte qu'avec

difficulté. Si les commandes militaires n'existaient pas, la crise serait catastrophique.

Le gouvernement a constitué un comité pour rénover l'économie départementale. On s'est adressé aux organisations syndicales. Alors que la C.G.T. et la C.F.T.C. ont refusé, F.O. a accepté sous condition d'obtenir des garanties pour les salariés lors de toute solution préconisée.

Le mouvement syndical présente des noyaux de militants aussi bons et plus nombreux qu'avant guerre, avec des jeunes très actifs. Le nombre des syndiqués reste relativement faible, mais l'influence des syndicalistes est réelle dans toutes les centrales.

*Dichamps* examine la situation dans le Bâtiment dont les caractéristiques sont les suivantes :

Méthodes nouvelles, grande mécanisation, concentration des firmes patronales, disparition de l'ancien esprit du bâtiment ; augmentation du nombre des manœuvres et des ouvriers spécialisés ; disparition de certains métiers ; système de rémunération basé en grande partie sur les primes suivant le rendement ; embauche par équipes pour travail global ; répartition des sursalaires entre les membres des équipes. Aussi, les salaires officiels : 125 à 130 francs, peuvent-ils s'élever jusqu'à 350 francs de l'heure. Il y a d'ailleurs une grande multiplicité de catégories.

Tous les syndicats groupent à peine 15 % des effectifs de la main-d'œuvre. Il devient très difficile de mener une action payante sur les chantiers ; il est nécessaire de coordonner les luttes ouvrières sur le plan national et même international.

*Boudet* fournit des renseignements sur la situation des travailleurs des transports qui vont du pilote d'avion au chauffeur de corbillard.

La législation sociale n'est pas appliquée. Pas de comités d'entreprise dans la plupart des entreprises. On a tendance à considérer les chauffeurs de camion comme des manœuvres. Dans les ports et entrepôts, l'utilisation des engins de levage a réduit le nombre des dockers de 40.000 avant guerre à 19.000 aujourd'hui.

Grande diversité dans les salaires. Pour un salaire horaire de 125 francs on aboutit à des gains de 4.000 francs par journée de travail. Multiples primes : distances, extra-muros, salissure, etc. Grande faiblesse des syndicats. Les militants sont devenus des spécialistes en chambre. En comptant la S.N.C.F., il y a à peine 10 % de syndiqués au total.

Les grands offices nationaux sont orientés par l'Etat-patron et les grands patrons, avec quelques strapontins pour les délégués ouvriers sans force réelle pour les appuyer. Aussi pratique-t-on la méthode des compromis.

Il existe pour les transporteurs routiers une puissante organisation mixte et un syndicat corporatif avec assurances, contentieux et avantages divers.

*Maupioux* caractérise la situation dans le Livre. Malgré une perte lente d'effectifs, la force syndicale est réelle, 50.000 adhérents à la fédération. Des avantages certains ont été acquis : salaires relativement élevés (avec grosse différence entre la presse et le labeur, d'une part, Paris et la province, d'autre part) ; caisse complémentaire de retraite-veillesse.

A propos de cette réalisation, dont bénéficient déjà depuis deux ans les ouvriers de la presse parisienne, *Maupioux* se fait l'écho des réserves formulées par certains camarades qui se résignent mal à prendre leur retraite à 65 ans. Ils voudraient qu'un minimum de liberté soit laissé aux professionnels capables d'accomplir leur travail au-delà de l'âge fatidique. D'autant plus qu'au syndicat des correcteurs — dont il est le secrétaire — l'âge ne fait souvent qu'ajouter à la compétence des travailleurs.

La fédération du Livre est affiliée à la C.G.T., mais la direction tient compte de l'esprit des travailleurs. 18.000 syndiqués s'étaient prononcés pour quitter la C.G.T., mais se sont inclinés pour maintenir l'unité corporative. Si la minorité était plus active, elle aurait la possibilité de séparer d'avantage la fédération de la C.G.T.

Les traditions sont en déclin. L'ouvrier lit moins et n'assiste plus guère aux assemblées. Les progrès techniques présentent de graves dangers : les nouvelles machines pouvant être actionnées par des non-professionnels (hommes ou femmes).

*Lazarévitch* reconnaît les aspects positifs de l'action syndicale dans le Livre, mais signale de gros défauts : compartimentage des catégories, esprit strictement matérialiste, barrières corporatives, avachissement général.

L'esprit syndicaliste souffre des accords avec le patronat pour le « bien commun », par la déclaration commune sur la productivité, par des coteries et l'antiféminisme.

Il n'approuve pas l'embauche monopolisée par un syndicat contre des travailleurs organisés à F.O. ou à la C.F.T.C. Il juge nécessaire un redressement de la mentalité du militant, même dans des syndicats contrôlés par des syndicalistes comme celui des correcteurs de Paris.

*Duperray* analyse la situation dans l'Enseignement. L'autonomie a développé le corporatisme. La plupart des anciennes revendications corporatives sont à peu près satisfaites, d'où la dégénérescence actuelle du syndicalisme. Il n'y a pas de baisse d'effectifs, les cotisations sont toujours payées régulièrement, mais dans l'ensemble on ne s'intéresse plus au mouvement ouvrier.

*Hagnauer* approuve entièrement les observations de Duperray. Il signale cependant que le corps des instituteurs est demeuré sain dans sa grande majorité et que l'influence stalinienne y est beaucoup moins virulente que dans le secondaire et dans le supérieur. Il déplore l'écart entre les traitements de fin de carrière et ceux des jeunes, et le développement de l'esprit de catégorie.

*Debourg* précise les traits marquants dans l'Ain, département peu industrialisé : Situation économique peu florissante. Concurrence victorieuse des régions avec sources de matières premières. Main-d'œuvre semi-paysanne pratiquant souvent deux métiers ; salaires moins élevés que dans les centres industriels. Mouvement syndical faible.

Il pense qu'il y aurait possibilité d'ententes entre les salariés et les paysans par la coopération des consommateurs.

*Mercier* conclut que ces exemples précisent des faits qui s'opposent souvent aux formules. Il faut constituer des cercles chargés de cette documentation permanente.

## II. — De la revendication à la participation

*Le Bras* développe et illustre son rapport (R.P. d'avril). Il évalue à 90 % la masse des ouvriers métallurgistes qui travaillent au rendement. Il insiste sur les comités d'entreprise lancés par les communistes et les patrons dans l'impasse des œuvres sociales. Il considère qu'ils pourraient être utilisés comme moyens de formation, de contrôle, de documentation.

Première étape à atteindre : gérer les fonds importants de ces comités pour l'intervention ouvrière dans les boîtes, s'en servir pour éduquer les militants sur la base de l'entreprise.

Examinant diverses expériences, notamment celle de Yougoslavie, il constate que les mêmes problè-

mes se posent partout quant aux relations entre directeurs techniques et travailleurs.

*Boudet.* Il y a peu de comités d'entreprise qui fonctionnent. Leur autorité légale est amoindrie et la plupart sont sous la coupe des stalinien, ce qui les détourne de leur but.

Il déplore le manque de compétence ouvrière en matière économique. Le délégué ouvrier échappe trop souvent au contrôle syndical, d'où danger de « l'esprit maison ».

*Boucher* montre les difficultés du contrôle sur le financement des comités d'entreprise. On en avait prévu 22.000 en 1945, il n'en existait que 9.000 en 1951, dont le fonctionnement est généralement défectueux. Et très rares sont ceux qui interviennent réellement dans le fonctionnement des boîtes.

Il préconise l'emploi de « l'ingénieur syndical » comme aux États-Unis, afin de documenter les militants, en vue de l'action.

*Thersant* ne pense pas que le comité d'entreprise soit qualifié pour la gestion de l'entreprise.

*Charbit.* Une gestion intelligente des fonds des comités d'entreprise serait une excellente préparation à la gestion des entreprises.

*Lime* cite des exemples de truquage de bilan. Il est contre la présence des technocrates dans les syndicats ouvriers.

*Teissier.* Les jeux financiers sont incompréhensibles sur la base des renseignements d'usine. Il estime que la revendication est préférable aux formules de gestion, car il est impossible à la classe ouvrière de gérer les entreprises en régime capitaliste.

*Duvernoy.* Les droits accordés par la loi ne sont pas utilisés par les travailleurs. Si l'organisation syndicale était plus efficace, les données techniques pourraient être connues et appréciées. Il ne faut pas se décourager, il faut préparer de nouveau 1936 et 1945.

*Cot* examine la situation des salariés de la Fonction publique. Il pense que les C.E. pourraient défendre les citoyens et les contribuables contre les gaspillages, et informer la population sur l'utilité ou l'inutilité des services publics.

*Barton* regrette la composition des C.E. Leur fonctionnement devrait dépendre exclusivement des salariés, en étroite liaison avec le mouvement syndical.

*Le Bras* craint la bureaucratie technicienne. Il préfère l'action militante dans l'entreprise.

#### SEANCE DU DIMANCHE 10 AVRIL

La séance est ouverte à 10 heures sous la présidence de *Dichamps*.

### III. — Activités du militant à la base

*Thersant* développe son rapport paru dans le supplément du *T.U.S.*

Il insiste sur le rôle des petits noyaux de militants et la nécessité de répondre à tous les aspects de la vie sociale : travail, logement, éducation, consommation, etc.

*Lazarévitch.* Les pires dangers sont le bureaucratisme des directions et l'avachissement des salariés. La réponse est d'ordre moral : courage et dévouement du militant. Mais aussi : démocratie ouvrière. Il rappelle que si les tâches pratiques sont nécessai-

res, la défense contre le totalitarisme stalinien est essentielle. Il regrette le peu de place accordé à cette œuvre capitale.

*Mercier* demande que l'on abandonne la « foire aux idées ». Le travail à la base est la meilleure réponse au stalinisme. Les stalinien n'offrent jamais de solution, ils ne tendent qu'à l'agitation.

*Thevenon* cite l'exemple de l'Union locale de Montbrison (Loire). Un travail d'équipe et une intervention dans la vie de la cité ont abouti au développement des syndicats libres et à l'élimination progressive des stalinien.

### IV. — Définition d'une politique syndicale ouvrière

*Hagnauer* éclaire certains points de son rapport (voir *R.P.* d'avril). Il insiste particulièrement sur la nécessité de dégager une politique ouvrière qui soit nettement distincte de toute politique d'Etat ou de Parti. Il rappelle à ce sujet son opposition passée au planisme de 1935, dont il souligne les caractères. Il voudrait que l'on fixât les frontières de la classe ouvrière, que l'on libérât la spontanéité ouvrière. Il précise de nouveau que la revendication est facteur essentiel du progrès technique et humain, et montre par des statistiques officielles qu'il n'y a nullement fatale corrélation entre la hausse des salaires et la hausse des prix.

*Mercier* cite diverses possibilités de politique ouvrière : logement, sécurité sociale, C.E.C.A., circuits de distribution. L'intervention doit sauver la dignité ouvrière.

*Lazarévitch* proteste contre la formule « foire aux idées ». La lutte contre le stalinisme est abandonnée aux organisations bourgeoises. Elle devrait être nôtre.

*Merino* rappelle les luttes des syndicalistes espagnols contre le communisme et préconise la création d'un quotidien syndicaliste.

*Cécile Michaud* se refuse à considérer les déplacements des travailleurs comme des « déportations ». Au contraire, la connaissance des migrations industrielles pourrait aider à définir une politique syndicale.

*Duperray*, en réponse à *Lazarévitch*, estime que le travail pratique et la lutte contre le stalinisme ne sont pas incompatibles, ils sont complémentaires. Dans la Loire les militants mènent les deux actions.

*Lefèvre* se déclare d'accord pour une politique syndicale ouvrière dégagée de l'esprit de boutique confédérale. Il craint que l'antistalinisme forcé ne conduise à des alliances dangereuses. Il déplore l'atmosphère militaire américaine dans sa région.

*Lime* donne des exemples de la relativité de la règle « A travail égal, salaire égal », pour les travaux féminins.

*Gauthier* expose l'action menée chez Latil. L'emprise stalinienne sur les travailleurs a été combattue de front, avec succès.

*Teissier.* L'antistalinisme ne doit pas signifier subordination à l'impérialisme américain.

*Hagnauer* précise qu'il n'a voulu que poser des questions essentielles. Il répond à certaines objections. Pour les déplacements industriels, il répète qu'il ne faut pas les subir, mais les préparer. La spontanéité ouvrière peut être parfois dangereuse en ses effets, elle est la condition essentielle de la libération ouvrière. Il s'élève contre le nationalisme

de certaines réactions anti-américaines. Nous ne sommes pas solidaires des gouvernants et militaires américains, mais des syndicats américains.

## V. — Travail en commun de militants de diverses confédérations

*Thevenon.* Le travail peut être mené avec des concours variés, suivant l'exemple pratiqué dans la Loire : cercle d'études syndicalistes rassemblant des militants de toutes les organisations libres pour connaître les problèmes ; comité de liaison permanente entre délégués de toutes les U.D. et syndicats autonomes ; création de cartels pour des actions précises avec toutes organisations ouvrières. Ainsi le bloc syndicaliste évite le chantage et les manœuvres communistes. Formule très souple qui permet de toujours maintenir le contact et de créer un esprit de collaboration chez les jeunes. Le résultat c'est que la C.G.T. ne peut plus rien seule, et que les actions des syndicats libres peuvent être déclenchées.

Il propose d'étendre cette formule à d'autres départements. Puis de la faire grandir à l'échelon national.

*Duperray* parle également des activités multiples des syndicalistes de la Loire (informations sur la réalité russe, action en faveur des Nord-Africains, défense sociale, etc.).

*Lazarévitch* connaît et approuve le travail dans la Loire. Deux points faibles : la force syndicaliste ne s'est pas reconstituée chez les mineurs depuis la disparition d'Arnaud ; le travail de débouillage de crânes antistalinien est insuffisant.

*Thevenon.* Les travailleurs n'écourent les militants anti-staliniens que dans la mesure où ces mêmes militants prouvent être les meilleurs organisateurs et combattants des luttes sociales.

*Mercier* cherche à tirer des conclusions pratiques

et propose une résolution préconisant la création de cercles syndicalistes par profession et par région, si possible d'entreprise, entre militants sans distinction d'appartenance fédérale ou confédérale.

*Thersant* regrette que la résolution ne reflète pas l'atmosphère de la conférence, son excellent esprit et sa réussite. Il voudrait que se règlent les questions de presse, d'information et de propagande.

*Lazarévitch.* La résolution est muette sur la question du stalinisme. Elle ne parle pas de la bureaucratie syndicale non plus.

*Lime* et un délégué espagnol. L'essentiel est de combattre l'esprit totalitaire du communisme qui a pourri le mouvement syndical français.

*Teissier* croit que la résolution ne devrait pas parler seulement du danger stalinien, mais aussi des emprises confessionnelles.

*Dichamps* propose de considérer la résolution comme une base d'accord et d'améliorer sa rédaction suivant l'esprit indiqué par les interventions.

Il demande que l'on passe à la question de la création des cercles professionnels et régionaux, de la coordination des cercles déjà existants, et propose la désignation d'une commission de travail.

Mise aux voix, la résolution est adoptée à l'unanimité moins une voix (*Lazarévitch*), une précision concernant le stalinisme devant y être ajoutée.

*Dejong.* Au nom du Comité anarcho-syndicaliste de Hollande et de la centrale syndicaliste de Suède, remercie la conférence de les avoir invités comme observateurs, et félicite les participants pour leur esprit de tolérance et leur recherche du concret.

*Dichamps* annonce la clôture de la conférence, en appelant les militants à prolonger l'effort si bien commencé par la création de cercles et par la prise de leurs responsabilités dans leurs syndicats. La renaissance d'un syndicalisme ouvrier authentique est possible si nous y travaillons dans le même esprit qui a présidé à nos études et confrontations.

# RÉSOLUTION FINALE

*La Conférence nationale syndicaliste, réunie les 9 et 10 avril 1955, à la mairie de Puteaux, sur l'initiative de la Révolution prolétarienne, le Trait d'union syndicaliste et l'Alliance ouvrière, et groupant des militants de province et de Paris appartenant à la C.G.T. (Livre et Bâtiment), à Force Ouvrière, à la C.N.T., aux Indépendants, aux Autonomes et à la C.F.T.C. ;*

*Après avoir analysé les diverses situations sociales sur le plan de la profession et sur celui des régions,*

*Après avoir constaté l'extrême faiblesse du mouvement syndical français en tant que moteur de l'évolution sociale,*

*Après avoir recherché les voies et moyens d'une véritable politique syndicale ouvrière, déterminée et menée par les travailleurs eux-mêmes,*

*Décide de favoriser la création de groupes de militants sur la base locale, professionnelle et d'entreprise, dans les buts précis :*

a) *d'étudier les problèmes sociaux actuels, par des monographies et des bilans ;*

b) *de rechercher les solutions ouvrières à ces problèmes ;*

c) *de définir sur cette base une véritable politique syndicale ouvrière capable d'animer et d'orienter l'évolution économique et sociale ;*

d) *de défendre et de propager ces solutions au sein des diverses confédérations sans souci des particularismes de centrale ;*

e) *d'articuler et de coordonner ces efforts sur les plans national et international ;*

f) *d'utiliser au maximum ces études et ces propositions pour la reconstitution d'un fonds de bibliothèque syndicale ouvrière.*

★★

*Conformément à l'opinion exprimée par la conférence, ce travail est considéré comme la meilleure réponse à l'œuvre de destruction du mouvement ouvrier menée par le parti communiste, et signifie que la classe ouvrière doit fournir des réponses à l'ensemble des questions que pose la décomposition du capitalisme, en évitant les dangers de la technobureaucratie et du totalitarisme.*



# Après la conférence de Puteaux

On ne pouvait attendre de la conférence syndicale de Pâques qu'elle propose des solutions à tous les problèmes qui se posent aujourd'hui aux syndicalistes. Si certains en avaient l'illusion, les militants tant soit peu réalistes ne pouvaient raisonnablement espérer qu'elle fût le point de départ d'un mouvement syndical puissant, débarrassé de la tutelle communiste, comme il en existe dans la plupart des grandes démocraties occidentales.

Il était cependant permis de penser que, parmi les militants qui se penchent sur les problèmes ouvriers, un certain nombre ne se satisferaient plus des affirmations d'antan sur la lutte de classes et l'Etat, mais, qu'ayant observé l'évolution politique, économique et sociale des vingt dernières années, et qu'instruits des expériences des mouvements syndicaux des autres pays, ils tenteraient d'apporter dans l'analyse de la situation présente et dans la recherche d'une tactique un accent plus conforme aux faits qu'aux idéologies d'un passé révolu.

En réalité, malgré quelques essais timides et inefficaces pour ramener la discussion sur les tâches pratiques et immédiates du syndicalisme, l'ensemble des militants ont ressassé les vieilles formules, qui, en 1906, avaient leur raison d'être, mais qui, en 1955, après les transformations que l'Etat et le capitalisme ont subies, nous apparaissent singulièrement dépassées.

Nous comprenons, certes, que des militants se rattachent à ces formes d'idéalisme que représentent l'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme révolutionnaire et qu'ils considèrent que la lutte continue tant que les objectifs figurant dans les statuts de la vieille C.G.T. — suppression du salariat et du patronat — ne sont pas réalisés ; mais à côté de la lutte pour la suppression du capitalisme — suppression sur laquelle il y aurait beaucoup à dire — il y a aussi la lutte pour la limitation de l'exploitation des salariés, la lutte pour que les travailleurs améliorent leurs conditions d'existence et prennent dans ladite société capitaliste une place de plus en plus grande. Et les formes de cette lutte ne sont-elles pas fonction des conditions du moment dont les militants ne peuvent pas ne pas tenir compte ?

Ce qui nous a peut-être le plus inquiété au cours de cette conférence, c'est la forme de dédain — voire de mépris — que l'on constate chez des militants dévoués, et qui se croient sérieux, pour la connaissance et l'étude des problèmes économiques, connaissance sans laquelle on agit dans le noir.

Dans les affirmations révolutionnaires dont certains paraissent encore nourrir leur pensée, l'apolitisme d'autrefois a eu sa large place. Même la formule « politique syndicale » a été jugée dangereuse comme pouvant nuire à la propagande et son remplacement par une autre moins compromettante demandée. Nous comprenons bien que pour la plupart des militants c'est moins de la politique en soi que de l'indépendance à l'égard des partis politiques qu'il était question. Mais là encore, certains ont la nostalgie de la C.G.T. d'avant 1914 qui liait à l'action sociale une activité politique. On a parlé, en effet, de l'antifascisme, de l'antistalinisme, du problème colonial. Ne sont-ce pas là des questions politiques, et croit-on que si des thèses avaient été développées sur ces problèmes, elles eussent pu réunir l'agrément de l'ensemble des travailleurs ?

Sans doute les syndicalistes doivent-ils se prononcer à l'égard du régime stalinien qui est un fait et leur est présenté comme un régime assurant la

libération des travailleurs, mais la lutte antifasciste — qui couvre des réalités souvent fort diverses — et le problème colonial sont autrement complexes. Certains assimilent au fascisme toute manifestation d'autorité, mais croit-on que tous les militants sous-craieraient d'un commun accord aux postulats de l'anticolonialisme de principe du passé ? Il nous paraît difficile de concilier une prise de position sur les problèmes politiques avec l'union dans un même mouvement de tenants d'opinions politiques aussi divergentes.

On a parlé de l'Etat — l'Etat d'avant 1914 — considéré comme appareil d'exécution du capitalisme — de la classe dominante. Sans entrer dans le détail, on peut affirmer que cette définition, cette assimilation n'est plus exacte. Il n'y a plus, au sens traditionnel du mot, une classe dominante. L'Etat est, aujourd'hui, l'expression de l'ensemble des classes sociales — du rapport des forces, si l'on veut employer cette formule — et s'il est vrai qu'avant 1914 les lois étaient au service des possesseurs, il n'y a qu'à faire l'inventaire de la législation actuelle pour s'apercevoir de la différence.

Il en est de même de la lutte de classes. On en est resté à la notion du capitalisme de droit divin, alors que le capitalisme lui aussi a changé. Nous n'énumérerons pas, avec les lois de protection des travailleurs, les obligations et limitations imposées au patronat, qui font que « charbonnier — le capitaliste — n'est plus (absolument) maître chez soi ».

Que l'on espère un jour faire la révolution, comme vision messianique, très bien, mais en attendant, les travailleurs ne se nourrissent pas d'espoirs ; ils vivent dans un régime où leurs conditions de vie sont fonction de la prospérité économique et du rendement des entreprises. Puisque vous ne pouvez faire la révolution à laquelle vous aspirez, collaborez au développement des entreprises, à leur productivité et revendiquez la plus large part pour les travailleurs. Il est préférable de travailler dans des entreprises prospères, bien outillées et organisées, dans lesquelles les travailleurs peuvent obtenir des améliorations que dans des entreprises marginales qui végètent, périssent et risquent de disparaître. Sans doute peut-on penser que dans ces dernières se dresseront des révoltés, peut-être, mais en attendant qu'ils soient des révolutionnaires il en sortira sûrement des chômeurs (1).

On dira que c'est du réformisme, de la collaboration de classes. Qu'importent les épithètes ! Ce qui compte ce sont les résultats. Collaboration et lutte de classes ne sont pas des réalités aussi anti-nomiques que certains le prétendent. On collabore à la bonne marche de l'entreprise et on lutte pour en obtenir sa meilleure part. Les révolutionnaires n'ont rien révolutionné, pas même leur propre pensée, mais il a été réalisé des réformes qui ont permis d'améliorer le sort des travailleurs. Et s'il est vrai que l'action des révolutionnaires a contribué à

(1) On a constaté l'incapacité de la plupart des membres des comités d'entreprise à remplir les fonctions attribuées par la loi, mais en toute logique traditionnellement révolutionnaire on se montre méfiant à l'égard des techniciens, englobés collectivement sous le terme de technocrates, tant en ce qui concerne les tâches qui pourraient leur être confiées sous la direction syndicale, comme cela se passe ailleurs, qu'en ce qui concerne leur admission dans les syndicats, puisqu'il a été proposé de rejeter ceux qui, par leurs fonctions ou leurs émoluments, pouvaient être considérés comme ne faisant pas partie de la classe ouvrière.

les faire aboutir, on peut objecter que dans d'autres pays, sans verbalisme révolutionnaire, les travailleurs ont souvent obtenu beaucoup mieux.

Il est aussi fort regrettable que conformément à une habitude qui tend à se généraliser à toutes les catégories sociales — on ait voulu poser les problèmes sur un plan strictement ouvrier. En un mot, on s'est déclaré révolutionnaire, traditionnellement révolutionnaire, émettant comme aphorisme de base que seule la classe ouvrière est capable de faire la révolution, cette fameuse révolution considérée — comme en 1906 — comme la panacée, le but, le point de rupture qui « seul » peut modifier la condition humaine et à laquelle on se réfère d'autant plus dévotement qu'on la sent plus lointaine et sans doute qu'on voit moins comment on pourra la réaliser (2).

Si on regarde l'expérience d'autres pays, on constate que les révolutionnaires n'ont, en réalité, fait de révolution que dans un seul. Ils ont supprimé le capitalisme mais ont asservi la classe ouvrière à un régime plus draconien et inhumain. Par contre, dans un grand nombre d'autres pays, le mouvement syndical, s'il n'a pas détruit le capitalisme, l'a par son action économique et politique contraint à réaliser des réformes importantes qui ont permis d'améliorer dans une large mesure la condition humaine, et plus particulièrement la condition ouvrière. Cette forme de syndicalisme où le pragmatisme a plus fait que l'esprit révolutionnaire a beaucoup à nous enseigner.

Les camarades qui se sont manifestés à Puteaux pensent sans doute être des révolutionnaires authentiques — du fait de leur fidélité aux mots. En réalité, ils sont devenus des conservateurs. Non seulement ils refusent de voir les changements intervenus — ils « conservent » telle quelle la vieille idéologie du passé, ses formules, ses thèmes, ses méthodes — mais fait plus grave, pour permettre à leur attitude de se justifier, ils restent attachés aux formes les plus arriérées de l'exploitation capitaliste, attendant la réalisation du rêve messianique, le jour où il seront capables de faire la révolution.

(2) S'il suffisait des révolutionnaires pour faire la révolution, elle serait sans doute déjà faite, mais il y faut des gens qui souffrent, qui veulent que ça change, parce qu'ils préfèrent n'importe quoi aux conditions qu'ils subissent. Il faut, en un mot, des révoltés (graine de révolutionnaires).

Dans le passé, le régime en fabriquait en série, mais il suffit de comparer les conditions actuelles des travailleurs avec celles de notre jeunesse pour comprendre que le terrain dans lequel cette graine germe a perdu de sa fertilité.

Les véritables révolutionnaires ne sont pas ceux qui demeurent liés au Verbe, mais ceux qui, après examen des conditions économiques, politiques et techniques dans lesquelles évolue la société dont la classe ouvrière est partie, subordonnent leur action aux nécessités et possibilités du moment et tendent leurs efforts à améliorer la condition humaine, donc dans ce cadre, celle des travailleurs.

René MICHAUD.

## SIMPLES REMARQUES

La meilleure réponse au texte de René Michaud se trouve dans la résolution adoptée par les militants syndicalistes à la Conférence Nationale de Puteaux. Nous avons beau la lire et la relire, nous n'y trouvons rien qui reflète des « formes d'idéalisme », ou qui manifeste « dédain, voire mépris pour la connaissance et l'étude des problèmes économiques ». Tout au contraire, il n'y a pas un mot, pas une allusion à une quelconque doctrine ou idéologie, mais l'expression d'une claire volonté, celle de mieux connaître la réalité sociale d'aujourd'hui et de définir une politique syndicale ouvrière en fonction de cette réalité.

Michaud aurait rédigé son texte avant la conférence, cette confusion serait compréhensible. Mais qu'il le présente comme une conclusion tirée des travaux de Puteaux, nous avouons ne pas l'entendre. A moins qu'il ne s'agisse de tout autre chose. De la défense d'une doctrine par exemple, et plus précisément du « travaillisme » français, fort à la mode dans un certain nombre de milieux politiques et para-syndicaux, mais invisible dans les batailles sociales présentes. Dans ce cas, nous aurions beau jeu de reprocher à Michaud d'aligner des arguments théoriques et de présenter des solutions idéales.

Plus modestes, nous tentons de nous mettre à l'école des faits, et de nous informer sur la nature de la société dans laquelle nous vivons et sur laquelle nous avons à agir. Que des militants de la C.N.T., de Force Ouvrière, des Autonomes, des Indépendants, de la C.F.T.C., de la C.G.T. (Livre et Bâtiment) soient tombés d'accord pour œuvrer ensemble sur le terrain syndical ouvrier et pour rechercher en commun les voies et moyens d'une intervention audacieuse et lucide des travailleurs organisés, en dehors de tout esprit de boutique, nous semble de bon augure. C'est ici que le travail commence.

Louis MERCIER.

## LEGENDES TENACES

On nous répète toujours que l'industrie française est handicapée par les charges salariales. Les comptes de la Haute-Autorité du charbon et de l'acier (*Le Monde* du 16-4-55) détruisent cette légende.

Compte tenu des charges sociales, des écarts de change, le prix d'une heure de travail (ramené à une unité commune en prenant comme base 100, le coût français) donne dans la sidérurgie : 106 pour l'Allemagne, 121 pour la Belgique, 142 pour le Luxembourg, 103 pour la Sarre.

Seuls les prix italien et hollandais sont inférieurs au prix français.

Dans les charbonnages, à 100 pour la France, on obtient 103 pour la Sarre, 94 pour la Belgique, 85,5 pour l'Allemagne. Mais les mineurs de la Ruhr viennent d'obtenir 9,5 % d'augmentation, ce qui porte le coefficient allemand au niveau du coefficient belge. Ce n'est certes pas cette différence qui explique la crise de nos charbonnages.

Une autre légende tenace: L'augmentation des salaires annulée par l'augmentation des prix.

Or sur la base 100 en 1949, on obtient — d'après des statistiques officielles convenablement vérifiées — les indices suivants :

	1949	1950	1951	1952	1953	1954
Prix ..	100	111,2	130,1	145,4	143,7	143,9
Salaires.	100	109,9	104,4	163,6	167,2	178,7

Même en admettant — ce qui semble difficile — que l'on ait forcé les salaires et allégé les prix, la comparaison des courbes prouve qu'il n'y a pas parallélisme, qu'en 1950 l'augmentation des prix était supérieure à celle des salaires, qu'en 1952, 1953 et 1954 à une stabilisation relative des prix, correspond une hausse lente des salaires. Or la période de 1951 à 1954 a été marquée par d'importantes grèves dont l'efficacité s'est affirmée, à plus ou moins longue échéance.

# LA GREVE "SAUVAGE" DES SERVICES PUBLICS D'AMSTERDAM

Le 31 mars, la grève éclatait chez les travailleurs des tramways et des autobus d'Amsterdam. Des 700 salariés, 80 seulement se rendirent au travail. 20 tramways sur 165 purent circuler, 7 autobus sur 90. Dans les services de voirie, de nettoyage, des eaux, du gaz, des arrêts de travail se produisirent également.

Les organisations du N.V.V. (1), du K.A.B. (2) et le C.N.V. (3), chacune apparentée à un parti, ne soutinrent pas la grève. Le seul parti politique qui se montra favorable fut le C.P.N., avec la centrale qu'il contrôle, l'E.V.C. (4). La conclusion pour tous les partis et pour la presse bourgeoise était facile : la grève d'Amsterdam était l'œuvre des communistes, et les travailleurs — ces pauvres, ces innocents travailleurs — s'étaient fait embarquer, s'étaient laissé monter le cou par des agitateurs.

Cette conclusion est logique, mais elle est fautive. Et dangereuse. Pourquoi le P.C. s'est-il trouvé seul à soutenir la grève ? Pourquoi tous les autres partis politiques se sont-ils dressés contre elle ? La réponse est simple : les partis, solidaires du gouvernement du fait de leur collaboration, sont opposés à l'action directe des ouvriers. Ce qui n'empêche que les communistes, dans les pays où ils détiennent le pouvoir d'Etat, auraient agi plus durement contre les grévistes que n'importe quel parti démocratique.

Au sujet de la politique du C.P.N. et de son instrument, l'E.V.C., il n'y a pas à chercher de différence de pensée. Cette politique vise à utiliser la puissance ouvrière pour assurer la dictature d'un parti bolchévique totalitaire. Dans un secteur important du monde, ce but est atteint. Dans un certain nombre d'autres pays, le danger de cette dictature est menaçant. En Hollande, il peut le devenir. Et cette dictature signifierait la fin de la liberté. C'est le devoir de tous ceux qui aiment la liberté d'éviter ce danger. C'est également le devoir de tous les partis qui rejettent la dictature et le totalitarisme.

Mais on rend un mauvais service à la lutte contre le bolchévisme en attribuant au communisme toute tentative spontanée d'action des travailleurs contre les patrons ou l'Etat. C'est ainsi que l'on rehausse le prestige — qu'ils ne méritent pas — des communistes aux yeux des travailleurs en lutte. Les communistes n'ont pas le pouvoir de commander ou de stopper les grèves ouvrières. Ils sont plutôt dans la position — quand un conflit éclate — de mettre leur cachet politique sur l'action et d'en bénéficier. Il y a là un grand danger pour le mouvement ouvrier d'abord, pour l'ensemble du peuple ensuite.

Qui veut servir la liberté — et est donc décidé à lutter contre le bolchévisme — doit se montrer capable d'ouvrir les yeux sur les faits et la réalité.

Le personnel municipal d'Amsterdam est en majorité non communiste. La grève fut cependant générale. Parmi les employés des tramways et des autobus, 11 % seulement vinrent au travail. Les modernistes, catholiques et protestants n'ont-ils organisé que 11 % du personnel ? Evidemment non. Ce serait alors suivant un curieux principe démo-

cratique que l'administration municipale d'Amsterdam ne veuille traiter qu'avec ces seules organisations. On peut avancer qu'une grande partie du personnel cessa le travail par crainte d'être molesté. Mais ça ne colle pas. A la première assemblée, 400 grévistes étaient présents. Le jour suivant, ils étaient 1.450 sur 1.500.

Cette grève place les démocrates hollandais devant les faits suivants :

Lorsque des travailleurs se mettent en grève c'est que de réels motifs les y invitent. Quand on veut lutter contre le bolchévisme, on ne se débarrasse pas d'une grève en attribuant le déclenchement du mouvement aux communistes ; on s'efforce d'en connaître les raisons.

Les travailleurs organisés menèrent la grève avec la volonté et la certitude qu'ils avaient rompu avec leurs directions. Ils ne comptèrent pas sur leurs organisations, mais créèrent un comité composé de deux membres de l'E.V.C., deux membres du N.V.V. et deux inorganisés.

Ces faits soulèvent nombre de questions. En premier lieu, pourquoi les travailleurs se mirent-ils en grève ? Nous pensons que le directeur des transports — Groeneweg — donna la juste réponse en déclarant au maire, D'Ailly : « Parole d'honneur, Bourgmaster, la situation est claire en notre esprit : nous souffrons de misère. » D'Ailly ne le contredit pas : « Il y a là matière à discussion, mais il faut d'abord reprendre le travail », déclara-t-il. Il ne pouvait pas ne pas reconnaître que les salaires sont trop bas à Amsterdam, qu'ils sont inférieurs à ceux de nombreux autres travailleurs et notamment à ceux des employés des autobus d'Utrecht. Un dirigeant du C.N.V. a publiquement reconnu que les revendications des grévistes étaient valables, quand il sut que la grève était terminée.

Nous atteignons ici le cœur même du problème, l'origine réelle de la grève. Il ne s'agit pas d'agitation bolchévique, mais de paiement au-dessous des tarifs du personnel municipal. La responsabilité du mouvement retombe sur le Conseil municipal d'Amsterdam, sur les directions syndicales, qui ont donné la possibilité au P.C.H. de jouer son jeu. Qui veut lutter contre le communisme devra combattre l'injustice sociale, devra supprimer la misère.

La deuxième question est de savoir comment peut exister un tel éloignement, voire une telle animosité entre membres et dirigeants des organisations syndicales. Comment est-il possible que les adhérents soient soumis à un tel point à la dictature des dirigeants qu'ils ne peuvent, lorsqu'ils se mettent en grève, compter sur l'argent qu'ils ont amassé dans cette prévision ? Comment se fait-il qu'aux instants les plus critiques, les dirigeants ne veuillent plus exprimer la volonté des adhérents ? Cette question est essentielle pour l'avenir de la démocratie. Notre réponse est que la structure des organisations ouvrières démocratiques n'est pas valable, que cette structure conduit à la dictature, même si les dirigeants n'en veulent absolument pas. Et l'issue ? La rupture entre base et dirigeants comme conséquence d'une différence de classe. Ces dirigeants doivent demeurer des travailleurs et ne pas devenir des intermédiaires professionnels mieux payés, qui négocient en dehors et au nom des travailleurs.

Pour l'instant, les salariés en grève n'ont d'autre possibilité que la formation de comités. Un comité peut travailler utilement s'il groupe des militants de confiance. Mais les formes spontanées de comités dont les membres sont à peine connus présen-

(1) N. V. V. — « Nederlands Verbond Van Vakverenigingen » — Centrale syndicale socialiste.

(2) K. A. B. — « Katholieke Arbeiders beweging » — Centrale catholique.

(3) C. N. V. — « Christelijk Nationaal Vakverbond » — Centrale protestante.

(4) C. P. N. — Parti communiste hollandais. — E. V. C. « Eenheids Vakcentrale » — Centrale communiste.

tent des dangers. Il est certain que les deux membres de l'E.V.C. du comité de grève d'Amsterdam recevaient leurs consignes du P.C. et il est difficile de savoir dans quelle mesure les autres membres du comité ne se trouvaient pas sous l'influence directe du P.C. Un mouvement syndical indépendant, au sein duquel les travailleurs règlent leurs problèmes eux-mêmes, constitue une meilleure protection contre l'influence communiste qu'un comité formé au hasard des circonstances.

Un aspect réconfortant de la grève d'Amsterdam est sans doute que les grévistes se soient occupés de leur propre sort, alors qu'il était devenu coutume que tout se passe en dehors d'eux, réconfortant aussi que, face à l'intervention des soldats transformés en briseurs de grève, quatre mille travailleurs du bâtiment aient déclenché une grève de solidarité. On ne peut cependant parler d'un résultat favorable du mouvement — qui a fait une centaine de victimes — puisque tout ce qui a été obtenu c'est que les revendications des grévistes seront discutées sur le plan officiel — c'est-à-dire entre les directions syndicales, qui n'ont pas soutenu la grève, et l'autorité municipale. Une meilleure tactique eût consisté, à notre avis, à lancer une grève de vingt-quatre heures, renouvelable le cas échéant, si aucun résultat n'était obtenu.

En liaison avec cette dernière grève, il nous faut rappeler un autre événement. Les participants au mouvement de 1955 sont ceux-là mêmes qui firent grève en 1941, sous l'occupation. Et comme en 1941, les communistes revendiquent l'honneur d'avoir été les seuls animateurs du mouvement de mars 1955. En mémoire de la grève de février 1941, le bourgmestre D'Ailly a déposé un couronne au monument des dockers. Contre celle de mars, il a réquisitionné la troupe. Tout cela est bien curieux, car notre conviction est que les deux grèves eurent la même source. Un sursaut de dignité des travailleurs municipaux d'Amsterdam contre les mesures de l'occupant envers les Juifs provoqua la grève de février 1941. Une même protestation de dignité, contre des salaires trop bas, fut la raison de celle de 1955. Les deux mouvements sont attribués aux communistes ; mais en réalité ils ont surgi tous deux de la tradition d'action directe des travailleurs d'Amsterdam. Cette tradition est la meilleure garantie contre l'oppression et la tyrannie. Que les travailleurs sachent pourtant que toute dictature — celle des communistes y comprise — aura comme but premier de briser cette tradition, même si pour conquérir le pouvoir elle se sera efforcée de l'utiliser.

(Traduit et résumé du Service de Presse anarcho-syndicaliste de Hollande, 15 avril 1955.)



Nous lisons, par ailleurs, dans *Nieuwe Strijd* (Lutte Nouvelle) du 18 avril 1955, n° 8, qui est l'organe de la ligue indépendante des conseils d'entreprise (O.V.B.) que « l'ensemble des événements montre que les ouvriers accordaient une plus grande signification à leur lutte que les chefs de l'E.V.C. Cela fut démontré par les traminois qui se réunirent les derniers en assemblée et qui, malgré l'annonce de la décision des assemblées corporatives précédentes, résolurent de poursuivre le combat. Les travailleurs passèrent outre également aux décisions des dirigeants du P.C. Le vendredi, la grève continuait, même dans les secteurs qui, sous la pression de l'E.V.C. avaient cependant décidé de reprendre le travail ».

Toujours d'après *Nieuwe Strijd*, ce n'est que le vendredi à midi que l'assemblée résolut de cesser la grève, après que le dirigeant de l'E.V.C., Stoopendaal, eut présenté comme « une grande victoire » une lettre du bourgmestre acceptant de recevoir et d'écouter une délégation de grévistes...

## Parmi nos

# LETTRES

**L'influence du P.C.** Nous avons reçu d'un de nos amis parisiens la lettre suivante :

*La R.P. étant un journal qui ouvre ses colonnes à la libre discussion des sujets les plus divers, il me semble qu'il serait intéressant d'y poser cette question dont la réponse a une importance certaine.*

*Depuis environ une dizaine d'années, le P.C. joue dans tous les domaines de la vie publique française aux points de vue politique, syndical, économique et intellectuel, une influence qui est d'un poids écrasant.*

*Il existe donc entre l'action, d'une part, et les forces et les moyens propres du P.C., d'autre part, une disproportion qui est ahurissante.*

*La raison visible du premier coup, c'est l'influence de sa propagande qui a fait passer quantité de ses slogans dans la composition du fonds d'idées existant dans l'esprit du public, et aussi le rôle que le P.C. fait jouer à divers groupes qui ne se réclament nullement de lui : certains d'entre eux se flatent même publiquement de le combattre. Comment se fait-il que des groupements aussi éloignés l'un de l'autre et de natures aussi contraires que les équipes de prêtres-ouvriers et le groupe parlementaire gaulliste ont pu, en réalité, les premiers, travailler au profit du P.C. sur les terrains syndical et social, le deuxième servir d'écho (bourgeois) au P.C. dans l'enceinte du Parlement ?*

*Quels sont les moyens, les procédés et les méthodes qui ont permis au P.C. une pénétration aussi réussie et des résultats aussi surprenants ?*

*Pourtant à voir les militants de base du P.C. on a l'impression de se trouver en face d'êtres produits par une termitière, ou bien de phonos débitant des disques. Leur manque d'esprit critique est effrayant, et ce n'est pas d'intelligence qu'ils donnent la moindre impression.*

*Comment donc cette organisation en est-elle parvenue à des résultats aussi prodigieux ?*

La question posée mérite qu'on s'y arrête, car tant qu'on n'y aura pas apporté de réponse satisfaisante, on ne réussira pas à combattre efficacement la pression qu'indirectement le gouvernement russe exerce sur notre pays. D'autres camarades voudront, j'espère, traiter ce problème.

Personnellement, je vois deux raisons aux succès des communistes en France : 1° le degré de perfection atteint par leur système de propagande ; 2° l'introduction ou le recrutement d'agents à leur dévotion dans toutes sortes d'organisations qui n'ont apparemment aucun caractère communiste.

La propagande du P.C. se distingue de celle de tous les autres partis par son monolithisme, sa rapidité, son intensité.

Son monolithisme : Il n'y a jamais d'opinions divergentes parmi les porte-parole du P.C., ce qui en augmente considérablement la force de pénétration ; la hâte qu'il met à fournir une explication à lui sur chaque problème d'actualité ; enfin et surtout, il ne se contente pas de lancer un mot d'ordre : il le répète sur tous les tons jusqu'à en saturer l'atmosphère, dans ses journaux, ses réunions, ses tracts, ses affiches ; au point que les faits n'ont plus de signification par eux-mêmes et que seule domine l'interprétation donnée par le P.C. Et quand je pense aux affiches, je m'étonne que personne n'attache d'importance au fait que sur tous les murs de France, on peut lire dix, vingt, cent fois plus d'affiches du P.C. ou de ses satellites que de l'ensemble des autres partis réunis !

Il y a aussi les « satellites », et là encore on ignore généralement le grand nombre d'organisations apparemment apolitiques ou se proclamant telles dont le P.C. tire les ficelles, sans compter celles qui bénévolement servent sa politique, parce que, faussement, elles le considèrent comme le défenseur de la classe ouvrière et, faussement, comme un porteur de progrès social.

Et parmi ses auxiliaires, bénévoles ou stupides, on pourrait citer maints journaux, religieux ou laïcs, qui expliquent les succès comme ceux que signale notre correspondant, aussi bien chez les prêtres-ouvriers, que parmi les gaullistes.

**Le rôle du journal « Le Monde »** A ce propos, précisément, le camarade Jean-Paul Carrière, nous reproche notre hostilité à l'égard du journal « Le Monde » :

*Pouquoi êtes-vous toujours si sévères pour « Le Monde » ? Quelques divergences que vous ayez avec B.-M., vous devriez reconnaître que c'est à peu près le seul quotidien honorable qui existe en France.*

Notre sévérité à l'égard de ce journal se fonde justement sur notre conviction qu'il est le plus puissant soutien du gouvernement russe en France. Et le fait qu'il soit bien rédigé et qu'il dispose d'un réseau de collaborateurs de premier plan contribue à rendre plus efficace l'aide qu'il apporte à Moscou.

Certes, il ne s'exprime pas comme l'*Huma*, ce qui le rendrait inoffensif ; il a même souvent l'habileté de reproduire quelques critiques contre l'U.R.S.S., mais que l'on compare ces critiques épisodiques et nécessaires pour donner le change avec l'éreintement continu de la politique américaine, ce qui est la meilleure manière de servir l'U.R.S.S. !

Pour ne citer qu'un exemple, le plus récent : la publication des procès-verbaux de la conférence de Yalta. Une critique objective de ces documents aurait dû l'amener à constater que des trois grands qui y ont participé, c'est Staline qui était le plus hostile à la France. Eh bien ! il glisse là-dessus, mais insiste sur les propos des autres. Et pourtant, le pacte franco-soviétique, signé avec le général de Gaulle avait à peine deux mois d'existence quand s'est réunie la conférence de Yalta !

Même en politique intérieure, il met beaucoup de soins à placer en évidence tout ce qui est favorable au P.C.

**Joliot-Curie à l'alignement** Du camarade Patat, ces remarques sur le revirement opéré par le P.C. sur les conséquences de l'utilisation de la bombe H :

*M. Thorez — ce chef communiste qui a résolu pour lui et les siens la crise du logement — vient d'adresser une lettre aux « Nouvelles de Bordeaux » qui laisse tout pantois les très pacifistes « cocos » et provoque un certain malaise au sein du P.C. et de ses organisations satellites comme la C.G.T. et le Mouvement de la Paix.*

*Au sujet de la bombe H, il déclare que «... l'on se laisse aller aux exagérations » et ajoute que « les exagérations ne peuvent que porter l'eau au moulin des impérialistes américains ». M. Thorez cite Malenkov qui a dit : « Ce n'est pas la civilisation mondiale qui périra, mais le système social déjà pourri avec sa base impérialiste ».*

*Voilà qui a dû surprendre M. Joliot-Curie, qui déclarait le 14 janvier 1955 : « En bref, les décisions récentes du Conseil atlantique constituent la mise au point du déclenchement de la guerre atomique, dispositif qui porte en lui — je pèse mes mots — l'anéantissement possible de la race humaine ».*

*Mais M. Joliot-Curie s'est vite mis à l'alignement*

*et, dans un tract signé de lui et édité par le Mouvement de la Paix, il tente de justifier la lettre de Thorez. En fait il ne fait que démontrer qu'il a sa pensée en tant que savant, une opinion comme membre du P.C. et une position en qualité de président du Mouvement de la Paix « où il est rassemblé des hommes venant de tous les horizons ». Quelle salade mes amis.*

Eh oui ! Nous pouvons nous gausser des palinodies de ce genre de grands savants. Mais c'est encore cette discipline sans fissure au sein du P.C. qui fait sa force.

La bombe H devait être bannie tant que la Russie estimait de son intérêt de répandre ce slogan ; elle devient au contraire un matériel de libération quand le gouvernement russe croit pouvoir l'utiliser à ses fins ou veut bluffer ses adversaires ! — F. C.

**Russes, Chinois et Américains** A propos du jeu mené actuellement en Chine, d'une part, par la Russie, d'autre part, par l'Amérique, Maurice Lime émet cette hypothèse :

*Je lis avec quelque retard le papier dans la R.P. de février, sur la politique américaine vis-à-vis de la Chine.*

*Et s'il y avait tout simplement accord — secret évidemment — depuis Genève, entre Amérique et Russie, pour liquider l'ennemi héréditaire, le danger jaune ? !*

*L'U.R.S.S. pousserait alors les Chinois vers l'extermination atomique, ferait semblant de les soutenir, entrerait même en guerre, mais les fusées téléguignées resteraient de part et d'autre à l'arrêt, alors que les bombes H tomberaient sur les villes chinoises.*

*Ils sont assez salauds, disons plutôt impuissants, de part et d'autre, pour combiner cela... ; et peut-être bien, ils en seront victimes et nous aussi.*

**Le refus ouvrier des fabrications de guerre** Cela nous ramène aux problèmes de la guerre et de la paix. Notre camarade N. Faucier exprime son désaccord (dans une lettre que nous nous excusons de publier avec un mois de retard) avec une des dernières notes de Louzon :

*Je répondrai en même temps à Louzon et à Mercier qui se sont exprimés dans la R.P. de mars.*

*A Louzon d'abord qui, lui aussi, réalisant « maintenant pleinement ce que serait une guerre atomique » consent à envisager une possibilité de désarmement, mais ne la trouve qu'en s'en remettant aux bons soins des puissances occidentales pour l'imposer aux Russes... par la force destructrice s'ils refusent le plan qui leur serait proposé.*

*Je n'insisterai pas sur le remède de Gribouille qui consiste à porter la guerre chez l'adversaire pour l'obliger à désarmer.*

*Les stratèges de la guerre préventive, ceux-là mêmes dont il veut empêcher les menées provocatrices, trouveraient en Louzon un excellent conseiller.*

*D'autre part, Louzon reporte la responsabilité des faillites successives des conférences du désarmement sur le dos des Russes. Certes, personne n'ignore que leurs tractations ont pour but de conserver la suprématie des armements, mais rien ne justifie le crédit accordé par Louzon aux Occidentaux dont les nationalismes rivaux, au service d'intérêts très précis et très particuliers, se refusent tout autant à abandonner le système de la paix armée.*

Il est un fait que les apprentis sorciers du réarmement atomique ont en réserve des éléments destructifs d'une telle puissance, qui nous mettront tous dans le même « bain », qu'ils sont remplis d'appréhension pour l'avenir de leurs précieuses personnes et de leurs biens et contraints, par là même, de rechercher des solutions de repli, de compromis pour éviter le pire. Cependant, empêtrés dans leurs contradictions, ils ne semblent pas près de vouloir en sortir.

Pourquoi donc Louzon, mieux averti que quiconque de tout cela, en est-il réduit à faire confiance aux gouvernants « atlantiques » et à leur suggérer des remèdes pires que le mal qu'il dénonce ?

C'est, selon lui, que dans les pays occidentaux, la classe ouvrière se désintéresse des problèmes internationaux et que, de l'autre côté du rideau de fer, le prolétariat n'a plus « la moindre possibilité de s'exprimer et encore moins d'agir ».

Ainsi, Louzon veut délibérément ignorer les prises de position des organisations ouvrières allemandes et britanniques. Il semble ignorer, en particulier, que ce sont les truquages de vote des dirigeants des Trads-Unions qui ont empêché — de justesse — leur dernier congrès de réunir une majorité contre le réarmement allemand.

Il oublie qu'au Japon également la population s'est dressée à plusieurs reprises pour le même objet, quoique la tutelle américaine n'ait rien fait pour aider au relèvement du niveau social de ce peuple susceptible d'apprécier suffisamment les bienfaits de la paix désarmée, qu'on lui avait imposée, pour ne plus admettre le retour des anciennes servitudes militaires.

Aux Etats-Unis même, d'heureuses réactions en faveur du désarmement se sont produites, ne serait-ce que la « Proposition pour une offensive de paix » de Walter Reuther, l'actuel secrétaire du C.I.O. et, plus récemment, le manifeste publié dans cette même R.P. de mars et émanant d'organisations socialistes et pacifistes (Independent Socialist League, Peacemakers, Young Socialist League).

Certes, ce ne sont là que des manifestations isolées et bien loin de répondre à la cohésion désirable pour atteindre un objectif aussi important que celui que nous nous proposons. Elles sont pourtant le témoignage que, là où la perfidie des agents du Kremlin n'a pu étendre ses ravages, la classe ouvrière trouve encore en son sein assez de ressources pour se dresser face au danger qui menace la sécurité des peuples. A la condition bien entendu qu'on lui présente des perspectives valables.

Elles démontrent qu'en France, en ce pays qui fut longtemps à l'avant-garde des luttes ouvrières — et dont à l'extérieur on attend un réveil qui tarde à se manifester — il y a encore beaucoup à faire en ce domaine. Cela tient sans doute à ce fait que les travailleurs, plus qu'ailleurs divisés, sont actuellement désaxés et ont perdu confiance en leurs possibilités.

Pour secouer cette apathie, plusieurs essais ont été tentés. A leur tour, préluant à ces journées syndicalistes de Pâques, Mercier et Thevenon nous ont exposé comment ils envisagent les conditions d'un redressement syndical par une meilleure adaptation de nos méthodes. A propos de cette intéressante initiative je me permettrai d'engager les camarades qui participeront à cette conférence, et qui sont à la recherche d'une plate-forme d'action capable de regrouper les éléments sains du syndicalisme, à ne pas perdre de vue l'ordre d'urgence parmi les problèmes qui nous sollicitent. Dans cette discrimination nécessaire, il n'est pas niable que celui de la paix doit prendre actuellement le pas sur tous les autres et cela pour plusieurs raisons : d'abord parce que les dangers suscités par le progrès et les expériences atomiques et dénoncés de toutes parts par les voix les plus autorisées ont remis la question du

désarmement au premier, donc climat psychologique favorable ; ensuite, qu'on ne construit rien de stable ni de durable quand l'obsession de la bombe et de la guerre hante les esprits ; enfin, que c'est une duperie d'envisager le relèvement du niveau de vie ouvrier tant qu'il sera tenu en échec par le surarmement.

Apporter notre pierre au barrage qui s'élabore doit donc être une de nos préoccupations premières. Faire en sorte que tous les efforts associés tendent au refus généralisé de nous faire plus longtemps les instruments aveugles ou impuissants d'un monde en folie et à créer cette conscience de classe internationale permettant une opposition efficace au courant guerrier.

Souvenons-nous de juin 36 et des circonstances qui ont permis l'explosion de revendications longtemps comprimées. Avec la préparation à longue échéance des prochaines élections nous allons bientôt connaître une même ambiance. Il nous appartient de nous préparer à l'exploiter au mieux des intérêts ouvriers et de savoir coordonner notre action plus utilement que nous ne l'avons fait jusqu'alors.

Car, s'il faut bien admettre que la classe ouvrière n'a pas le désir de l'action, il faut aussi convenir qu'elle a été trop souvent abandonnée aux sollicitations désordonnées et stériles des désarmeurs à sens unique, alors que par des propositions concrètes de cessation de fabrication des armements avec contrôle ouvrier réciproque, à l'Est comme à l'Ouest, nous étions — et nous le sommes encore — sur un terrain solide pour confondre les usurpateurs et amorcer, avec la désintoxication qui s'impose, l'unification de notre mouvement ouvrier sur cette base qui répond aux aspirations profondes des travailleurs de tous les pays.

Il s'agit de tirer la leçon de nos erreurs passées et de travailler désormais à rassembler toutes les activités éparses, de leur donner assez de vigueur et d'énergie pour que leur poussée devienne irrésistible, qu'elle force le rideau de fer et apporte aux peuples soumis au joug totalitaire de l'Est, à ceux qui, ne pouvant ni s'exprimer ni agir (Louzon dixit), n'ont plus foi qu'en une guerre « libératrice » — et qui serait leur tombeau — cette espérance d'une délivrance par la solidarité de l'internationalisme prolétarien.

Un mouvement unanime d'une telle ampleur du monde ouvrier occidental — ne se limitant pas à réclamer l'interdiction des armes de destruction massive, qui ne supprime nullement le vrai danger : celui de la guerre elle-même et qui ne peut être conjuré que par le désarmement massif et la transformation des structures économique et sociale — aurait une répercussion salutaire jusque dans les « démocraties populaires ». Il serait un nouveau ferment à leurs révoltes latentes, dont celles de l'Allemagne orientale et de la Tchécoslovaquie nous ont donné un aperçu et dont les populations angoissées attendent de nous autre chose qu'un silence complice.

D'aucuns peuvent trouver ce programme très ambitieux, voire illusoire, étant donné les temps difficiles que nous traversons. Je pense en ce qui me concerne qu'il est à la mesure de nos moyens et que, même si nous devons repartir de zéro, cela ne doit pas nous empêcher d'agir en accord avec la finalité inscrite dans notre Charte d'Amiens qui doit rester le « credo » de tous les vrais syndicalistes.

En bref, ce qui importe, c'est de donner au prolétariat les moyens de se ressaisir et d'empêcher par son comportement que la technique et la science ne servent que le crime et que la défense de la liberté ne puisse être une excuse aux trafiquants de la mort et à l'hystérie guerrière.

## Contre tout réarmement

Marguerite Landry, de Poitiers, s'exprime dans le même sens :

*Bien sûr, la R.P. mérite notre attachement et dans l'ensemble sa fidélité aux anciennes formules emporte notre adhésion.*

*Toutefois, et bien que Hagnauer lui-même ait légèrement modifié sa position dans le numéro de mars, j'avoue que la lecture de la précédente R.P. ne m'a guère réconfortée, notamment en ce qui concerne le « réarmement allemand ». Il me semble que nous devrions être fortement solidaires du mouvement antiarmement qui s'est développé en Allemagne occidentale ; il me paraît absolument parallèle au mouvement d'août 53 à Berlin-Est, où les travailleurs se sont dressés contre l'oppression bureaucratique. C'est réconfortant, car cela montre que même douze ans de nazisme n'ont pas complètement abruti le peuple allemand. D'autre part, la lutte contre le militarisme, le capitalisme, l'oppression sous toutes ses formes doit être menée internationalement. La Révolution russe n'a-t-elle pas souffert d'abord du manque de solidarité du prolétariat mondial ? Il me semble aussi pénible de voir confondre dans une même « cohue » les pacifistes, grands industriels, ouvriers socialistes ; encore plus pénible d'analyser les forces parlementaires hostiles à la C.E.D., mais quelles sont donc celles qui soutiennent la C.E.D. ! Si on est pour la C.E.D., il vaut mieux le dire, mais prendre acte des conséquences que cela entraîne ; il n'est pas vrai que celles-ci soient bonnes pour le mouvement ouvrier, car le militarisme entraîne le muselage des consciences et l'étouffement de l'esprit de classe, sans compter le renforcement de la discipline industrielle.*

Dans les lignes qui précèdent, Faucier (ainsi que Marguerite Landry pour ce qui concerne l'Allemagne) fait état des mouvements d'opinion qui se sont manifestés en Allemagne et au Japon contre le réarmement de ces deux pays, et en Angleterre contre le réarmement allemand.

Mais, dans aucun de ces cas, il ne s'agit d'une demande de désarmement général. Les Allemands et les Japonais voudraient bien continuer à être personnellement débarrassés du fardeau militaire, et cela se comprend ! mais ils ne demandent point que les autres désarment. Les sociaux-démocrates allemands, par exemple, veulent aussi fermement être protégés du danger cosaque qu'ils désirent que cette protection soit assurée par les armées américaines ou anglaises plutôt que par eux-mêmes. Quant à la campagne d'une partie des syndicats britanniques contre le réarmement allemand, c'est, comme toute campagne dirigée contre le *seul* réarmement allemand, ou bien le fait de communistes et communistes travaillant pour la Russie, ou bien uniquement un acte de bochophobie.

Rien ne saurait être moins partiel que le désarmement, si l'on veut d'un désarmement qui puisse réellement éloigner le danger de guerre. Un désarmement général peut atteindre un tel but, mais un désarmement ou une réduction d'armements qui ne toucherait que certains pays, comme le non-armement de l'Allemagne ou la non-production de la bombe H par l'Angleterre (ce que réclament aussi les bevanistes), affaiblit seulement un camp par rapport à l'autre, et ce n'est, certes, pas cela qui peut éloigner la guerre ! Le Danemark avait, entre les deux guerres, totalement désarmé, ça ne l'a pas mis à l'abri de l'invasion nazie !

Un désarmement général et un désarmement qui ne s'applique qu'à certains pays sont, en réalité, malgré l'emploi du même mot *désarmement*, deux choses non seulement différentes, mais diamétralement opposées, dans leur but et dans leurs effets.

Sous l'identité des mots, sachons distinguer les différentes réalités. — R. L.

## Rail et route

Toujours de la camarade Landry :

*Sur un sujet un peu différent, je me permettrai de faire quelques remarques à Louzon. Nos camarades parisiens ne semblent pas très bien se rendre compte de l'importance du rail dans les campagnes et les petites bourgades. La politique actuelle, c'est la faillite du service public, et je puis citer des localités ayant une certaine importance économique (L'Isle-Jourdain avec son barrage électrique, les alentours du Marais Poitevin dans les Deux-Sèvres) qui sont en passe d'être complètement coupées du monde extérieur (pour l'Isle-Jourdain c'est déjà fait), car le car, lui, n'est pas un service public et est soumis uniquement aux règles de rentabilité, et il supprime sa ligne dès qu'il ne fait plus de bénéfices. Et ne parle-t-on pas de supprimer la ligne de chemin de fer Poitiers-Limoges ?*

Je doute, pour ma part, que la suppression de certaines lignes de chemins de fer puisse réellement isoler les régions qu'elles desservent, car une ligne de car pourra toujours être « rentable » : il suffira d'y faire payer des prix suffisamment élevés. Et si ces prix sont trop élevés pour que les habitants des pays desservis puissent les payer, je ne vois aucun inconvénient à ce que, soit par des subventions accordées aux entreprises de transport ou par tout autre moyen, on ne fasse de ces services automobiles des services publics. Un service public n'est pas obligatoirement assuré par rail ; les lignes d'autobus des villes sont bien, elles aussi, des services publics !

La seule question est donc de voir, pour chaque cas, ce qui coûtera le moins : le service par rail ou le service par route. Or il est manifeste que sur les petites lignes, l'entretien de cet énorme capital fixe, indépendant de l'importance du trafic, que constitue la voie ferrée, est une charge qui grève considérablement le transport de chaque voyageur ou de chaque tonne de marchandise, puisqu'il n'y a que peu de voyageurs et peu de marchandises, tandis que la souplesse du transport automobile permet de n'avoir qu'un capital fixe (cars et camions) proportionné à l'importance du trafic.

— De même, dans la R.P. de janvier, le camarade Hémy, prenant également la défense du rail, déclare qu'on ne peut « comparer le prix de revient rail artificiellement gonflé par des charges unilatérales ou par les énormes gaspillages habituels à la S.N.C.F. à des prix de revient route artificiellement réduits par les privilèges fiscaux, la non-observation des lois du travail et des méthodes commerciales déloyales ».

Parfait, et tout à fait d'accord ! Mais ce qu'il faut alors, c'est supprimer les « énormes gaspillages habituels à la S.N.C.F. » et faire observer « les lois du travail » par les transporteurs routiers, ainsi que remédier aux autres inégalités que signale notre camarade si elles existent réellement, mais non chercher à établir artificiellement pour le rail un quasi-monopole du transport en interdisant aux transporteurs routiers d'établir des lignes concurrentes trop directement les voies ferrées ou en les forçant à instituer des tarifs qui sont supérieurs à ceux que la concurrence les obligerait à pratiquer s'ils étaient libres de les fixer.

Il est de mode actuellement parmi nous de dénoncer l'esprit « routinier » du patronat français. Prenons garde que pour maintenir, tout comme lui, des situations acquises, nous ne nous montrions encore plus routiniers que lui ! Prenons plutôt exemple sur les militants de la Première Internationale qui s'élevèrent contre le bris des machines dans le textile du Nord, ou sur nos camarades de la métallurgie de la Loire qui se gardent bien de s'opposer à la reconversion de l'industrie métallurgique de leur région, bien que cela amènera beaucoup de

bouversement dans la situation des salariés mais qui réclament des compensations adéquates aux dommages que ceux-ci subiront.

C'est, d'ailleurs, le seul moyen de parvenir à des résultats, car on ne peut longtemps s'opposer au progrès. Celui-ci finit toujours par s'imposer, même contre la volonté ouvrière. Si vous en doutez, voyez le cas des dockers qui, malgré toutes leurs protestations et toutes leurs luttes contre l'introduction des nouveaux moyens de manutention mécanique n'ont jamais pu en empêcher une seule. — R. L.

## La grève des enseignants

sée à Hagnauer :

*Au double titre de lecteur de la Révolution prolétarienne depuis vingt ans et de membre de l'enseignement, je tiens à vous adresser ma protestation la plus énergique contre votre article paru dans le dernier numéro de la R.P. : « La grève des enseignants du 23 mars » et « Défense laïque, syndicaliste et indépendante ».*

*J'avoue ne pas comprendre, ne pas comprendre que vous puissiez prendre le contrepied de la position Lavergne-Forestier. Alors que nous devons ser- rer les rangs, que nous n'avons pas trop de toutes nos forces pour vaincre un cléricisme indiscutablement renaissant et peut-être plus fort qu'il y a cent ans, vous vous obstinez, comme toute la F.O. s'obstine, à faire œuvre de division. Eh bien donc, tant pis, et pour vous et pour nous. Tous, nous récolterons les fruits splendides de ce que tous les di- viseurs sont en train de semer. Sans doute êtes-vous de ceux qui pensent que la loi Barangé, la loi Saint-Cyr, la loi (à venir) Raingard sur l'enseignement privé, tout cela est bagatelles sans importance. C'est à peu de chose près ce que vous laissez entendre. Encore un pas en avant (ou plutôt en arrière) et il n'y aura plus, pour vous, d'adversaires que commu- nistes. Et, bien sûr, M. Hippolyte est un misérable et M. Deixonne un grand homme (1). Je ne pensais pas décidément que vous puissiez pousser aussi loin la maladie de l'anticommunisme. Et, dans ces con- ditions, et malgré les efforts d'un grand nombre de gens nullement « cocos » (par exemple Jeanson dans le Canard), il est évident que nous en crève- rons, à la grande joie des cléricaux. Mais bien sûr ces gens ne sont pas dangereux !*

*Depuis plusieurs années la R.P. file un mauvais coton. Bien des militants écœurés à bon droit de cet anticommunisme maladiif l'ont abandonnée. Je n'ai pas voulu le faire et ai maintenu jusqu'alors mon abnctionnement et même ma sympathie à l'équipe R.P. et à Louzon en particulier. Mais je voudrais dire qu'il y a tout de même des limites, et des positions que ne devraient pas pouvoir prendre des gens qui se réclament de la Révolution prolétarienne.*

*Je demande donc au camarade Hagnauer de bien vouloir accepter de « rectifier le tir », et dans l'ave- nir de ne pas renouveler de telles bévues.*

Mes propos du numéro d'avril ont provoqué quel- ques réactions et la lettre virulente de notre cama- rade Pochthier ne m'a pas surpris. Déblayons d'abord le terrain de la discussion.

1° La R.P. n'est nullement engagée par mes opi- nions personnelles. Ceux qui la rédigent et l'admi- nistrent depuis trente ans n'ont jamais voulu autre chose qu'entretenir la libre discussion des problè- mes posés par le mouvement syndical. Leur seule

(1) Je ne comprends pas les allusions de notre camarade. Qui est Hippolyte ? Quant à Deixonne, je ne sais s'il est un grand homme. Mais je sais, comme tout le monde, qu'il se place à la pointe de la bataille parlementaire pour la défense laïque. — N. de R. H.

tendance commune c'est la renaissance du syndica- lisme libre, la défense de l'esprit révolutionnaire. Ce qui les a menés, depuis trente ans, à combattre la corruption de l'un et de l'autre par le « totali- tarisme rouge ». Ce n'est pas notre « anticommuni- sme » qui est maladiif. C'est le communisme, c'est la classe ouvrière qui sont malades de la peste sta- linienne. On ne s'étonne pas que certains soient « écœurés » par notre constance. C'est peut-être parce qu'ils n'ont pas le cœur assez solide pour « tenir le coup ». On s'étonne que notre camarade Pochthier — qui est certainement d'une autre trem- pe — ait attendu si longtemps pour nous avertir « que la R.P. filait un mauvais coton » et qu'il le fasse aujourd'hui à propos d'une affaire strictement localisée dans le temps (2).

2° Pochthier pense-t-il que je suis inspiré par F.O. ? Il devrait le prouver au bureau confédéral F.O. qui n'en semble pas convaincu. La C.G.T.-F.O. a-t-elle d'ailleurs pris position nettement sur les problèmes de défense laïque ? On n'entend pas souvent ceux qui devraient parler (3). Ceux qui parlent dissimulent mal leurs divergences. Et les positions prises sont quelquefois déconcertantes. J'ai fortement cri- tiqué la seule section vivante du syndicat dit nation- al des Instituteurs F.O., pour son abstention, lors des mouvements de défense laïque — à ma grande surprise, cette carence fut justifiée par le secrétaire de l'Union F.O. de la Haute-Garonne. L'Union F.O. de la région parisienne — dont j'ai été pendant cinq ans l'un des administrateurs — a au contraire pris brutalement parti contre la loi Marie-Barangé et la loi Saint-Cyr. Ce qui a provoqué la véhément protestation de Guy Thorel, leader de la minorité F.O., aussi favorable à l'unité d'action avec la C.G.T. stalinisée qu'hostile à la défense laïque. Cependant que le syndicat général de l'Education nationale (adhérent à la C.F.T.C.) s'est associé à la lutte menée contre cette dangereuse législation. Les faits ne sont malheureusement pas aussi simples que le voudrait la logique de Pochthier. Mais à la R.P., on respecte les faits plus que la logique.

Ces précisions nous ramènent au véritable sujet : mes propos du numéro d'avril. Je n'ai l'intention ni de fuir le débat, ni de « rectifier mon tir » — et quel que soit mon désir d'apaiser notre camarade, je ne puis m'engager à « ne pas renouveler mes bévues ». J'ai exprimé dans la R.P. à plusieurs reprises sur le cléricisme, la défense de l'Ecole laïque, la libération de l'Enfance, des idées que j'ai toujours soutenues au sein du syndicalisme univer- sitaire (4). Faut-il les résumer encore ?

Je ne conçois pas de défense laïque, hors du syndi- calisme ouvrier libre. C'est-à-dire que je défends notre « école » non parce qu'elle est publiquement officielle, mais parce qu'elle me paraît la plus « libre », celle où l'on peut le plus facilement échap- per aux contraintes, aux partis pris, aux préjugés des familles, des religions, des partis, de l'Etat. Je me refuse à choisir entre « Dieu et César » — c'est-à-dire entre l'Eglise et l'Etat totalitaire. Je ne veux pas m'associer dans la défense laïque avec ceux qui — à la différence de nombreux croyants — restent des partisans, des exécutants de consignes

(2) Sa sympathie pour Louzon devrait lui faire re- connaître que notre ami n'a pas cessé d'exprimer dans la « R.P. » un anticléricisme et un athéisme intransigeants.

(3) Rose Etienne, secrétaire confédérale, a long- temps représenté F.O. au Comité de Défense laïque. Il est probable qu'elle n'a pas changé d'opinion sur le fond. Mais il est normal qu'elle ait été découragée par « l'autonomisme » des instituteurs et l'influence anormale des groupements stalinisés au sein du Co- mité de Défense laïque.

(4) Voir en particulier mon article « Une défense syndicaliste de l'Ecole laïque » (« R.P. » de septem- bre 1951).



aussi bien dans leur action syndicale que dans leur besogne professionnelle. Je n'admets pas qu'en combattant le cléricalisme noir — dont la nocivité ne m'échappe pas — on favorise le cléricalisme rouge. Je l'admets d'autant moins qu'il y a une solidarité de fait entre ces deux empoisonnements. Soit parce que les excès de celui-ci poussent les âmes faibles à chercher la protection de celui-là. Soit parce que les masses cléricalisées par l'Eglise restent les plus perméables à l'influence des Jésuites rouges (on le voit bien en Italie). Soit même parce que l'accord se réalise facilement, lorsque la politique de Moscou l'exige, entre les deux cléricalismes contre les esprits libres et les militants révolutionnaires.

*J'ai approuvé sans réserves la lutte syndicale contre la loi Saint-Cyr, dont j'ai voulu objectivement exposer ici le sens et la portée. J'y ai participé sans réticences. Je connais mal Forestier. Ce que je sais de lui me le rendrait plutôt sympathique. Mais j'ai le droit de le critiquer, lorsqu'il me paraît s'engager sur la voie dangereuse de la « stratégie politique ». Et ma critique des dirigeants autonomes n'a jamais été aussi virulente que celle de nos camarades de l'École émancipée.*

Défense laïque strictement syndicaliste, au départ, entraînant tous ceux qui sont prêts à lutter avec nous contre toutes les servitudes, toutes les oppressions ? Nous y adhérons totalement.

Défense laïque, ayant pour objet ou comme conséquence de « dédouaner le parti post-stalinien », de préparer un nouveau Front populaire, une vaste opération électorale, une machination « crypto-neutraliste » dont le gouvernement totalitaire de Moscou sera le seul bénéficiaire ? Nous ne marchons pas. Nous préférons « filer notre mauvais coton » que tisser la trame de l'imposture et de l'asservissement. — R. H.

## Le parti socialiste face au poujadisme

Notre camarade Marceau Pivert a adressé à Charbit la lettre suivante :

*Très bien, ton article sur Poujade. Mais je dois te faire un petit reproche : pourquoi mets-tu dans le même sac « l'ensemble des partis politiques » ? Ce n'est pas correct. Et nous devons toujours dire la vérité, quelle qu'elle soit. Or sur le poujadisme, le parti socialiste a été le seul à prononcer une condamnation sans équivoque — officiellement — et à refuser de recevoir ses délégués. Et il a été le premier à déposer le projet Leenhardt, qui supprimait pour les petits commerçants la fonction de collecteurs d'impôts, mais frappait les gros commerçants. Le parti a demandé à ses adhérents de s'abstenir de participer à ce mouvement équivoque (1). Il a appuyé l'attitude de F.O. Tu rappelles, avec raison, 34 : n'oublie pas néanmoins que si les organisations syndicales libres sont les plus qualifiées, les seules efficaces, pour déterminer l'action directe nécessaire, il est tout de même utile, et parfois décisif, que l'expression de la réplique ouvrière soit transposée également sur le plan politique. En la circonstance, il y a eu parallélisme spontané entre F.O. et parti S.F.I.O. Pourquoi ne pas le reconnaître ? Souhaitons qu'il en soit de même, dans le respect absolu de l'indépendance des deux formes d'expression d'une action de classe, pour tous les problèmes intéressant le monde ouvrier — nous n'en sommes pas encore là — hélas ! — et surtout, tu le sais bien, dans le domaine d'une véritable politique internationale, d'une véritable action de*

(1) Si le mouvement Poujade avait été honnête, il aurait concentré ses efforts contre ceux qui ont repoussé le projet Leenhardt, au lieu de faire de la démagogie antiparlementaire « en bloc », dans le style du 6 février 1934.

*classe internationale indépendante de tous les gouvernements...*

*Mais quand il y a un petit progrès, ne le dissimulons pas — au contraire : ne négligeons pas de nous en féliciter — même si cela n'est pas tout à fait conforme à nos schémas idéologiques traditionnels sur le « politique » et le « syndical ».*

En écrivant que l'ensemble des partis politiques avaient témoigné de leur bienveillance à l'égard du mouvement Poujade, je croyais avoir suffisamment marqué qu'ils ne se sont pas tous compromis au même degré. Marceau Pivert a raison d'indiquer que le parti socialiste a refusé de recevoir les délégués du poujadisme. Je ne m'écarte pas non plus de la vérité en constatant que tous les représentants du parti n'ont pas eu la même attitude, et il n'est pas contestable que des militants socialistes ont participé à ce mouvement, et qu'à ses meetings des élus socialistes ont assisté et que parmi ceux qui n'ont pu y assister certains se sont excusés en témoignant de toute leur sympathie.

Quant au projet Leenhardt, je veux bien admettre que s'il avait été adopté il n'aurait pas permis au citoyen Poujade d'exploiter le mécontentement des petits commerçants, mais je ne suis pas convaincu qu'on avait raison de chercher à satisfaire leurs revendications qui me paraissent encore injustifiées, parce qu'il est démontré que les salariés paient plus d'impôts que les commerçants, sans atteindre cependant à leur niveau de vie. Et je persiste à penser que les difficultés — réelles — de certains commerçants proviennent du fait qu'ils sont trop nombreux.

Je me félicite donc de ce que la direction du parti socialiste ait demandé à ses adhérents de s'abstenir de participer au mouvement Poujade, mais je suis sûr que Marceau Pivert regrette autant que moi que ces conseils n'aient pas toujours été entendus.

Et, comme Marceau Pivert, je souhaite une action parallèle des syndicats et des partis qui se réclament de la classe ouvrière. Je constate seulement que les syndicats, du fait même qu'ils n'ont pas à défendre d'autres intérêts que ceux des salariés, réagissent plus vite et mieux que les partis, quelle réserve que l'on ait à faire sur le comportement habituel de certains états-majors syndicaux. — F. C.

## Pour l'unité européenne

Le camarade Nénert, instituteur à Linards (Haute-Vienne), nous adresse les mêmes critiques qu'Espinasse et Salençon sur ce qu'il appelle notre « extrémisme au sujet des questions coloniales ». Il nous fait aussi un autre reproche :

*Je regrette que notre revue n'ait pas pris position plus franchement en faveur de l'unité européenne, au moment où cette idée a été si indignement trahie par ses défenseurs naturels : les syndicats de l'enseignement, qui ne craignent pas de faire chorus avec les nationalistes et les valets de Moscou.*

## A LA RECONQUETE DE LA SEMAINE DE 40 HEURES

Mais... c'est en Allemagne que ça se passe ! Une grande usine de cuivre de Duisburg (dans la Ruhr), employant 7.000 ouvriers, annonce qu'elle va bientôt établir la semaine de 5 jours, avec 8 heures de travail par jour.

La revendication des 40 heures fait d'ailleurs actuellement l'objet d'une campagne de tous les ouvriers de la Ruhr, mineurs et métallurgistes.

# POLITIQUE DE PRÉSENCE ET ACTION DIRECTE

Dans le numéro 2 des *Etudes sociales et syndicales*, C. Harmel consacre quatre pages à une critique de la résolution de l'U.D. de la Loire sur la politique de présence.

Cette résolution serait « toute hérissée de contradictions ». Grief capital, elle juxtaposerait « deux politiques contraires : la politique de présence et l'action directe ».

Ce n'est pas notre avis.

Il y a plusieurs manières, au moins deux, dans le domaine syndical, d'interpréter et de pratiquer la politique de présence.

La plus courante, c'est celle que pratiqua la C.G.T. à partir de 1914. Elle ne peut, évidemment, pas se concilier avec l'action directe, puisqu'elle se ramène, en fait, à l'action persuasive des chefs auprès des gouvernants et à la délégation de ces chefs par les gouvernants dans les organismes ou institutions où les représentants des diverses forces sociales étudient les grands problèmes économiques et sociaux.

Cette forme de la politique de présence a le caractère d'une collaboration des représentants de la classe ouvrière avec les représentants des classes dirigeantes, dans le cadre des institutions du régime, en vue de rechercher des solutions acceptables par tous. Elle crée une ambiance de collaboration de classes ; elle se présente comme une intégration au régime des chefs syndicaux et des institutions qu'ils représentent. L'action syndicale tend à se concentrer au sommet et à se limiter à celle d'une bureaucratie pratiquement inamovible, se recrutant par cooptation et restant sans contact avec la base dispensée d'effort. C'est dans le sens de l'histoire du moment, c'est un pas de plus vers l'ère des organisateurs qui satisfera toutes les bureaucraties, les bureaucraties syndicales et des partis de gauche y comprises. Non seulement on s'intègre dans le régime, mais on pousse à la roue pour hâter l'avènement de structures nouvelles qui seront encore plus oppressives pour le prolétariat.

Mais il y a une autre forme de la politique de la présence qui n'a pas le caractère d'une collusion avec les maîtres ou aspirants maîtres de l'heure et pour des fins déterminées par eux. Il ne s'agit plus que de rencontres circonstanciées avec les représentants de l'Etat ou de la classe dominante, où les représentants ouvriers sont délégués par les organismes syndicaux, avec un mandat précis sur les questions préalablement mises à l'étude. Ici pas d'intégration ; pas de chefs qui se substituent à la classe, pas de délégations permanentes agréées ou choisies par les maîtres du moment. C'est la base qui délègue, qui mandate. C'est une politique éducative ; elle souligne les tares du régime, pousse à l'étude de structures nouvelles ; elle prépare aux responsabilités, engendre ou renforce l'esprit de

classe, amène les ouvriers eux-mêmes à recourir à l'action directe, les oppositions d'intérêts se manifestant inévitablement sans espoir de solution pacifique.

C'est cette politique qu'a choisie l'U.D.-F.O. de la Loire.

Ces quelques précisions théoriques apportées, essayons de situer l'action de l'U.D.-F.O. et de préciser dans quelles conditions, avec quel esprit elle a été amenée à affirmer sa position. C'est, nous semble-t-il, la meilleure manière de répondre aux critiques de C. Harmel.

## I. — LE SYNDICALISME DANS LA LOIRE

L'U.D. de la Loire est l'une des plus actives de la confédération, l'une de celles où l'effort intellectuel semble le plus intense... C'est une U.D. où l'on pense..., écrit-il d'abord.

C'est peut-être exact, mais cet état d'esprit n'est pas nouveau. Il s'est créé au cours des luttes qu'ont eu à soutenir les ouvriers de la Loire depuis près d'un siècle et demi.

La Loire, nous le verrons plus loin, a été un des premiers centres industriels de France. Déjà, avant la Révolution, des milliers de prolétaires avaient dû recourir à la grève pour améliorer leurs conditions de vie : grèves de 1744 et 1771 chez les rubaniers pour exiger un tarif ; grève générale de 1786 qui amène l'intervention de l'armée ; grève de 1787 chez les rubaniers qui dure plusieurs jours avec chasse aux jaunes et intervention de la maréchaussée.

Toutes les révolutions ont été marquées par des mouvements spontanés, à Saint-Etienne et à Roanne. La Commune y fut proclamée en 1871. Les sociétés de résistance et les mutuelles y ont organisé la résistance ouvrière jusqu'au second Empire libéral et, lorsque fut votée la loi de 1884, des chambres syndicales existaient dans la plupart des corporations depuis plusieurs années (mineurs 1876). La fédération nationale des mineurs y vit le jour en 1883. Les premières bourses du travail y furent particulièrement vivantes et, en 1892, la fédération des Bourses y fut créée. Le mouvement anarchiste y fut florissant : n'est-ce pas le pays de Ravachol ? C'est au congrès de Saint-Etienne que le parti ouvrier se sépara des possibilistes pour aller se réorganiser à Roanne, en 1882.

La vie syndicale était intense avant 1914 ; des universités ouvrières fonctionnaient. Pendant la guerre eurent lieu les grandes grèves de la métallurgie (1918) ; la minorité syndicaliste hostile à l'union sacrée tint sa conférence à Saint-Etienne en 1918, et la C.G.T.U. y organisa son premier congrès : les syndicats de la Loire y avaient adhéré à la presque unanimité.

La division ne tarda malheureusement pas à briser l'élan des premières années de l'après-guerre. Les syndicalistes révolutionnaires, dans leur majorité, tout comme les guesdites, éléments les plus dynamiques du parti socialiste, s'étaient ralliés à la Révolution russe qui, au départ, devait réaliser un système à base fédéraliste faisant de la classe ouvrière organisée l'élément moteur et constructif de la société nouvelle : la république des Soviets. Ce grand espoir, celui de la Commune, celui des fondateurs de la Première Internationale et des fondateurs de la C.G.T., fut bientôt déçu, car l'Etat russe, en quelques années, devint le pire des Etats bureaucratiques et policiers, noyant dans le sang toute manifestation de fidélité aux principes mis en avant au départ, et exigeant une obéissance servile des militants des partis et syndicats placés sous sa direction par le canal de la III<sup>e</sup> Internationale.

Les syndicalistes de la Loire passèrent en majorité dans l'opposition par leur refus d'accepter les conditions imposées à l'adhésion de la C.G.T.U. à l'I.S.R. Mais le stalinisme jouissait de moyens de propagande formidables et de jeunes troupes déjà disciplinées, œuvrant dans un milieu favorable : n'avait-on pas identifié la Révolution russe à la Révolution socialiste ? Les ouvriers sont plus souvent révolutionnaires par sentiment, par besoin d'idéal et de grandes espérances, que par la conscience exacte des conditions de leur émancipation. La Révolution, c'est le grand élan de libération qui balaye toutes les injustices, écarte la misère, satisfait ce besoin d'égalité qui est si profond et qui fut déjà à la base de la Révolution de 1789. Ce n'est pas, pour la plupart, un effort, une volonté de reconstruction, une conscience réelle des difficultés et des tâches nécessaires pour éliminer les éléments de conservation et d'oppression et assurer les conditions d'une libération réelle. D'où la tendance à se contenter de mythes et de suivre les démagogues qui savent les entretenir. Et les staliniens pouvaient, à la faveur de la confusion créée par la Révolution russe, se présenter comme les porteurs du vieil étendard de la Révolution. Les syndicalistes qui avaient vu clair, qui avaient compris que la Révolution russe avait déjà abouti au pire régime d'oppression du prolétariat, quittèrent peu à peu la C.G.T.U. mais, en se retirant, ils se coupaient d'une partie des ouvriers qui les avaient suivis ; et les staliniens pouvaient, avec une apparence de raison, les dénoncer comme des diviseurs et des contre-révolutionnaires, puisque, à grand renfort de témoignages et d'informations, eux continuaient à affirmer que l'U.R.S.S. était le pays du socialisme. Le mythe de la Révolution russe était déjà solidement ancré dans la fraction la plus agissante des ouvriers.

Cependant une équipe de militants tenta de remonter le courant dès 1924. La Ligue syndicaliste fut fondée en 1927 et continua à fonctionner sous le nom de Comité pour l'Indépendance du syndicalisme.

L'influence stalinienne déclinait. Plus de syndiqués. Il fallut l'Unité syndicale et le Front populaire pour leur permettre de reconquérir les ouvriers qu'ils s'étaient aliénés par leur gymnastique révolutionnaire désordonnée et de pénétrer dans des milieux où ils n'avaient jamais réussi à s'infiltrer. L'Unité, voilà le mot magique, opportun, nouveau mythe au nom duquel on empêchait toute

critique à l'Etat russe, et on faisait accepter. à la tête des nouveaux syndicats, les éléments encore non nettement marqués des organisations paracomunistes.

Les militants aguerris du Comité pour l'Indépendance du syndicalisme furent obligés d'organiser la lutte pour ne pas se laisser éliminer. De là la création de *la Voix syndicaliste* dès 1937, et la constitution de la minorité agissante qui pouvait se permettre d'empêcher Frachon de parler à la Bourse du travail de Saint-Etienne. Après l'accord germano-russe, elle prit la direction de l'U.D. mais, avec les misères et les crimes de l'occupation, les staliniens réussirent à se placer de nouveau au premier plan, encore au nom de l'Unité, au chant de *la Marseillaise*, derrière le drapeau tricolore ; Union, Patrie, nouveaux mythes qui leur permettront d'élargir encore leur influence, surtout dans les campagnes et chez les intellectuels.

L'opposition d'avant 40 est dispersée : certains sont gagnés par la vague de patriotisme, de ce patriotisme au nom duquel les staliniens élimineront ou supprimeront des militants qui sont simplement restés fidèles au socialisme ouvrier, ou à leur organisation. Tel notre bon camarade Pierre Arnaud, d'autres cèdent au courant et rallient le P.C., ou composent.

Les excès et les contradictions des agents de l'Etat russe amènent cependant le développement du courant « Force Ouvrière ». Dans la Loire, à côté de quelques anciens, ce sont des jeunes qui se révoltent et créent l'U.D.-F.O. Encore une fois, comme ils quittent la maison, on va pouvoir les accuser de division ; il leur faudra longtemps pour pouvoir faire comprendre aux travailleurs que la C.G.T. n'est pas la maison des ouvriers et qu'il en faut reconstruire une nouvelle. Avec de la ténacité, ils sont parvenus à un résultat satisfaisant, en reprenant les idées fondamentales du mouvement syndical naissant. Mais ce sont des jeunes qui ne sont pas obsédés par des formules. Ils regardent la réalité en face et savent dégager leur attitude d'une analyse objective des faits en vue du maximum d'efficacité pour l'action. Ils restent dans la tradition du syndicalisme, mais d'un syndicalisme vivant qui tient à prendre position sur tous les problèmes qui intéressent la classe ouvrière.

## II. — LE BASSIN DE LA LOIRE

L'action syndicale suit, en général, les fluctuations de l'économie. Le mouvement s'accroît dans les périodes de prospérité ; il tend à s'affaiblir dans les périodes de déclin. Le déclin actuel de l'industrie explique en partie, dans la Loire, la faiblesse du mouvement syndical. Le chômage menace des milliers de travailleurs ; les jeunes qui sortent par centaines, chaque année, des écoles professionnelles, des centres d'apprentissage, ne trouvent plus à embaucher. Les ouvriers renvoyés s'entêtent à chercher un emploi dans la région ; attachés au pays, ils ne veulent pas s'expatrier.

Et le déclin va s'accroissant. Un bref rappel de l'évolution économique de la région nous permettra de mieux comprendre la gravité de la situation et d'orienter les efforts de redressement.

## **La Houille avait provoqué l'industrialisation et l'essor**

L'industrie s'était installée dans la Loire dès les XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles. Le bassin de la Loire a été l'un des premiers exploités d'Europe continentale. On signalait des points d'extraction dès le XIII<sup>e</sup> siècle ; Saint-Etienne ravitaillait Paris aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. L'armurerie, la clouterie, la forge du fer étaient signalées dans les terriers des seigneuries dès le XV<sup>e</sup> siècle. La rubanerie y fit son apparition peu après (en 1684, on évaluait à 4.500 le nombre des passementiers), puis la coutellerie, la serrurerie, la lime, la quincaillerie..., si bien qu'à la veille de la Révolution on comptait plus de 4.000 armuriers (armes de chasse et armes de guerre) ; plus de 10.000 ouvriers dans la quincaillerie, la clouterie, la coutellerie ; des centaines de fendeurs et forgeurs de fer ; plus de 25.000 rubaniers. Toutes les industries étaient représentées : dentelle, chapellerie, teinture, tissage des toiles et du coton, tresses et lacets. La houille avait attiré la verrerie à Rive-de-Gier.

L'essor atteignit son point culminant entre 1830 et 1880. Les hauts-fourneaux surgirent ; on en vit jusqu'à 30 en activité. La première aciérie s'installa à Trablaine en 1815. Naissent successivement : les aciéries Bedel, à Saint-Etienne (1816) ; l'usine de l'Assailly (1825) ; celle de Neyraud, à Lorette (1824) ; Morel, à Izieux ; Petin-Gaudet, à Rive-de-Gier (1837) ; Holzer, à Unieux (1840) ; Deflassieux, Lacombe, à Rive-de-Gier (1850) ; Marrel, à Rive-de-Gier (1853) ; Verdié, à Firminy (1854) ; Claudinon, au Chambon (1852) ; Aciéries de la Marine (1854) ; Barrouin, à Saint-Etienne (1865)...

Les premiers convertisseurs Bessemer et les premiers fours Martin furent installés dans la Loire en 1860 et 1865. En 1880, la Loire fournissait le tiers de la production d'acier du pays. Le premier atelier mécanique avait été créé à Rive-de-Gier, par Verpilloux, en 1820.

A la place de nombreux ateliers de quincaillerie qui n'avaient pas su s'adapter aux techniques nouvelles, se multipliaient les ateliers de construction mécanique, les usines de fabrication de matériel de guerre, de marine et de chemin de fer. Le premier chemin de fer de France fut ouvert entre Saint-Etienne et Andrézieux en 1827.

## **Charbon trop cher transports trop coûteux**

Mais cet essor dû à la présence du charbon, va être brisé par la concurrence de bassins plus riches, plus tardivement exploités : Nord et Pas-de-Calais, surtout ; et par la concurrence de la Lorraine qui, après l'invention du procédé Thomas-Gilchrist, en 1878, va produire massivement et à bon marché le métal en traitant le minerai phosphoreux.

Les hauts-fourneaux vont s'éteindre ; le dernier (celui de Firminy, en 1929). Les mines s'épuisent et l'exploitation est trop coûteuse.

Toutes les industries que le charbon avait attirées vont décliner, ainsi que celles qui doivent faire venir leurs matières premières de régions éloignées. Seuls les usines de produits finis, les aciers spéciaux, les fabrications qui ayant beaucoup de travail et peu

de matière pourront conserver leur prospérité ; également les usines d'armement que l'Etat tient à conserver pour des raisons stratégiques.

## **Inadaptation et déclin**

Après la stagnation, entre les deux guerres, ce sera le déclin. Même l'armurerie se laissera devancer par Liège et Birmingham, trop lente à s'adapter à la clientèle. Aujourd'hui, le cycle même, né vers 1880, est en danger, n'ayant pas su lancer à temps les modèles nouveaux ni opérer les réorganisations nécessaires pour triompher des nouveaux concurrents. Les quatre grandes aciéries : Saint-Chamond, Saint-Etienne, Verdié et Holzer vont pouvoir échapper à la décadence par un regroupement qui leur rend possible des spécialisations, des économies de manutention ; les réorganisations nécessaires pour ajuster leurs prix au niveau de ceux pratiqués dans les autres centres. Mais quantité de vieilles forges, d'ateliers d'outillage et de produits finis ne peuvent prolonger leur lente agonie que grâce aux protections dont ils bénéficient de la part de l'Etat ou des organisations professionnelles, grâce aussi aux bas salaires, aux heures supplémentaires non ou peu majorées... et aux amortissements insignifiants de leur vieux matériel. Cette vie artificiellement maintenue prendra fin.

Perspectives sombres ! Et les autres industries : le textile, les industries alimentaires... n'ont pas besoin de personnel ; elles ont plutôt tendance à réduire leurs effectifs soit qu'elles ont de la peine à conserver leur clientèle, soit qu'elles modernisent leur outillage.

## **III. — LES DIFFICULTES DE L'ACTION SYNDICALE**

Cette ambiance de déclin n'est pas favorable au recrutement, ni à l'action. Quoi qu'en pense Harmel, une action opportune qui aurait obligé le patronat à se ressaisir pour ne pas sombrer eût été bienfaisante pour tous. Et un patronat de combat dans une période d'expansion assurerait aux ouvriers de meilleures conditions de travail et de vie. La cause première du déclin se trouve dans l'inadaptation aux conditions nouvelles de production, évidemment, mais les patrons de la Loire ont préféré continuer à végéter à l'abri de mesures protectionnistes, laissant à d'autres les fabrications nouvelles : radio, appareils ménagers, matériel électrique... qui auraient convenu parfaitement à la main-d'œuvre locale.

L'action syndicale est très délicate dans une telle situation. Le patronat cherche toutes les occasions pour réduire encore le prix de la force de travail par tous les moyens, directs et indirects. Les syndicats sont sur la défensive, mais ne réussissent à déclencher des ripostes qu'à propos de mesures précises qui frappent directement les salariés. Des ouvriers qui travaillent sous la menace permanente du chômage possible ne sont pas combattifs. Ils hésitent même à s'engager dans des actions qui provoqueraient la fermeture de leurs vieilles boîtes. Et ils sont de plus poussés à l'inertie par les divisions ouvrières.

Bien sûr, l'élimination d'entreprises qui produisent à un coût trop élevé et dans des conditions pénibles, et déprimantes pour le

personnel, ne sauraient constituer un argument pour ne pas revendiquer. Aux syndicats d'exiger des garanties. Une économie en expansion et même l'économie actuelle handicapée par la survivance et le soutien de tant d'entreprises marginales peuvent supporter les frais de réadaptation ; il suffirait, actuellement, d'avoir le courage de supprimer les entraves à l'essor qui coûtent combien de fois les reclassements de main-d'œuvre prévisibles.

Quant à l'action en vue de réduire le profit capitaliste sous toutes ses formes, elle n'est pas — même en régime capitaliste — contradictoire avec l'expansion. Elle est la seule efficace pour l'amélioration de la rémunération du travail, car elle aboutit au relèvement du salaire réel d'abord, à la baisse des coûts ensuite. A un moment donné, sur un marché donné, un relèvement de salaires n'est effectif que s'il se fait au détriment du revenu d'une autre classe ; dans l'entreprise, il ne peut se faire, d'abord, qu'au détriment des propriétaires des moyens de production. Bien sûr, si le relèvement des salaires absorrait tout le profit et détruisait toute perspective de rétablissement d'un nouveau profit, ce serait la déconfiture. Mais on n'en est pas là ; les syndicats sont plus modestes dans leurs exigences : ils réclament seulement des relèvements justifiés par l'augmentation de la production, donc de l'ensemble du revenu national, autrement dit, ils réclament leur part d'une augmentation de production déjà réalisée. Même si satisfaction leur était accordée, les détenteurs de capitaux ne mangeraient pas leur capital ; cela pourrait même avoir pour conséquence de canaliser l'expansion, et d'éviter les poussées excessives que provoque la perspective de profits croissants chez les capitalistes guidés par le seul marché financier. L'action pour le relèvement du salaire réel pousse les détenteurs des moyens de production dynamiques à récupérer la réduction de leur profit par une meilleure gestion de l'entreprise ; elle oblige les réfractaires aux progrès techniques à sortir de la routine. C'est un facteur de progrès économique d'assainissement, sans intervention de l'Etat. L'histoire de notre pays le prouve déjà : celle des U.S.A. au cours des dernières décennies le confirme.

De temps en temps, quand les charges fixes des grandes entreprises et de l'Etat deviennent trop lourdes, on a recours à une autre méthode : on pousse l'Etat à combler son déficit et à payer ses dettes avec des billets ne correspondant à aucune marchandise, à aucun service. C'est la hausse des prix, l'inflation, qui se fait surtout aux dépens des gens à revenu fixe, décharge partiellement entreprises et Etat du fardeau de leurs dettes et oblige les ouvriers à défendre leur salaire réel.

L'action pour le relèvement du salaire réel n'aboutit donc pas à la ruine des détenteurs des moyens de production. Et la garantie de l'emploi et du salaire, les avantages sociaux divers ne sont pas davantage une cause de rarefaction et d'amenuisement des capitaux. Une économie en expansion, libérée de l'aide aux moribonds de l'agriculture, de l'industrie et du commerce peut les supporter, cela d'autant plus facilement que ce sont les salariés qui en ont fait les frais jusqu'à ce jour, l'augmentation du salaire social s'étant effectuée au détriment du salaire direct.

Le recours à l'Etat pour financer les investissements est une conséquence de l'avène-

ment du capitalisme de grandes unités, des crises économiques et sociales ou de bouleversements tels que la guerre. Une usine comme Citroën, une banque comme la B.N.C. ne peuvent plus, par leurs propres moyens, surmonter une faillite. Les crises et les guerres amènent les pays à consommer leur capital. à user les moyens de production sans les amortir et sans les renouveler ; c'est l'inflation, l'appauvrissement, l'extinction de l'épargne, la crainte d'investir pour les derniers détenteurs de capitaux et, pour repartir, les investissements par prélèvements étatiques ou par les appuis de l'extérieur.

L'action syndicale n'y est pour rien. Mais elle ne doit pas se contenter de revendiquer aux dépens du profit ; elle doit reposer sur une connaissance parfaite de la situation, aller au-delà de l'entreprise, s'attaquer aux causes des déséquilibres, aux facteurs « d'immobilisme ».

Voilà, encore, de l'action directe, mais elle exclut la collaboration avec les incapables qui conduisent le pays dans le chaos et la décadence. La présence ne saurait conduire au partage des responsabilités dans l'incurie et dans la déchéance. Il faut laisser les incapables se noyer seuls et leur opposer de l'extérieur une politique cohérente.

#### IV. — L'EFFORT DE REDRESSEMENT DE L'ECONOMIE DE LA LOIRE

A l'U.D., nous avons déjà depuis longtemps dégagé les causes du déclin de l'économie de notre région : celles qui proviennent de la disparition d'avantages naturels comme celles qui sont imputables au patronat ou à la politique économique de l'Etat.

Nous pourrions, si nous étions des révolutionnaires qui se proposent d'abord la prise du pouvoir par tous les moyens, laisser les choses aller et nous évertuer à accélérer la décadence. Mais ce n'est pas notre cas, étant bien convaincus que des transformations profondes et durables sont l'œuvre des catégories sociales — non de quelques personnalités — déjà parvenues à la maturité économique, c'est-à-dire de celles qui sont les animatrices réelles de l'économie. Nous ne voulons pas mettre la charrue devant les bœufs.

Nous voulons seulement, dans le moment présent, avoir une connaissance aussi complète que possible de la situation économique et des conditions actuelles de la production et des échanges pour organiser et orienter l'action ouvrière vers des buts concrets, assurant le maximum possible d'avantages à la classe ouvrière. Ainsi nous poursuivons une œuvre vraiment révolutionnaire, en conduisant à libérer la classe ouvrière de tous les perroquets qui la détournent de sa tâche, à l'amener à prendre en main sa propre cause. Mais nous ne voulons pas nous lier aux forces actuelles de conservation sociale et aux profiteurs d'institutions maintenant le pays dans le chaos ou la stagnation. Il ne nous serait pas venu à l'idée, par exemple, de nous associer à une coalition de patrons plus ou moins rétrogrades pour leur aider à continuer à produire dans des conditions lamentables pour les ouvriers et pour les consommateurs ; pas davantage à une coalition de Bidault ou autres pour leur aider à consolider des institutions périmées assurant avant tout la défense des situations acquises et des privilèges

qui constituent une entrave au progrès économique et social.

Par contre, nous sommes entrés au C.A.R.S. qui est un groupement constitué de personnalités diverses en application de la loi de 1905 et se proposant le redressement de l'industrie régionale. Le C.A.R.S. a des moyens d'investigation que nous n'avons pas pour dresser un bilan de la situation économique, de la main-d'œuvre, des écarts qui s'opposent au développement de l'économie. Il n'a pas le pouvoir d'imposer des mesures de redressement, mais il peut dégager des perspectives de développement. Nous savons bien que beaucoup de patrons n'ont vu en lui qu'un instrument pour obtenir de nouvelles protections et des crédits afin de prolonger une activité artificielle ne répondant plus aux conditions actuelles de la production et des échanges. Ce n'est pas une raison pour rester à l'écart. Nous verrons bien si l'on veut s'engager dans la voie des réorganisations permettant d'occuper dans de bonnes conditions la main-d'œuvre abondante de cette région qui sent peser sur elle la menace du chômage sans espoir d'en sortir. Nous n'avons pris aucun engagement ; le moins que nous puissions retirer de notre présence, c'est une connaissance plus approfondie de la situation réelle de l'industrie de la Loire. C'est déjà un avantage appréciable.

Pour le reste, attendons. Nous pouvons craindre des erreurs d'aiguillage, mais nous avons des raisons de croire que l'on peut s'orienter aussi vers des solutions conformes à la fois aux possibilités de production de la région et aux intérêts des salariés.

Nous ne pouvons apporter aucune précision pour l'instant. Notre représentant a un mandat précis et nous tient au courant de son activité. Il n'a de comptes à rendre qu'à l'organisation.

La présence que nous pratiquons ne constitue en aucune façon une collaboration avec des forces de conservation sociale assurant la consolidation d'institutions qui freinent le progrès économique et social. Elle est éducative, elle nous place en présence de responsabilités précises quant au réaménagement d'industries en décadence ou à l'orientation vers de nouvelles fabrications répondant aux possibilités et aux besoins de la région.

C'est un effort de prise de conscience de la réalité en vue d'assurer la défense ouvrière dans les conditions les meilleures et de contribuer à amener les salariés à faire leurs affaires eux-mêmes, à rechercher eux-mêmes les conditions de leur émancipation.

Ce travail direct, sans personnes interposées, est un aspect de l'action directe.

U. THEVENON.

## Conclusions sur l'Afrique du Nord

Lorsque le hasard de certaines découvertes d'armement et les conjonctures internationales ont désigné la France pour dominer et guider la Berbérie, le Moghreb ou l'Afrique du Nord, comme l'on voudra, il ne dépendait que d'elle d'en faire son prolongement. Pour cela il eût fallu un peu d'amour, suffisamment de sagesse et assez de probité.

Les Berbères n'étaient qu'en partie islamisés, ils revenaient d'une lutte de plusieurs siècles contre un occupant persévérant, certes, mais subtil et souvent détaché des biens matériels, parce que son but consistait avant toute chose à obtenir la conversion à l'Islam ; or les Berbères s'y refusaient souvent pour la bonne raison qu'elle leur était imposée ou simplement demandée.

De guerre lasse, ils se seraient volontiers jetés dans les bras de la France, dont la supériorité technique les impressionnait à l'époque. Et en fait, ils ont constamment recherché cette assimilation, ils ont même souhaité la douce violence qui leur aurait donné la nationalité française (1926). Toute leur élite s'était orientée vers la France.

Mais, dans ces mêmes moments, la France leur faisait subir le calvaire de l'expropriation, des dragonnades à l'échelle des actions motorisées, des interdictions d'école. La nuit colonialiste devenait tous les jours plus sombre et plus cruelle au point que la grande nuit du moyen âge ne semblait plus qu'un fait divers.

Et dans cette affreuse chose que la nuit colonialiste, l'Islam est resté la seule raison de vivre et d'espérer de ces Berbères, le seul rempart qui pouvait dans quelque mesure protéger leurs foyers contre l'insolence et la criminalité de l'occupant. Alors, ce que l'Islam n'avait pu obtenir, au cours des siècles, en Berbérie, l'occupation française le lui procura, et ces peuples désespérés se donnèrent tout entiers à la foi du prophète « Mohammed ».

Ce n'est pas sans motifs que l'émancipation des femmes musulmanes a été davantage freinée dans les pays sous domination française que dans les autres territoires de l'Islam, comme l'Égypte, la Syrie, l'Irak, le Pakistan, etc.

Les oulémas ont été des guides patients et sages. Dans mon jeune âge, j'ai pris des cours d'arabe littéraire avec un religieux musulman ; j'avais été frappé de la profondeur de son raisonnement et de sa science, alors qu'en s'approchant du monde français on ne connaissait que les indigènes à burnous rouges, les offrandes de tapis, les méchoui, et les histoires de fesses, car les colons sont, en effet, non seulement des voleurs, mais aussi des obsédés sexuels, en raison du climat, peut-être.

Si la France avait compris sa mission, elle eût pu construire une grande nation dans laquelle les peuples berbères et d'autres, en partie convertis au christianisme, en partie laïcs, en partie musulmans (puisqu'il existe des âmes touchées par une foi qui leur interdit de vivre sans Dieu), auraient trouvé place dans une famille où, au début, la métropole aurait servi de guide ; puis, lorsque les plus jeunes auraient grandi, la solidarité serait devenue plus étroite et c'eût été réellement l'assimilation par la culture.

Mais la France ne l'a pas voulu, elle est demeurée une petite nation refusant sa culture aux peuples conquis, leur volant leurs terres, soumettant les occupés à la conscription et au servage le plus honteux. Régnant par le moyen d'une police et d'une magistrature infâmes, affamant les peuples, souillant les foyers, ratissant les provinces.

Et elle n'a pas à s'étonner que ces peuples se soient d'abord écartés d'elle, puis soulevés contre son odieux régime.

Il est connu que dans les familles françaises, les bons sujets sont destinés à devenir des ingénieurs, des docteurs, des avocats, que les crétins font des géné-

raux, les paresseux des curés, et les voleurs des colons. Il n'est pas possible, dans le cadre d'un article, d'énumérer les exemples de la criminalité du colonialisme, ceux-ci sont tous plus forts les uns que les autres, et nous n'aurions pas assez d'encre pour les relater. Contentons-nous du témoignage d'un homme bien informé, puisque ancien président de la République française. Il n'est, celui-là, ni anti-Français, ni susceptible d'écrire sans peser ses termes. Or, dans un article publié dans « France-Soir » du 14 février 1955, Vincent Auriol disait, ainsi que l'a déjà relaté la « R.P. » :

« Ce qu'on recherche maintenant, c'est l'aveu. Le jour où certains dossiers de Tunisie seront connus, on verra comment la police, à l'abri de toute sanction et au su d'un ministre clors en exercice, couvrit certains coupables. Je peux dire que souvent des erreurs eussent été irréparables si la grâce n'était intervenue. »

Cela prouve que jusqu'au ministre tout le système administratif admet le crime comme principal moyen de gouvernement des colonies.

Ce sont ces gens-là qui doivent se taire et se voiler la face ; or ils crient au scandale lorsqu'ils sont dénoncés.

La politique d'assimilation en Afrique du Nord et l'intégration sont des hypothèses dépassées et irrécouvrables. Les Berbères ont désormais choisi leur famille, et c'est l'Islam. Ceux qui voulaient représenter la France ont sous-estimé les aptitudes de leurs rivaux.

Devant cette situation de fait, il faut désormais que la France prenne une position et établisse un programme.

Il y a celui des colons :

**Article premier.** — La France paiera. Du fric, encore et toujours du fric.

**Article 2.** — Des terres, encore des terres, les bicots ou chômage.

**Article 3.** — Des forces armées métropolitaines toujours plus nombreuses pour tenir en respect ces sales bicots.

**Article 4.** — Des pots de vin à la presse et aux parlementaires pour faire passer le reste.

C'est leur programme résumé, mais non forcé.

Cette méthode a d'ailleurs fait ses preuves en Indochine, quand il était question de casser du viet.

Or cette politique de ratisage ne peut que durcir les nouvelles générations des peuples occupés qui combattront avec la rage du désespoir et interdiront toute prospérité dans ces pays. La France qui fait tous les frais, quand la gent colons encaisse tous les profits, se ruinera à cet exercice. Bas salaires, cabanes à lapins, sous-alimentation, chômage, impôts et prix excessifs. Peu à peu, ce pays glissera sur la pente de l'ancienne Espagne qui elle non plus n'a pas voulu comprendre à temps que l'on ne récolte que ce que l'on sème.

D'autres pays ont su à temps modifier le cours de leur politique : l'Angleterre, la Hollande et la Belgique. En France, il existe actuellement un mélange de conservatisme et de j'enfichisme favorable à la politique du laissez-faire vers laquelle poussent les colons, qui ne se cachent pas pour dire : « Tant que ça dure, on les entasse. » En effet, la France paie, ne récolte que la haine, et l'indigène s'appauvrit tous les jours. Mais le colon s'enrichit et, avec lui, les hommes pourris, parlementaires et journalistes.

Mais il existe encore un autre aspect du problème : aussi invraisemblable que cela paraisse, la conscience universelle peut se lasser. Hitler a fini par lasser le monde parce qu'il opprimait des Européens et aussi parce que ses crimes ne pouvaient passer inaperçus. A ce moment, l'Europe et l'Amérique seules compartaient, et ma foi, les nègres et les bicots n'intéressaient personne. Mais à présent, il y a la grande Asie et le Proche-Orient, et le monde ne pourra pas toujours rester muet devant cet étalage de crimes.

L'Eglise catholique l'a déjà compris. Cette politique ne peut plus, quelles que soient les vantardises des colons ou des chéquards, conduire à un résultat différent de celui où l'on est arrivé en Indochine. Il se peut que ce soit une question de temps, mais ce temps sera payé par la France.

Une autre solution consiste à reconnaître le fait que les Berbères ne sont pas et ne peuvent plus être des Français, à leur laisser chez eux la direction intérieure de leur pays et à rechercher une solution d'alliance à long terme comme l'Angleterre a su le faire avec les Hindous ; mais si l'on veut en arriver là, on comprendra vite que cette politique doit être précédée d'une réforme agraire à froid, c'est-à-dire de la restitution, par négociation, des terres spoliées aux autochtones, afin de permettre le reclassement des indigènes et de leur donner le moyen de vivre décemment.

Tout consiste à savoir si la France saura franchir ce pas.

SINDBAD LE MARIN.

## De Farhat Hached à Burnet

*De Farhat Hached à Burnet, du Tunisien secrétaire d'organisation syndicale au Français successeur de Léon Nicolle à l'Institut Pasteur de Tunis, la progression était fatale. On commence par tuer celui qui veut libérer ses frères de misère, on poursuit en assommant ceux qui se refusent à combattre cette libération.*

*En Tunisie donc, comme au Maroc (1), la terreur française règne, non seulement la terreur contre les Tunisiens et les Marocains, mais la terreur contre les Français eux-mêmes lorsqu'ils refusent de se plier aux exigences des neravis et des minus habens, des ratés et des gangsters qui se sont installés en maîtres dans ces deux pays sous la haute protection de la police depuis qu'un ministre « en exercice » « couvrit » l'assassinat de Farhat Hached en « empêchant » la découverte des coupables.*

*Quand le Garde des Sceaux se résoudra-t-il à poursuivre ce ministre, dénoncé par un ancien président de la République (2), pour le crime de forfaiture ? C'est lui qui en protégeant les assassins de Farhat Hached a ouvert la voie qui a conduit aux assommades de Burnet, Cuny et autres. C'est lui le coupable numéro 1.*

(1) Voir la « R. P. » d'avril.

(2) Voir la « R. P. » de mars.

### LA CLASSE OUVRIERE ET L'ECOLE PUBLIQUE

Le vendredi 13 mai, à 21 heures, au Groupe libertaire Louise-Michel, 7, rue Trétaigne (XVIII<sup>e</sup> — métro : Jules-Joffrin) :

Causerie de Roger Hagnauer sur  
La classe ouvrière et l'Ecole publique

---

# Notes d'Economie et de Politique

---

## UN GEANT EST MORT

Einstein est mort. L'homme qui a fait faire à notre connaissance du monde, il y a exactement cinquante ans, un pas décisif, n'est plus.

On ne peut parler d'Einstein sans évoquer Newton. Tous deux ont, en effet, accompli le même œuvre, l'œuvre qui est, à chaque époque, le but ultime de la science : unifier en un seul ensemble les lois particulières que l'observation et l'expérience ont fait découvrir, au cours des recherches précédentes, dans les différents domaines du monde physique. Car le but de la science, de toute science est de trouver l'unité dans la diversité. Il s'agit pour tout savant de savoir discerner et de pouvoir démontrer l'identité de certains caractères au sein de phénomènes différents ; et cette recherche atteint son point culminant lorsque l'identité des caractères découverts est constatée non seulement dans certains phénomènes, mais dans tous les phénomènes, et qu'on parvient ainsi à réduire toutes les « lois » en une seule loi, dont les autres ne sont que des conséquences.

Avant Newton, Galilée avait montré que tous les corps tombent avec une même accélération, il avait ainsi établi la loi de la chute des corps, cependant que Kepler avait découvert que la Terre et toutes les planètes parcourent autour du Soleil des orbites comparables, et avait ainsi établi les lois de leur déplacement. La grandeur de Newton consista à montrer qu'il s'agissait dans ces deux cas — si dissemblables que puissent paraître la chute d'une pomme sur le sol et le déplacement de la Terre autour du Soleil — d'une même sorte de phénomènes, que les lois qui régissaient et la chute des corps et la course des planètes dérivèrent d'une loi unique, celle de l'attraction universelle. C'est l'attraction que deux corps exercent l'un sur l'autre qui, à la fois, fait tomber la pomme sur le sol selon la loi de Galilée et fait se maintenir la Terre sur son orbite selon les lois de Kepler.

De même, avant Einstein, l'observation avait permis d'établir des choses aussi différentes que celles-ci : le mouvement de la planète Mercure autour du soleil n'est pas exactement celui qu'il devrait être d'après les lois de Kepler ; — si l'on fait parcourir à un rayon de lumière un trajet aller et retour dans un tube placé sur la Terre, ce rayon n'a pas la même vitesse dans les deux sens si l'on tient compte de la vitesse de rotation de la Terre ; — le radium perd constamment de son poids et dégage en même temps de l'énergie, etc.

L'œuvre de Einstein fut de ramener toutes ces anomalies, si dissemblables qu'étaient les domaines dans lesquels elles se manifestaient, à une cause unique : la relativité du temps par rapport au mouvement. On verra ailleurs, dans ce numéro, comment Einstein a exposé lui-même l'observation très simple dont il a extrait toute sa théorie.

Mais celle-ci a abouti à bien plus encore qu'à expliquer les anomalies que nous avons dites, elle a unifié notre système de mesures.

Avant Einstein, toute la physique, celle des savants comme celle du « bon sens », était basée sur l'existence de trois grandeurs absolument distinctes et indépendantes l'une de l'autre,

n'agissant en aucune manière l'une sur l'autre : l'espace, le temps, et la masse. Aucun lien entre un mètre, une seconde ou un kilogramme. Ces trois grandeurs pouvaient être combinées les unes avec les autres, pour donner une vitesse, une force, une énergie, mais elles avaient beau se combiner, chacune d'elles restait telle quelle en se combinant, sans être le moins du monde influencée par celles avec lesquelles elle se combinait.

Or la théorie de la relativité a montré précisément que cela était faux, que puisque le temps dépendait du mouvement il dépendait de l'espace (car le mouvement implique l'espace) et que la masse dépendait aussi du mouvement car l'énergie dépendait de l'espace, du temps et de la masse, et étant constante, il fallait pour la maintenir constante que la masse varie avec le mouvement, du moment que ses deux autres facteurs, espace et temps, variaient avec lui.

Le temps varie donc avec la rapidité avec laquelle on se meut : plus on va vite, plus il se raccourcit ; et la masse d'un corps varie avec la vitesse qu'on lui donne : plus cette vitesse est grande, plus la masse augmente.

Ainsi, les trois grandeurs qui étaient jusque-là considérées comme totalement indépendantes dépendaient en réalité l'une de l'autre, chacune étant en « relation » avec les autres. Ces catégories distinctes de notre esprit, espace, temps et masse n'étaient, en réalité, pas distinctes, elles faisaient partie d'un même complexe dont on ne pouvait considérer à part aucun des constituants.

Et comme tout cela était dû à ce que toutes nos observations se font nécessairement par la lumière et que la transmission de la lumière d'un point à un autre n'est pas un phénomène instantané, il en résultait que ce complexe dépendait essentiellement de la vitesse de la lumière qui devenait ainsi le facteur central de tout, le principe unificateur, comme l'avait été l'attraction des corps dans la physique de Newton.

Einstein déduisait également de cette théorie, de l'existence de ce complexe espace-temps, le fait que le monde était quelque chose que nous ne voyions en quelque sorte que par tranches successives, tranches qui étaient disposées de telle sorte que finalement on revenait au point de départ. Il aboutissait par là à la même conception de l'univers que celle à laquelle étaient déjà parvenus, en vertu de raisonnements purement logiques, les philosophes grecs de l'école d'Elée, il y a deux mille cinq cents ans, celle d'un monde « immobile », et au mythe antique de l'éternel retour.

Mais si la théorie d'Einstein présente avec celle de Newton la ressemblance, commune à toutes les grandes théories scientifiques, d'être essentiellement une théorie unificatrice, elle en diffère par un point important dont les conséquences sociales peuvent être graves.

L'attraction universelle est un phénomène non seulement facile à comprendre, mais que nous concevons parfaitement. Elle fait partie maintenant de nos conceptions courantes ; nous concevons tous, aussi clairement que pouvait le concevoir Newton lui-même, que tous les corps s'at-



tirent mutuellement et que c'est cette même attirance qui empêche la Terre de s'écarter du Soleil et qui fait tomber les objets sur le sol ; nous « réalisons » aussi pleinement l'attraction universelle que nous réalisons l'espace, le temps ou la masse ; le monde de l'homme de la rue est depuis déjà longtemps le même que celui de Newton.

Il n'en est point de même et il n'en sera sans doute jamais de même avec la relativité. Non pas que nous ne puissions « comprendre » celle-ci, on peut toujours tout comprendre si l'on s'en donne la peine, mais parce que nous ne parvenons point, nous hommes du commun, à la concevoir, à l'imaginer, à nous la représenter. Nous voyons bien ce qu'est l'espace, nous voyons bien ce qu'est le temps, nous n'arrivons point à voir ce qu'est l'espace-temps — ce qu'est cette solidarité entre cet espace et ce temps — que toute notre expérience nous montre comme indépendants l'un de l'autre, comme n'agissant pas l'un sur l'autre.

La raison en est simple. Nous avons dit que si le mouvement agissait sur le temps, c'est parce que la propagation de la lumière ne se faisait pas instantanément ; si elle était instantanée il n'y aurait point de relativité... Mais si cette propagation n'est pas instantanée, elle est très rapide : 300.000 kilomètres par seconde dans le vide. Il en résulte que l'influence du mouvement sur le temps est très faible ; aussi n'est-elle perceptible que pour des mouvements extrêmement rapides, des mouvements presque aussi rapides que celui de la lumière, ainsi que le sont, par exemple, le mouvement des particules qui constituent les rayons cosmiques ou des électrons qui s'agitent autour du noyau des atomes. Or ces mouvements ultra-rapides sont tout à fait hors de notre expérience, ils ne sont décelables que par des laboratoires très spécialisés ; ils sont donc, pour nous, pratiquement inexistantes. Et comme tous les mouvements que nous constatons, tous ceux dont nous avons besoin d'apprécier ou de mesurer la vitesse sont infiniment trop lents pour pouvoir influencer sur le temps dans une mesure qu'il soit possible de constater même avec les instruments les plus perfectionnés, il est vrai de dire que, pour nous, le temps, l'espace et la masse sont réellement des grandeurs indépendantes puisque dans le monde que nous connaissons il n'existe aucun moyen de constater leur dépendance.

Or nous ne « réalisons », nous ne concevons, nous n'imaginons que ce qui est conforme à notre expérience ou en dérive. « Avant tout est l'action ». Nous sommes des êtres agissants, notre pensée dépend de nos actions ; c'est pourquoi, ce qui n'influe aucunement sur nos actions, ce qui ne cadre point avec nos actions, nous sommes incapables de nous le représenter. Ce sont les conditions dans lesquelles nous vivons et agissons qui déterminent les catégories de notre pensée.

Notre vie s'accommodant fort bien d'un espace et d'un temps indépendants puisque dans les conditions habituelles de notre vie l'espace et le temps sont, en fait, indépendants, il se peut que nous parvenions à comprendre qu'ils dépendent l'un de l'autre, mais nous sommes incapables de voir, même en esprit, cette dépendance.

En revanche, les physiciens, plus précisément ceux d'entre eux qui ont quotidiennement à tenir compte de la relativité parce qu'ils étudient des corps animés de grandes vitesses, arrivent ou arriveront très probablement un jour à « réaliser » cette dépendance, ils parviendront à ce que l'espace-temps soit, pour eux, une notion aussi évidente que le sont pour nous l'espace et le temps.

Il est donc à craindre qu'une scission ne se

produise entre la pensée de ces physiciens et la nôtre, qu'eux et nous n'ayons plus la même vision du monde.

L'attraction universelle fut, pourrait-on dire, une forme « démocratique » de la science. Au temps de la physique newtonienne, le savant savait évidemment sur le monde beaucoup plus de choses que nous, mais le cadre du monde, pour lui et pour nous, était le même. Avec la relativité, le cadre du monde et du savant, l'espace-temps, différera, au contraire, fondamentalement du cadre de notre monde constitué par un espace et un temps distincts ; nous ne verrons plus, lui et nous, l'univers sous le même angle. Ainsi risque de s'effectuer un divorce plus ou moins total entre les gens de science et le peuple. Loin de conduire à une démocratisation de la pensée, la relativité tend ainsi à ce que l'on pourrait appeler, si l'on me permet ce mot barbare, une « technocratisation » de la pensée.

Ce divorce idéologique s'ajoutera aux nombreux facteurs qui tendent à pousser les sociétés modernes vers la technocratie, et il n'en sera peut-être pas le moins important.

Mais ne désespérons pas, car la Révolution ne meurt pas !

Presque exactement au même moment où Einstein établissait sa théorie de la relativité, Planck tirait d'une expérience sur la radiation de ce que les physiciens appellent les « corps noirs » la conclusion que, contrairement à ce que l'on croyait jusque là, l'énergie se produisait d'une façon discontinue.

Or durant le demi-siècle qui s'est écoulé depuis que ces deux découvertes ont été faites, la théorie de la relativité, pour laquelle tout est continu, et celle des quanta, pour laquelle tout est discontinu, s'affrontent sans pouvoir se concilier. Einstein a fait la synthèse de la physique qui le précédait, mais n'a pu y incorporer la nouvelle physique qui naissait.

Une nouvelle synthèse reste donc à faire. Ce sera l'œuvre d'un nouvel Einstein.

Puisse-t-elle donner du monde une image que, comme celle de Newton, nous puissions tous nous représenter et qui fera ainsi disparaître le dualisme de pensée entre le savant et le peuple que tend à créer la théorie de la relativité.

## NOTES BRÈVES

### MARQUONS DES POINTS !

Il ne nous arrive pas si souvent d'en marquer ! Quand nous avons à en marquer ne manquons donc point de le faire. Durant le mois dernier, nous en avons marqué deux.

Le premier est relatif à la Tunisie. J'ignore les conditions exactes de l'accord conclu, mais, quelles qu'elles soient, on peut être assuré que du moment que le Néo-Destour les a acceptées, c'est qu'elles constituent un pas réel et décisif sur la voie de la libération de la Tunisie. Cependant, cette victoire a besoin d'une confirmation. Les Français d'Afrique du Nord sont suffisamment puissants pour que, en combinant leur puissance avec le traditionnel cocardierisme du petit bourgeois français, ils puissent parvenir à empêcher la ratification de l'accord par le Parlement français. Tant que celle-ci n'aura pas été obtenue, il serait donc prématuré de chanter victoire.

L'autre point que nous avons marqué, mais

qui, lui aussi, est sujet à confirmation, provient de la retraite qui paraît bien avoir été faite par Dulles-Eisenhower dans la question de Quemoy et des Matsu. Tout permet, en effet, de présumer que si Radford, chef d'état-major, et Robertson, sous-secrétaire au Département d'Etat, ont été subitement envoyés à Formose, c'est pour prévenir Chiang Kai-shek que la flotte américaine ne prendra pas part à la défense des dernières îles côtières de Chine tenues par Chiang.

Espérons que ce n'est là qu'un premier pas et qu'il sera bientôt suivi d'autres, tant au Viet-nam qu'à Formose, qui marqueront l'abandon de la catastrophique politique asiatique suivie depuis deux ans par Washington et qui ne tendait à rien moins qu'à faire de l'Amérique l'héritière et la continuatrice de la politique colonialiste suivie en Asie par l'Europe depuis des siècles... et qu'elle a été obligée d'abandonner.

## **PREMIER RESULTAT DES ACCORDS DE PARIS : LA LIBERATION DE L'AUTRICHE**

Je suppose qu'aucune personne sensée n'a pu éprouver le moindre doute sur le motif qui a inspiré le subit revirement de la Russie à l'égard du traité autrichien. Brusquement, d'un jour à l'autre, la Russie accepte de retirer ses troupes d'Autriche aussitôt le traité signé, contrairement à ce qu'elle avait demandé et y a à peine quelques mois, lorsqu'elle prétendait les y conserver *sine die*, et elle va même jusqu'à abandonner d'autres exigences que l'Autriche et les puissances occidentales avaient fini par accepter, telles que son maintien en possession de toutes les richesses pétrolières autrichiennes, présentes et à venir. Le tout, en échange d'une promesse de neutralité du gouvernement autrichien.

Par cette concession spectaculaire il s'agit évidemment pour Moscou d'empêcher ou de retarder le réarmement de l'Allemagne de l'Ouest, en faisant espérer à celle-ci sa réunion avec l'Allemagne de l'Est en échange, pareillement, d'une promesse de neutralité, c'est-à-dire de l'abandon de son réarmement. La crainte du soldat allemand est pour le Kremlin le commencement de la sagesse.

## **NOUVELLE PHASE DANS LA COURSE ENTRE LA CUIRASSE ET LA TORPILLE**

Au cours des derniers essais atomiques effectués par les Etats-Unis dans leurs régions désertiques, il a été expérimenté notamment un engin atomique lancé du sol, explosant en l'air à très grande hauteur et capable par là de détruire toute flotte de bombardiers contre laquelle il serait dirigé. Un autre engin atomique analogue, qui pourrait être lancé, lui, d'un avion, est paraît-il également dès maintenant très au point.

L'apparition de ces nouvelles armes renforce considérablement la défense dans une guerre atomique. Il y a un an, on déclarait encore en Amérique que les nouveaux bombardiers à réaction étaient capables de voler si vite et si haut que rien ne pouvait les arrêter ; aujourd'hui, on affirme qu'on est en mesure d'arrêter tout bombardier quel qu'il soit.

Nous n'avons point de raison de mettre en doute cette dernière affirmation plus que nous n'avons douté de la précédente. L'avantage est donc passé, cette fois, de l'attaque à la défense, de la torpille à la cuirasse.

Or une guerre ne peut être déclenchée que si celui qui la déclenche dispose, ou pense disposer, d'une arme d'attaque efficace. La disparition de

l'avion bombardier comme arme efficace a donc pour conséquence que la guerre n'aura pas lieu avant que la torpille ne reprenne l'avantage sur la cuirasse, l'attaque sur la défense, ce qui ne sera vraisemblablement obtenu que le jour où des projectiles atomiques intercontinentaux, tombant sur leurs objectifs avec une vitesse plus grande que celle d'un obus, auront été mis au point et fabriqués en quantités suffisantes.

Et comme leur mise au point n'est sans doute pas encore faite, pas plus en Russie qu'en Amérique, cela explique, mieux que toute autre chose, l'actuel relâchement des « tensions internationales ».

## **LE DEVELOPPEMENT DES SYMPTOMES DE PRE-CRISE (suite)**

On se rappelle que nous avons vu dans la forte montée des cours à la Bourse de New York à la fin de l'an dernier et du frein qu'avaient tenté d'y mettre les banques fédérales de réserve en élevant de 50 à 60 % le montant de ce que les acheteurs devaient verser comptant en donnant leurs ordres d'achat, le premier signe de cet emballement économico-financier qui précède toujours les crises (1).

La mesure prise par les Banques fédérales eut son effet : les cours baissèrent — mais pas pour longtemps ! Bientôt, ils reprirent leur ascension et, le 17 avril dernier, ils battaient leurs records précédents. Aussi les Banques fédérales crurent-elles nécessaire d'intervenir de nouveau et de la même manière que la première fois : le 24 avril, elles élevèrent de 60 à 70 % la part que devaient verser comptant les acheteurs.

Mais alors qu'en janvier dernier, la mesure prise par les Banques fédérales eut un effet immédiat : dès le lendemain les cours baissèrent — cette fois, sans se soucier le moins du monde des Banques fédérales, le boom a continué : le lendemain de la mesure prise par les Banques de Réserve, les cours s'établirent plus haut encore que la veille. Ce qui signifie que la force ascensionnelle, qui se manifeste sur le marché, grossit au fur et à mesure que le temps s'écoule et que l'emballement, s'il peut peut-être encore être ralenti, ne peut plus guère être arrêté.

D'autre part, nous avons également indiqué que cet emballement du marché des valeurs ne s'était pas encore manifesté sur le marché des matières premières. Mais aujourd'hui, il n'en est plus de même. Fin mars dernier, le cuivre, qui est le thermomètre des matières premières, atteignait sur le marché londonien (où son prix n'est point soumis à des restrictions légales comme en Amérique) le cours record de 363 livres la tonne (au lieu de 236 livres un an avant). L'Etat britannique essaya alors, lui aussi, de freiner : il lança ses propres stocks de cuivre sur le marché, ce qui eut un effet temporaire, mais les stocks de l'Etat britannique ne sont point inépuisables !

Tout cela est supporté par une hausse également massive de la production. Les Américains annoncent, en effet, que leur production totale durant le premier trimestre de l'année est d'un montant jamais encore atteint, cependant que leur industrie automobile, véritable baromètre de l'activité industrielle, fabrique aujourd'hui près de 50 % d'autos de plus qu'il y a un an !

Le boom est donc général... Tout comme en 1929 ! Tout comme en 1825 (2) !

**Robert LOUZON.**

(1) Voir « R. P. » de janvier, février et mars 55.

(2) Voir « R. P. » d'avril 54.

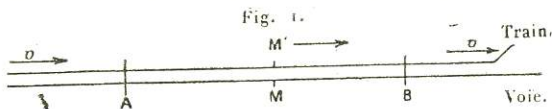
# La relativité de la simultanéité\*

Je suppose que la foudre soit tombée sur une voie de chemin de fer, en deux points A et B, à une certaine distance l'un de l'autre ; j'ajoute que ces deux éclairs ont été simultanés et je vous demande, cher lecteur, si cette affirmation a un sens : vous me répondez « oui » avec conviction. Je vous prie alors de m'expliquer plus clairement la signification de cette affirmation ; et vous remarquez, après un moment de réflexion, que la question n'est pas aussi simple qu'elle paraît au premier abord.

La définition de la simultanéité doit donner le moyen, par exemple, de déterminer expérimentalement si les deux coups de foudre du cas précédent ont été simultanés ou non. Tant que cette condition n'est pas remplie, on se trompe comme physicien (et sans doute aussi comme non physicien) quand on s'imagine pouvoir donner un sens à l'affirmation de la simultanéité de deux phénomènes. (Soyez-en bien persuadé, cher lecteur, avant de poursuivre plus loin.)

Vous me proposerez alors le moyen suivant pour constater la simultanéité de deux événements. On mesure la distance AB en ligne droite le long de la voie, et l'on installe au milieu M un observateur muni d'un appareil (par exemple deux miroirs inclinés à 90°) lui permettant d'observer simultanément les deux points A et B. Si l'observateur aperçoit les deux éclairs en même temps, ils sont simultanés.

Jusqu'à présent nous avons tout rapporté à un système de référence déterminé, que nous désignons par la « voie du chemin de fer ». Supposons maintenant qu'un train extrêmement long se déplace le long de la voie avec une vitesse  $v$  dans la direction indiquée sur la figure 1. Les voyageurs de ce train préféreront



considérer ce train comme système de référence ; ils rapportent tous les événements au train. Tout événement qui a lieu en un point de la voie a lieu aussi en un point déterminé du train. La définition de la

simultanéité est la même par rapport au train que par rapport à la voie. Mais il se pose alors la question suivante :

Deux événements (par exemple les deux éclairs A et B) simultanés par rapport à la voie sont-ils aussi simultanés par rapport au train ? Nous allons montrer tout de suite que la réponse est négative.

En disant que les deux éclairs A et B sont simultanés par rapport à la voie, nous voulons dire ceci : les rayons lumineux issus des points A et B se rencontrent au milieu M de la distance AB comptée le long de la voie.

Mais aux événements A et B correspondent aussi des points A et B sur le train. Supposons que M' soit le milieu du vecteur AB sur le train en marche. Ce point M' coïncide bien avec le point M à l'instant où se produisent les éclairs (instant compté par rapport à la voie) ; mais il se déplace ensuite vers la droite sur le dessin avec la vitesse  $v$  du train. Si un observateur placé dans le train en M' n'était pas entraîné avec cette vitesse, il resterait constamment en M, et les rayons lumineux issus des points A et B l'atteindraient simultanément, c'est-à-dire que ces rayons lumineux se croiseraient juste sur lui. Mais en réalité il se déplace (par rapport à la voie) et va à la rencontre de la lumière qui lui vient de B, tandis qu'il fuit devant la lumière lui venant de A. L'observateur verra donc la première plus tôt que la seconde. Les observateurs qui prennent le chemin de fer comme système de référence arrivent à cette conclusion que l'éclair B a été antérieur à l'éclair A. Nous arrivons donc au fait capital suivant :

Des événements simultanés par rapport à la voie ne le sont plus par rapport au train, et inversement (relativité de la simultanéité). Chaque système de référence a son temps propre ; une indication de temps n'a de sens que si l'on indique le système de comparaison utilisé pour la mesure du temps.

A. EINSTEIN.

(\*) Nous publions ici un exposé de l'observation fondamentale d'où dérive toute la théorie de la relativité qui a été écrit par Einstein lui-même et extrait d'une brochure qu'il a fait paraître en 1916 : *La théorie de la relativité restreinte et généralisée (mise à la portée de tout le monde)*.

## PROPOS IRRÉGULIERS

### POINTS DE REPERE POUR L'HISTOIRE D'UNE GENERATION

Signe de vieillissement... il suffit d'un nom lu dans un journal pour dégager des souvenirs de notre jeunesse... Certains jeunes d'aujourd'hui — qui ne se gênent guère pour blâmer ces incartades (ce qui me rassure un peu en me prouvant que je ne suis pas encore trop... respectable) — m'ont fortement reproché mes propos sur Anatole France. Aussi, pour aller vite, je laisse tomber les précisions historiques. Tant pis pour mes jeunes... Il faudra qu'ils se documentent avant de hausser les épaules.

Centenaire de *Séverine*... Monatte lui a consacré, lors de sa mort en 1929, un feuillet de son *Carnet du Sauvage*. Le nom de la « féministe frondeuse » évoquait pour nos anciens l'héritière de Jules Valès — la journaliste d'avant-garde — la courageuse militante de l'Affaire Dreyfus...

Pour nous, c'était une petite vieille au bonnet

suranné, au sourire adorable, qui tint tête pendant l'avant-dernière guerre à la meute belliciste (1) et qui défendait la Révolution russe naissante, à la tribune de la Grange-aux-Belles, avec des mots chargés de conviction et de tendresse. Elle quitta le parti communiste, pour ne pas abandonner la Ligue

(1) Elle parla au procès d'Hélène Brion devant le conseil de guerre. On venait d'apprendre qu'un certain Casella, directeur de *Comedia*, appartenant au 2<sup>e</sup> Bureau, obtenait une charge diplomatique en Suisse et une promotion dans la Légion d'honneur.

Et voici, à peu près exactement rapporté, le dialogue qui s'engagea avec le commissaire du gouvernement : « Savez-vous, madame, l'origine des tracts pacifistes ? — Mais oui... tout le monde le sait. — Pas moi, madame. Pouvez-vous me renseigner ? — Non ! Je ne veux pas terminer ma carrière de journaliste à Berne, avec la Légion d'honneur sur mon corsage. »

C'était en pleine guerre, sous Clemenceau... D y eut des applaudissements dans la salle.

des Droits de l'Homme dont elle fut l'une des fondatrices.

Centenaire d'Emile Verhaeren, mort stupidement en 1916. Le grand poète belge, dont le lyrisme social et le dynamisme poétique ont atteint des sommets jamais touchés depuis sa mort, fut à sa manière un propagandiste socialiste, habitué des Maisons du Peuple. Ses rythmes ont exprimé toute la tragédie et tous les espoirs de l'ère industrielle.

Il ne sut pas résister au courant nationaliste. Mais il le confessa avec une émouvante grandeur : « *Je suis aujourd'hui* — écrivait-il à Georges Pioch — *un être de haine, que les malheurs de son pays ont exaspéré. J'admire Romain Rolland, mais je ne puis aller jusqu'au bout de son geste.* »

Mort d'Albert Einstein. Je me souviens d'une causerie d'un camarade qui vulgarisait (ô ! érudits, voilez-vous la face !) en 1922 les thèmes de la « relativité » et annonçait le temps où d'un noyau microscopique jailliraient des forces invincibles. Cependant, à la même époque, le responsable de l'organisation des « classes moyennes » dans le parti communiste, déplorait devant moi cette vulgarisation téméraire et proclamait « que seules, en France, cinq ou six personnes peuvent comprendre Einstein ».

À la même époque encore, nous entreprenions une campagne violente contre l'abrutissement des enfants dans les groupes de pupilles communistes. L'organisateur des classes moyennes voulut me convaincre de l'impertinence de notre opposition : « J'ai tiré des théories d'Einstein, conclut-il, une thèse condamnant vos préjugés sur l'éducation ». Je restai pantois. J'avais devant moi l'un des cinq ou six Français capables de comprendre Einstein !...

Et voilà que notre vieil ami Louis Simon annonce le dixième anniversaire de la nouvelle série des « Cahiers des Amis de Han Ryner » (2) qu'il dirige avec sa femme, Georgette Ryner, fille du « Prince des Conteurs » — titre qu'en 1912, une jeunesse violemment hostile à « l'esprit boulevardier » décerna à Han Ryner. Les noms de Romain Rolland et de Marcel Martinet dans le « Comité d'Honneur » nous suffiraient comme références. Il s'agit de perpétuer le souvenir d'un esprit aussi original par son œuvre littéraire, philosophique, historique que par la qualité de son style. On peut s'étonner d'une besogne aussi limitée. Mais quand on a toujours vu, depuis 35 ans, Louis Simon, pacifiste et individualiste intransigeant, présent aux rendez-vous provoqués par les causes difficiles et périlleuses, on éprouve quelque respect pour l'œuvre et l'inspiration.

Han Ryner fut, en 1920, un des orateurs de cette grande manifestation de la Bellevilloise provoquée par les lois « super-scélérates » qui devaient réprimer l'antimilitarisme (3). Je l'entends dénoncer aux accusateurs publics des « criminels » dont il citait les propos scandaleux. Il s'agissait des sages de la Grèce, des apôtres chrétiens, des humanistes du XVI<sup>e</sup> siècle, des moralistes et des philosophes classiques.

Les « Cahiers » du 1<sup>er</sup> trimestre 1955 publient des pages de Georgette Ryner sur un voyage en Norvège, « patrie imaginaire » de son père. On lira avec profit ces rapprochements entre la pensée de Han Ryner et les caractères d'un pays et d'un peuple. Et naturellement le nom d'Ibsen apparaît dans la

(2) Publication trimestrielle, secrétaire : Louis Simon, 3, allée du Château, Pavillons-sous-Bois.

(3) Manifestation unique et... efficace. Nous l'avions organisée au 1<sup>er</sup> Groupe parisien de Clarté. Un gros commerçant sympathisant avait avancé les fonds nécessaires aux très jeunes téméraires que nous étions. Nous étions quelque peu inquiets le soir. À 8 heures, la grande salle était pleine ; à 8 h. 30, la foule se serrait sur le grand escalier extérieur. Cette fois la témérité avait été rentable.

conclusion. Le grand dramaturge norvégien, l'auteur d'un *Ennemi du Peuple*, des *Revenants*, de *Solness le Constructeur*, de *Maison de Poupée*, de *Peer Gynt* enflamma la jeunesse libertaire du début du siècle (on sait que notre ami Alfred Rosmer trouva dans une œuvre d'Ibsen le nom sous lequel on le connaît depuis 45 ans). Nous étions encore du public fervent du théâtre de l'Œuvre (consacré principalement aux drames ibséliens), au lendemain de l'autre guerre. J'ai donc savouré quelques observations de Han Ryner sur Ibsen : « *Ibsen est un génie du Nord, il tient à la richesse complexe de la pensée plus qu'à sa précision apparente et, pour arriver à une conclusion précise et rassurante, il ne sacrifie pas, à la mode des dogmatiques latins, tout un côté du problème. Il tient à la thèse autant qu'à l'antithèse et qu'elle soit provisoire ou définitive, révée ou affirmative, il exige surtout de la synthèse qu'elle ne laisse rien perdre des richesses les plus contradictoires... Ibsen a compris que rien n'est sacré sauf la spontanéité des êtres et il n'a pas fait appel aux conventions sociales ou au mensonge des droits apparents.* »

Ce sont là des souvenirs... qui n'ont peut-être de valeur que pour « quelques-uns » de ma génération. Les noms cités caractérisent sans doute les états d'âme de la jeunesse de 1920, comme ceux de Voltaire, de Rousseau, de Chateaubriand, de Byron... et de Napoléon expliquaient le « mal du siècle » de la jeunesse de 1820. Des points de repère pour fixer l'origine d'une génération...

## POSITIONS BIEN FRANÇAISES... EN RELIEF !

Si la R.P. n'a pas suffisamment d'abonnés, elle ne manque pas d'accusateurs et de juges plus ou moins discrets. Certains ne nous ont approchés que pour constater, sur le ton de la pitié découragée, notre incurable « non-conformisme » ou notre affligeante fidélité à des valeurs permanentes.

Ainsi Guy Vinatrel — dont nous suivions avec une curiosité sympathique l'effort bibliographique dans *Contacts* — n'a tiré de la « platitude » de nos pages que la lettre d'un camarade réprochant notre « anticolonialisme ».

Ce n'est pas qu'un débat dans nos colonnes sur ce vaste problème soit impossible et inutile. Nous ne sommes peut-être pas tous d'accord sur le fond. Nous ne sommes certainement pas tous d'accord sur la tactique.

Mais nos détracteurs n'y voient qu'une nouvelle manifestation d'un « anarcho-syndicalisme » périmé. Et j'ai signalé, dans mes propos d'avril, que c'est là pour certains un vice « rédhibitoire », une invalidité définitive.

Il serait cruel de demander à nos juges de présenter leurs titres et leurs références. Pendant trente ans, pendant que nous nous tenions sur notre position de départ — tout en participant sans interruption à l'action ouvrière — il s'accomplit quelques entreprises à brillantes façades... de la bolchevisation au gaullisme en passant par le planisme, la Révolution nationale de Vichy et le résistantialisme. D'aucuns s'engagèrent plus ou moins longuement dans l'une d'entre elles ; certains cédèrent à la tentation d'en « diriger » plusieurs. Ce sont sans doute des expériences dont ils ont tiré quelque profit. Qu'ils soient donc plus indulgents à l'égard de ceux qui n'ont pas eu l'avantage de se compromettre pour s'instruire...

Nous reviendrons sans doute sur cette confrontation. Limitons-nous, aujourd'hui, au problème colonial.

J'ai entendu Vinatrel... et quelques autres « socialistes » l'évoquer à propos d'un voyage en Tunisie. A vrai dire les projets de Mendès-France —

si insuffisants qu'ils aient été — et l'accord franco-tunisien réalisé ces jours derniers n'aurait pas trouvé là une audience favorable. En écoutant Vinatrel, on ne pouvait que plaindre ces malheureux Français de Tunisie exposés à l'arbitraire d'un peuple aux croyances et coutumes médiévales (4) et abandonnés par un gouvernement défaillant. Voilà qui ne manque pas d'originalité.

Plus original encore le jugement de Vinatrel sur la C.I.S.L.... d'obédience américaine. Comme je sortais de ma... platitude pour protester, notre camarade voulut bien confesser son ignorance des affaires syndicales. Ce qui ne l'empêcha pas de qualifier l'U.G.T.T. (la grande centrale syndicale tunisienne) d'instrument américain. Il n'est pas obligé de savoir que l'U.G.T.T. continue la C.G.T. tunisienne, dont notre ami Finidori paya la fondation en 1924 de quelques mois de prison et de dix ans de bannissement. Mais pourquoi parle-t-il avec tant d'assurance de ce qu'il connaît si mal ?

Vinatrel n'a pas oublié qu'il fut un courageux combattant du Poum en Espagne. Sa lutte contre le stalinisme ne pourrait-elle s'inspirer de l'exemple donné à Bandoeng par le représentant de Ceylan, associant la colonisation de l'Asie par les Blancs (surtout par les Français) à la colonisation de l'Europe orientale par Staline ?

Il est peut-être permis à des socialistes plus ou moins « rénovés » d'exprimer sur le colonialisme des opinions de petits bourgeois français, soucieux du prestige de la mère patrie. Il est plus irritant de les entendre opposer la « doctrine marxiste » à notre platitude « anarchiste » (! ?). On est internationaliste, que diable ! On ne peut tout de même pas soutenir les nationalismes arabes. Il était nécessaire en 1906, en 1909 de combattre l'aventure marocaine. Il est ridicule de réclamer aujourd'hui l'abandon du Maroc.

Vous oubliez, ô ! docteurs marxistes, les règles de la sacro-sainte dialectique. En 1925 nous avons critiqué les « bolchevisés » qui substituaient au mot d'ordre « fin de la guerre du Rif » celui de l'évacuation du Maroc fatalement incompris à l'époque. Mais en 1955, il y a dans toute l'Afrique du Nord de puissantes aspirations d'indépendance, dont l'authenticité n'est niée par aucun observateur sérieux. Marx ne soutenait-il pas les révoltes nationales contre le féodalisme ? Et le vieux colonialisme est-il autre chose qu'une forme de féodalisme ?

Mais nous allons peut-être nous entendre. Tant pis nous allons même nous renier. Sortons de la nation, des nations... même de celles qui n'existent pas. Soyons des internationalistes conséquents. Laissons à des organismes internationaux toute compétence pour régler les problèmes coloniaux. Cela vous évitera le ridicule de consolider les positions nationales françaises, au nom de l'Internationalisme.

Que notre platitude invariable offre cependant à votre réalisme quelques réalités évidentes.

A Bandoeng, l'unanimité des représentants africains et asiatiques s'est affirmée — non contre l'impérialisme américain — mais contre le colonialisme français (5).

Voici mieux. Le Comité de la liberté syndicale —

(4) Nous conseillons à nos amis de lire dans le dernier numéro des *Etudes matérialistes*, une étude de Louzon sur l'Islamisme, et sur la lutte dans le monde arabe entre l'Etat et l'Eglise, analogue à celle qui marqua en Europe la formation des Etats nationaux, à une cadence plus ou moins vive. Nous sommes d'ailleurs de plus en plus convaincus que la puissance colonisatrice favorise toujours les forces cléricales et féodales.

(5) Cette conférence semble avoir été le théâtre de pas mal d'intrigues, les manœuvres les plus efficaces s'accomplissant dans la pénombre des couloirs. Il est d'autant plus significatif que la seule possibilité de parler clair ait été fournie par le colonialisme français.

organisé par la *Confédération Internationale des Syndicats libres* — a soumis à la 12<sup>e</sup> session du Bureau International du Travail, du 1<sup>er</sup> au 14 mars 1955, deux plaintes contre deux gouvernements : celui de France (à propos du Maroc) et celui d'Afrique du Sud.

On comprend que Vinatrel rougisse de notre « platitude ». Il doit être, par compensation, quelque peu fier de voir en relief la France associée par les syndicalistes libres — ceux qui sont à la pointe du combat antistalinien — au gouvernement réactionnaire et raciste d'Afrique du Sud.

## LA RENAISSANCE DE LA FEDERATION DE L'EDUCATION NATIONALE F.O.

J'ai suffisamment encombré les colonnes de la R.P. avec les histoires de la Fédération de l'Education Nationale F.O.

Peut-être nous faudra-t-il conclure, par un examen d'ensemble.

Précisons en attendant quelques points soulevés, à propos de la grève du 23 mars (voir R.P. d'avril).

Une question de temps expliquerait la non-insertion dans F.O. de l'excellent ordre du jour voté par l'Union F.O. de la région parisienne ? Nous avons cependant fréquemment dans le passé transmis par téléphone ou par courrier des résolutions votées le lundi soir, qui passaient dans F.O. du mercredi matin.

La section F.O. des Instituteurs de la Haute-Garonne aurait participé à la grève du 23 mars. Très bien. Mais il est regrettable qu'une telle information n'ait été connue que des Toulousains. D'autant plus regrettable que la section s'était tenue sur une position d'abstention *par principe*, lors de mouvements qui ne furent pas plus corporatifs que celui du 23 mars.

Et notre observation essentielle demeure.

Nous n'avons entendu, à propos d'une affaire aussi sérieuse, ni la C.G.T.-F.O., ni la Fédération de l'Education Nationale F.O., ni le Syndicat National des Instituteurs F.O. Que je n'aie rien entendu ne prouve pas que l'on n'ait rien dit. Mais j'ai l'oreille syndicale... assez fine !

Cependant la Fédération F.O. vient de manifester son existence. Par un bulletin mensuel : « L'Université Force Ouvrière », destiné à la propagande chez les autonomes.

Excellente initiative. Les articles de Galoni et de quelques secrétaires d'union ne contiennent rien que nous n'approuvions, rien qui ne soit strictement conforme à tout ce que nous avons dit et répété depuis sept ans.

Mais l'appel contient cette phrase : « Nous comprenons que pour des raisons diverses certains qui militent dans la F.E.N. autonome ne veulent pas dans l'immédiat adhérer à la C.G.T.-F.O. » Voilà qui est acceptable.

On ajoute cependant qu'il n'est pas possible de militer à l'autonomie et à F.O. — que les enseignants ne doivent pas avoir de situation particulière dans F.O., qu'il ne doit y avoir aucune équivoque dans leur affiliation confédérale, qu'il faut s'imposer un choix clair et courageux.

D'autre part, tous les articles publiés insistent sur la nécessité de la présence des enseignants dans les Unions, au Centre d'Education Ouvrière, dans les collèges du Travail.

Or la solution que nous avons toujours soutenue tient compte de la diversité des situations locales, favorise directement la pénétration F.O. dans l'autonomie, n'instaure aucun privilège particulier pour les enseignants, leur impose de remplir strictement toutes leurs obligations confédérales (que ne respectent pas nombre de syndiqués des syndicats Galoni

et Babau), leur demande de remplir tous les devoirs, afin d'exercer tous les droits de tous les autres syndiqués.

Ceux qui ont pris cette position ont choisi F.O. dès sa fondation, publiquement, sans réserves... ont subi toutes les conséquences de leur choix...

Ce sont ceux-là que l'on veut exclure... cependant que l'on fait risette à d'habiles manœuvriers qui n'ont vu dans l'adhésion à F.O. qu'un article de programme électoral dont l'application est renvoyée *sine die*.

Je n'arrive pas à comprendre ce que la C.G.T.-

F.O. peut gagner à l'éviction de militants engagés dans le travail des Unions ou dans l'effort du Centre d'Education.

Mais je soupçonne quelques habiles stratèges des bureaux de la C.G.T.-F.O. et de la Fédération autonome d'avoir manigancé une opération qui allégera leur charge d'un côté et de l'autre du poids d'incurables non-conformistes. **Roger HAGNAUER.**

P.-S. — Au moment de mettre sous presse, une lettre de P. Galoni m'informe que le syndicat des Centres d'apprentissage a participé à la grève du 23 mars à 90 %. Nous y reviendrons.

## La Vie des Cercles

### CERCLE ZIMMERWALD

#### Séance du dimanche 27 mars

*Exposé du camarade Muste sur l'organisation internationale « Troisième camp », dont le siège est à New York, et à laquelle notre Cercle a donné son adhésion.*

Muste, « chairman » de cette organisation américaine, a profité de son passage à Paris pour nous exposer la position de son groupe.

La menace de guerre, à plus ou moins brève échéance, résulte de la polarisation du monde autour des deux blocs : américain et russe. De même que le totalitarisme russe tend à l'expansion, de même les Etats-Unis n'ont pu éviter les crises économiques capitalistes, périodiques avant 1937, que grâce à une économie de guerre. Capitalistes d'un côté, dictateurs de l'autre, sont également réactionnaires et incapables de promouvoir une politique de paix. Une stabilisation temporaire entre les deux blocs est probable, mais si nous voulons écarter de façon durable le danger de guerre atomique il faut trouver une troisième solution, il faut surtout que les peuples d'Europe, d'Asie et d'Afrique qui ne sont pas « dans le coup » et qui ne possèdent pas de « bombe H » trouvent une politique à eux pour faire éclater le dilemme.

Du point de vue politique, le « Troisième Camp » s'oppose aux préparatifs militaires des deux blocs. A un certain moment, l'un des deux impérialismes peut apparaître moins agressif que l'autre (au moment du coup d'Etat de Prague, l'U.R.S.S. paraissait plus menaçante ; aux Indes, actuellement, ce sont les U.S.A. qui semblent plus agressifs). Mais on ne peut rien fonder de durable en choisissant la politique de l'un des camps, même en constatant qu'il existe encore en Amérique des possibilités d'expression libre et des syndicats ouvriers relativement indépendants du gouvernement, même en sachant que jusqu'à présent aucune pensée libre, aucun syndicat indépendant n'a pu s'exprimer du côté du monde soviétique.

Le « Troisième Camp » de toute façon doit avoir sa propre conception économique, politique et culturelle du monde. S'il reste sur la plate-forme d'une pure opposition à la guerre et sans vue personnelle sur l'avenir du monde, les peuples seront forcés de prendre parti pour un bloc ou pour l'autre. Les masses sentent bien que le capitalisme est sans avenir pour l'homme libre, mais d'autre part les grands espoirs suscités par la naissance de l'U.R.S.S. ont été également déçus. La vision du « Troisième Camp » doit être celle d'un socialisme vraiment démocratique, non bureaucraté, ni dictatorial. Il

doit s'appuyer sur les mouvements populaires de tous les pays sous-développés ; en particulier, la lutte des peuples coloniaux pour leur libération est sa propre lutte. Les tentatives de Nehru, des peuples sud-asiatiques, de Tito, pour remplir le vide entre les deux blocs, sans tomber dans le piège d'alliances militaires de type traditionnel, doivent être encouragées.

Nous devons observer que dans le passé quelques-uns d'entre nous ont été enclins à surestimer les « forces historiques ». Or certainement les forces historiques qui existent aujourd'hui ne conduiront pas à la communauté que nous espérons, mais à la destruction de l'humanité. L'être humain est créateur de sa propre histoire ; il doit contrôler la technologie et ne pas être un simple objet technologique, ce qu'il est présentement aussi bien en Russie qu'en Amérique.

Pour le « Troisième Camp », le problème de la violence se présente de façon nouvelle. Il ne peut être un troisième bloc militaire équipé atomiquement, en face des deux autres. Même si c'était possible, ce ne serait nullement une solution de parler en termes militaires. L'attitude de la Grande-Bretagne est une claire illustration de ce fait : elle fait partie du bloc des Etats-Unis, le peuple anglais désire se libérer de cette tutelle, mais faute de trouver une troisième solution il ne voit son salut qu'en fabriquant des bombes H ! La même tendance se dessine en France, et bientôt en Allemagne, après la signature des accords de Paris. Raisonner ainsi en termes de force est extrêmement dangereux, si ce n'était risible. Tous les pays secondaires, et en premier lieu les pays sous-développés, doivent admettre qu'ils ne sont pas ou ne sont plus de grandes puissances. Ils doivent organiser leur vie sur des bases nouvelles et révolutionnaires, ils doivent montrer aux masses qu'il faut rejeter le militarisme et organiser la vie sur un plan plus humain, hors de toute compétition atomique. Une telle attitude venant d'Europe, d'Asie et d'Amérique du Sud aura des répercussions importantes aux Etats-Unis, et même sur le bloc soviétique, qui n'est pas sans fissure. Pour le présent, l'idée du « Troisième Camp » commence à pénétrer à la base des syndicats américains : il y a déjà eu des discussions en ce sens à Detroit, New York et San Francisco.

A côté de « pacifistes radicaux » qui ne se satisfont pas de la seule résistance individuelle à la guerre et qui lient leur tendance à l'idée de révolution sociale, des éléments politiques (Ligue indépendante socialiste de Schatmann, anciens staliens, anciens libertaires, jeunes socialistes dégoûtés de la direction de leur parti) se sont réunis à la conférence de New York, en novembre 1953. De leurs travaux est né le « Troisième Camp ». Ils ont participé en octobre 1954 aux « Journées internationales de la Liberté », en faveur de la libération des peuples coloniaux. Ils ont pris contact avec les forces libres d'Asie. Ils envisagent la publication d'un magazine bi-mensuel et étudieront certainement la

publication de la conférence de Yalta, qui mérite une analyse orientée dans le sens de nos idées.

Le « Troisième Camp » pense, en conclusion, que si les deux blocs ne sont pas identiques, ils constituent un danger égal pour l'avenir du monde. Le devoir des socialistes libres est de profiter de chaque fissure au sein de l'un ou de l'autre bloc pour faire triompher leur point de vue.

Au cours de la discussion qui suivit l'exposé de *Muste*, notre camarade anglais *Douglas Rogers* nous exposa les travaux de la *Ligue pour la liberté des colonies*, fondée en avril 1954 par *Fenner Brockway*.

Le mouvement anglais anti-impérialiste compterait plusieurs millions d'adhérents. Il est en contact direct avec les organisations syndicales ouvrières et avec les représentants des peuples coloniaux; il doit son succès au fait qu'il ne groupe pas seulement des intellectuels « progressistes ». Il a déjà eu des répercussions pendant les grèves de Rhodésie et du Kenya. *Rogers* est venu à Paris pour organiser, en liaison avec des représentants des pays scandinaves, de Hollande et de Suisse, une prochaine conférence internationale, qu'il nous demande d'appuyer dans la mesure de nos moyens.

## Séance du 24 avril 1955

Avant la conférence de *H. Thomas* sur l'automatisme dans l'industrie, le « hors-d'œuvre du mois » porta sur les points suivants :

### 1) La création de notre bibliothèque circulante.

Nous rappelons aux camarades que les dons en livres doivent être versés à *Maurice Ruffin*. La permanence de bibliothèque aura lieu chez lui tous les jeudis de 19 h. à 20 h., 25, rue du Simplon, Paris (18<sup>e</sup>).

Le premier don, *Socialisme et Liberté*, de *Fritz Brupbacher*, a été fait par *Monatte*.

### 2) Quelques impressions turinoises, par *D. Martinet*.

En visitant Turin et le Nord de l'Italie, on est frappé par les cultures minutieuses dans les campagnes, par l'activité qui règne dans les centres industriels. L'Italien du Nord paraît toujours mériter sa réputation d'homme laborieux et courageux. On n'a pas l'impression de misère, mais on n'a pas non plus l'impression d'aisance et de facilité : il y a trop d'enfants ; les logis sont pratiques et plus modernes qu'en France, mais les cités ouvrières modèles de la Fiat ne sont pas non plus des palais. En tout, on sent que la vie quotidienne est plus dure que chez nous : chacun m'a dit qu'un ménage d'instituteurs et même de professeurs italiens ne pourraient rêver d'un séjour au ski, analogue à celui que nous faisons à Sestrières avec un groupe d'enseignants français.

A propos des récentes élections syndicales de la Fiat, il semble que l'échec de la F.I.O.M. (d'obédience communiste et nenniste) s'explique en partie par une pression morale du patronat, succédant à la véritable terreur physique qu'exerçaient les staliens, depuis la libération, sur les ouvriers de l'automobile. Quelques semaines avant les élections du 29 mars 1955, 300 ouvriers communistes furent renvoyés ; ces élections syndicales ont lieu au scrutin secret, mais par petits ateliers (ce qui permet de contrôler facilement les mauvaises têtes) ; des éléments proprement policiers entourent le personnel de maîtrise ; les cadres et les employés petits-bourgeois redressent la tête, depuis qu'ils n'ont pas peur des communistes ; la promesse de commandes américaines et la peur du lendemain furent de puissants éléments de modération pour les ouvriers de

l'auto, très « américanisés », plus sensibles aux avantages matériels et sociaux (fruits du paternalisme de Fiat) qu'aux grands mouvements d'idées. Avec les typographes de Turin, les ouvriers de la Fiat sont les mieux payés : non compris des avantages sociaux notables et les trois mois payés annuellement en surnombre, un O.S. se fait de 50.000 à 60.000 liras par mois, un ouvrier spécialisé de 80.000 à 100.000 liras, un employé 70.000 liras environ (le prix d'un repas dans un petit restaurant est de 500 liras, mais les logis, plus confortables et plus modernes que chez nous, sont beaucoup plus chers). Le trust de la Fiat domine la vie turinoise et l'oppression morale qui en résulte s'étend à des domaines très divers : la *Stampa*, le grand quotidien régional, est entre les mains de la firme automobile. Chez Olivetti, fabrique de machines à écrire des environs de Turin, où l'oppression patronale est moins pesante et moins directe, les élections syndicales viennent encore de donner aux communistes et nennistes la majorité.

En face des syndicats communisés se dressent les syndicats chrétiens de l'U.I.L., patronnée par les socialistes de Saragat. A propos de l'U.I.L., on dit à Turin qu'elle reçoit de l'argent américain, non pas des syndicats, mais directement du Département d'Etat. Est-ce exact ? Le fait qu'on le pense, même dans des milieux syndicaux antistalinien, est au moins regrettable. D'autre part, la défaite communiste présente s'expliquerait par l'unification momentanée des forces démo-chrétiennes de la C.I.S.L. : l'an dernier la C.I.S.L. était divisée en éléments libres d'une part, en véritable syndicat jaune d'autre part, affublé d'une étiquette « indépendante ». Les meilleurs éléments syndicaux se trouveraient dans la gauche démo-chrétienne. Dans l'ensemble, donc, ces élections de la Fiat sont une bonne tape aux staliens (les ouvriers n'ont plus un sentiment de terreur physique en face des dirigeants communistes), mais on ne peut parler d'un véritable réveil syndical libre (la pression morale patronale est très lourde, bien que difficilement exprimable).

Quant à la grande réalisation des démocrates-chrétiens : la réforme agraire dans le Sud de l'Italie, elle a été imposée par les éléments de gauche, mais acceptée par tout le parti de De Gasperi. Elle a sauvé le parti au pouvoir, mais a de vilains côtés : corruption parlementaire locale, puissance des « gangs » siciliens, qui détiennent des postes-clefs dans la police et dans l'armée ; distributions absurdes de petites parcelles qui ne peuvent faire vivre dignement une famille paysanne, là où il faudrait des coopératives avec un outillage adéquat.

Ce qui manque le plus à l'Italie, c'est une bourgeoisie moyenne ; il y a un vide à combler entre les classes ouvrière et paysanne et les puissances d'argent : trusts industriels et gros féodaux du Sud. La décentralisation excessive de la vie publique facilite la corruption et les marchandages. Les communistes, fortement bureaucratisés, ont perdu un peu le contact avec leur base. L'Eglise tire toujours les ficelles de l'autre côté, tout en s'appuyant sur un christianisme social très populaire. La situation est donc aussi trouble que chez nous, et les bons éléments se sentent noyés dans la veulerie générale et les petites lâchetés de la vie quotidienne.

### 3) Les documents de Yalta.

Marceau Pivert nous apprend qu'un numéro spécial de *Labour Action* du 4 avril étudie « Derrière Yalta : la vérité sur la guerre » ; il nous fera un compte rendu de cette étude à notre prochaine séance.

4) L'adhésion de notre Cercle au « Mouvement pour la Justice et la Liberté outre-mer ». (Pierre Mauriac, 41, boulevard Magenta, Paris-10<sup>e</sup>) est adoptée par les camarades.

# LES PROBLÈMES OUVRIERS devant le développement de l'automatisme industriel

par H. THOMAS

Une nouvelle question extrêmement importante apparaît à l'horizon des préoccupations ouvrières : les conséquences économiques, politiques et sociales du développement de l'automatisme industriel.

L'automatisme n'est pas un fait nouveau. Mais alors qu'il n'intervenait jusqu'ici dans la production que de façon parcellaire et limitée, il tend aujourd'hui à devenir plus systématique, prend des proportions chaque jour plus considérables et ne va pas tarder à avoir, comme tout changement économique et technique important, des conséquences sur la vie sociale. Ce développement est dû à un concours de circonstances s'imbriquant les unes dans les autres, à savoir : le développement du progrès technique, notamment de l'électronique appliquée à l'industrie, l'accélération de la concentration des moyens de production entre les mains de grosses sociétés, le développement de la production en grande série et du marché de masse, enfin la résistance persistante des ouvriers à se laisser réduire par les bureaux de planification au strict rôle de serviteurs aveugles des machines.

Actuellement, l'automatisme est surtout développé en Amérique du Nord et en Grande-Bretagne. Les secteurs les plus avancés sont les industries chimiques, le raffinage du pétrole notamment qui, par la nature continue et fluide du processus de production mis en œuvre, se prête techniquement bien à l'automatisme ; l'industrie de l'automobile, en raison de la production en grande série et de la haute concentration de l'industrie dans cette branche (General Motors occupe plus de 300.000 ouvriers et fabrique chaque année environ trois millions d'automobiles), l'industrie du matériel électrique et électronique (industrie jeune, en expansion rapide et travaillant également sur de grandes séries).

Il ne s'agit pas encore d'usines entièrement automatisées mais d'usines semi-automatiques où un très grand nombre d'opérations qui étaient autrefois exécutées par des ouvriers le sont désormais par des machines. Ainsi, une des usines Ford de Detroit fabrique des blocs-moteurs semi-automatiquement. Un ensemble de machines-transfert, de convoyeurs, etc., commandé et coordonné par un cerveau électronique, assure à lui seul plus de 500 opérations d'usinage, d'assemblage et de vérification sous le contrôle d'un seul ouvrier alors qu'il en fallait 75 dans l'installation équivalente ancienne. Les moteurs sortent de cette chaîne à la cadence de 100 à l'heure, soit 1.000 pour une journée de 10 heures, 350.000 par an, soit de quoi équiper la production annuelle de Citroën, Simca et Peugeot réunis ! General Motors possède des installations analogues en Amérique et Austin vient également d'en mettre en service en Grande-Bretagne. Les Américains ont forgé un mot pour désigner l'automatisme industriel : *automation*, véritable mot magique, qui occupe de plus en plus les manchettes des journaux d'outre-Atlantique.

En France, on n'en est pas encore là. Toutefois les procédés automatiques gagnent len-

tement du terrain dans un certain nombre de branches. Les machines-transfert mises au point par la Régie Renault sont un premier pas important vers les usines semi-automatiques. On peut également citer l'usine semi-automatique transformant le lait naturel en lait condensé et en poudre et assurant sa mise en boîtes. L'installation de Saint-Martin-Belleroche traite 160.000 litres par jour avec 75 ouvriers et assure à elle seule le cinquième de la production nationale en lait en poudre. On a également installé récemment des fours à pain ne nécessitant qu'une main-d'œuvre extrêmement réduite, ainsi qu'une centrale électrique fonctionnant automatiquement (contrôle électronique) avec les gaz fournis par diverses aciéries de l'Est.

Des indications concordantes montrent que l'U.R.S.S. et ses satellites attachent également beaucoup d'importance à l'automatisme industriel qui commence à prendre de l'ampleur, notamment pour la fabrication des moteurs d'automobiles.

Le phénomène est donc général. Quelles perspectives ouvre-t-il ? Les avis sont partagés et les discussions vont leur train aussi bien dans les syndicats ouvriers américains, notamment le syndicat de l'automobile, que parmi les dirigeants de l'industrie. Un certain désarroi règne chez ces derniers dont certains entendent que le développement de l'automatisme pourrait porter un coup fatal au système capitaliste. Pourtant la plupart veulent croire que l'automatisme entraînera le renouvellement de toutes les usines, ce qui donnera du travail aux ouvriers licenciés des branches déjà automatisées. Les syndicats sont à cet égard moins optimistes et ils redoutent le chômage technologique né de l'automatisme. Ils s'efforcent donc de se prémunir contre une menace tous les jours plus inquiétante. Leur position n'est pas de s'opposer, comme le firent jadis les ouvriers des métiers à tisser à main, contre le progrès technique, mais d'obtenir un système de *salaires annuel garanti* et l'assurance d'un maintien de l'emploi. La question va être âprement débattue au cours des prochaines semaines entre les représentants des syndicats et les dirigeants des grandes entreprises Ford, General Motors, General Electric, à l'occasion du renouvellement des contrats qui viennent à expiration.

De leur côté, les travailleurs britanniques de l'automobile suivent attentivement l'évolution de l'automatisme aux U.S.A. et en Grande-Bretagne. Le cartel inter-entreprises qu'ils ont formé en dehors des trade-unions officielles s'occupe de la question et a convoqué une conférence nationale l'été prochain pour en discuter.

Les perspectives à court terme ne sont guère encourageantes : création de chômage et en tout cas transfert d'ouvriers d'un secteur à un autre avec tous les inconvénients que cela entraîne pour les intéressés, aggravation des cadences — ou tout au moins tentatives patronales pour leur augmentation — dans les usines non automatisées, accentuation de la



différence entre grandes et petites entreprises, ainsi qu'entre nations hautement industrialisées et nation « sous-développées ». Par contre, dans les usines les plus modernes, les conditions physiques et morales du travail seront améliorées, la qualification des travailleurs augmentée et la durée de la journée de travail réduite.

D'une façon générale, le développement de l'automatisme, amorcé par le capitalisme et poussé éventuellement à son terme par le socialisme, marque un tournant décisif dans l'évolution des rapports entre l'homme et la machine. Dans le système de l'artisanat, l'homme était universel et l'outil spécialisé. Le rapport entre le premier et le second était satisfaisant sous l'angle individuel, mais le système était insuffisant à produire l'abondance. Le capitalisme, par contre, peut produire l'abondance, mais c'est en renversant le précédent rapport : dans ce système, en effet, c'est la machine qui est universelle et l'ouvrier le servant spécialisé et aliéné dans sa fonction créatrice. La production automatique permet d'entrevoir un nouveau renversement des rôles, mais sans revenir à l'individualisme de l'artisanat. En effet, il semble que dans l'usine semi-automatique le travailleur retrouvera sa tendance à l'universalité : il perdra sa fonction parcellaire pour occuper un rôle plus général au sein d'un processus de production hautement social. En effet, d'une part, il sera un surveillant devant avoir une vue d'ensemble de la production, un metteur au point, un réparateur devant connaître à fond les machines, et, d'autre part, il pourra intervenir effectivement dans la gestion de l'entreprise et des affaires publiques. Ainsi il y aura une véritable appropriation des machines par les ouvriers, appropriation qui ne sera ni individuelle ni juridique, mais sociale et organique, type d'appropriation qui apparaît comme étant le seul à pouvoir assurer une production à la fois rationnelle, à rendement élevé et humaine.

Appareil de production permettant de faire face à tous les besoins de l'humanité, travail non aliéné des ouvriers au sein de ce processus, contrôle des producteurs sur la production et participation effective à la gestion des affaires publiques grâce à la diminution de la journée de travail, telles apparaissent les possibilités offertes par le développement de l'automatisme. Ce sont aussi les conditions indispensables, croyons-nous, pour l'établissement d'une société d'hommes libres, donc la fin du capitalisme. Comme on ne peut compter sur ce dernier pour un suicide volontaire, il faudra, pour franchir le pas décisif, que les premiers intéressés, les ouvriers, prennent l'affaire en main le moment venu. Eux seuls pourront pousser l'automatisme jusqu'aux conséquences heureuses qu'il porte en lui. En tout cas, un espoir existe et une fenêtre s'entrouvre après la longue nuit des décennies passées.

Après la causerie de *Thomas*, une discussion très étoffée a suivi et a permis la confrontation de deux points de vue : celui du conférencier, qui interprète les faits en sociologue et voit dans l'automatisme une possibilité de libération à longue échéance ; celui de deux camarades métallurgistes, qui vivent quotidiennement la dure réalité de l'usine et sont obsédés par la discipline et le rythme des usines actuelles d'automobiles de la région parisienne : la venue de machines semi-automatiques n'a pas été

un facteur libérateur, mais au contraire une cause de surexploitation de la main-d'œuvre, l'effort physique intense étant remplacé par l'intensité des normes et de la cadence.

Voici les quelques conclusions qui ont semblé acceptables à la plupart d'entre nous :

— L'ère de l'artisanat est révolue quoi qu'on puisse en penser, et cette production individualiste est dépassée.

— La volonté des hommes, des ouvriers, pourra seule préparer la révolution sociale qui rendra profitables les progrès de l'automatisme : développement des biens de consommation grâce aux progrès techniques et sans faire toujours intervenir le facteur profit, direction de l'usine et de la collectivité par des ouvriers instruits (la machine automatique a besoin de réparateurs et de régleurs ayant une assez grande culture générale et une vue d'ensemble, au moins sommaire, de la chaîne industrielle sur laquelle ils travaillent : ceci étant surtout vrai pour les électriciens et les ouvriers de l'électronique), direction ouvrière rendue possible par la réduction des heures de travail, conséquence du progrès technique logiquement appliqué.

— La nécessité de transformer les programmes d'étude des écoles industrielles pour former des ouvriers polyvalents et ayant une culture générale.

— Les solutions actuelles proposées par les syndicats américains de l'automobile (réduction des heures de travail sans réduction des effectifs, salaire annuel garanti) ne peuvent être une solution durable, dans le cadre du régime capitaliste.

— L'hypertrophie du facteur « tertiaire » parasitaire n'a été résolue ni par le capitalisme classique ni par les Etats totalitaires. Le socialisme fera-t-il mieux ?

— L'habileté manuelle, si prisée dans l'artisanat, a cessé d'avoir une signification à l'ère de l'« automation ».

— Comment éviter les licenciements, conséquence du progrès technique, sans aboutir à un régime qui attache l'ouvrier à son usine et aliène sa liberté ? Voici encore un problème qui se posera en régime socialiste libre.

— L'automatisme parcellaire des usines françaises (Renault, par exemple) est très différent dans son essence d'un automatisme généralisé : la quantité transforme cette seconde révolution industrielle en qualité, ce qui permet tous les espoirs socialistes grâce au saut dans l'automatisme.

— Mais il n'est pas exclu que nous entrions dans une ère de technocratie policière ; la guerre aussi est un aléa possible si le régime capitaliste se sent définitivement menacé.

En tout cas, le monde ne se transformera pas favorablement sans révolution ; et sans révolutionnaires, pas de révolution. Ce n'est pas le travail seul qui libérera l'homme, mais les activités gestionnaires après le travail.

### Séance du 22 mai

Les membres du Cercle Zimmerwald et leurs invités entendront **le dimanche 22 mai, à 15 heures, 78, rue de l'Université, Paris-7<sup>e</sup> (métro : Solférino), le camarade Chéramy, sur : « Six semaines aux Indes avant la conférence de Bandoeng ».**

Une libre discussion suivra, comme de coutume

\*\*\*

Avant la causerie, **M. Ruffin** nous communiquera la liste des premiers ouvrages de notre bibliothèque internationale.

**Marceau Pivert** analysera le numéro de « Labour Action » sur : « **Derrière Yalta, la vérité sur la guerre** ».

# Livres et Films

« LA TECHNIQUE OU L'ENJEU DU SIECLE », par Jacques Ellul, Collection Sciences politiques, Armand Colin, éditeur, 392 pages, Bibliographie, Malheureusement : pas d'index et 950 fr.

Un des paradoxes de notre temps consiste en ce fait : alors qu'une importante couche de techniciens de tout ordre, de scientifiques se réclament sincèrement d'idées de gauche dans leur vie sociale et politique, leur activité professionnelle les amène dans les conditions où ils l'exercent à promouvoir, perfectionner et étendre ce que vulgairement on nomme le « technocratisme ».

Telle pourrait être la leçon indirecte à tirer de l'important travail de M. Jacques Ellul, et ce n'est pas le lieu de dégager pratiques conclusions de cette leçon.

Ce livre original et actuel a le mérite non seulement de mettre à sa place, la première, le caractère dominant de haut notre temps — c'est-à-dire le fait technique — mais, ce faisant, de démolir un certain nombre de tabous, d'une part, d'offrir, de l'autre, une des perspectives possibles à cette **civilisation technicienne** sur lesquelles il serait sain qu'une controverse s'instaurât.

En bref, pour l'auteur, se constitue un monde unitaire et total, et le « suprême luxe » de cette civilisation de la nécessité est de m'accorder le superflu d'une révolte stérile et d'un sourire consentant ».

Autrement dit : à genoux devant les Vichinsky ! Nous pensons qu'il dépend précisément des hommes — et des producteurs au premier chef — qu'à cette possible et effrayante perspective s'en substitue une autre, conciliant l'épanouissement des diverses techniques avec celui de libertés sociales individuelles. Mais cette fondamentale réserve ne retire rien à l'importance de la thèse.

Après avoir montré que le vocable **techniques** ne saurait être désormais uniquement attaché à son acceptation première de mécanique liée aux opérations manuelles et que sous cet aspect ces techniques ont aujourd'hui pour caractère majeur l'organisation et l'agencement des machines plus que leur invention et leur perfectionnement même ; après avoir étendu le concept aux manifestations de la vie sociale, économique, administrative et même politique d'aujourd'hui, l'auteur analyse la conjonction des cinq faits qui expliquent l'essor technique **irréversible** et unique de ce temps.

Incubation collective faite de millions d'expériences, d'un climat technique, inventif ; expansion démographique ; milieu économique à la fois **stable** et en changement ; plasticité du milieu social (disparition des tabous sociaux et des groupes sociaux « naturels » ; intention technique claire qui unit les forces à la poursuite de l'objectif. Ces faits conditionnent la transformation de la civilisation.

M. Ellul constate l'impuissance du capitalisme à répartir la production, le frein qu'il met au développement de cette production — donc implicitement : condamnation du régime — ; dénonce le mythe de l'égalité politique ; montre la convergence de chacun des deux blocs vers une centralisation absolue et une « termitiérisation » par l'étendue des fonctions de l'Etat et sa technicisation ; traite du conflit entre politique et technique, de l'information, etc. L'auteur qui apporte une contribution de premier ordre critique les vues de MM. Fourastié, Vincent, Friedmann et dénonce la prétention occidentale d'être à la source du développement originel de la technique européenne — apportée d'Orient.

S'il donne appui aux totalitaires par une conclusion fataliste (tenant sans doute à l'éducation religieuse de l'auteur — je l'imagine du moins), à laquelle, répétions-le, on ne peut souscrire sans abdiquer d'être, il ne suffit pas néanmoins d'ignorer le problème posé comme on voit le faire trop de syndicalistes, de socialistes, qui se refusent à l'examiner et ouvrent ainsi pour l'Ille aux pingouins. — J.-P. A.

N.B. — Faute vénielle à mon sens, mais M. le professeur à la Faculté de droit de Bordeaux choque « le primaire » que je suis en écrivant : « Elles s'avèrent vraies ou fausses à l'expérience ». (P. 153). Elles s'avèrent ou non, élève Ellul !

## LE SEL DE LA TERRE (de Michael Wilson).

On fait la queue devant le cinéma des Ursulines pour voir ce film, réalisé avec l'appui d'un syndicat de mineurs américain de Silver-City.

C'est l'histoire d'une grève dans une mine aux U.S.A., près de la frontière du Mexique. Les mineurs, Mexicains pour la plupart, sont traités par leurs patrons yankees, toutes proportions gardées, un peu comme le sont les ouvriers nord-africains. Au lieu de doubler les postes, comme cela se fait dans les autres mines, où travaillent des ouvriers américains, les Mexicains doivent allumer seuls les charges de dynamite, au risque de sauter s'ils ne se pressent pas assez.

A la suite d'un nouvel accident, c'est la rébellion ; les gars débrayent et organisent des piquets de grève. Pour ne pas tomber sous le coup de la loi qui interdit les stationnements, ils tournent en rond, inlassablement, pendant des mois et des mois, alors que le syndicat organise la solidarité.

La police, évidemment, comme partout et toujours, est du côté de la direction de la mine. A la suite d'une chasse donnée à des « renards », un des animateurs de la grève est arrêté et l'on assiste à un passage à tabac en règle. Le sadisme des « cognes » est international ; il restera la honte des Etats dits modernes. Ce que nous voyons à ce sujet dans le film ne diffère guère de ce que nous avons vécu nous-même dans les postes de police d'avant guerre, autrement dit, tout révoltant que cela puisse être, c'est de l'eau de rose à côté de ce qui se passe actuellement en Afrique du Nord et aussi du côté russe.

Entre temps, la loi Taft, interdisant toute forme de piquet de grève, est promulguée. Tout paraît perdu. Mais les femmes, tenues jusque-là à l'écart par leurs maris, mal débarrassés de préjugés millénaires, entrent dans la bagarre et assurent à leur tour les piquets. N'étant pas elles-mêmes grévistes, elles ne tombent pas sous le coup de la loi.

Si elles ne sont pas grévistes, elles ont, néanmoins, des revendications à poser, pour l'aménagement des taudis dans lesquels la Compagnie les loge, revendications dont les hommes, vivant au-dehors, avaient trop tendance à se désintéresser.

Aussi, rien ne réussit à les intimider, ni insultes, ni charges, ni violences, ni arrestations.

La Compagnie, propriétaire de tout le territoire, tout comme de Wendel ou Michelin, veut alors procéder à des expulsions.

De partout les grévistes accourent, certains en voiture, d'autres revenant de la chasse avec leurs fusils.

Mais ces derniers posent leurs armes, l'action de masse suffira. La police, débordée, doit dégager le terrain. A noter qu'on ne voit ni l'armée, ni une garde mobile intervenir dans le conflit.

Les technocrates de la Compagnie voyant leurs dernières manœuvres échouer, et craignant peut-être de voir flamber l'émeute, cèdent.

A part quelques maladresses mineures et un féminisme un peu naïf, réaction sans doute contre l'antiféminisme des hommes du Sud, ce beau film prolétarien supporte la comparaison avec certains films d'Eisenstein, dont il a d'ailleurs emprunté partiellement la technique.

Rosanna Revueltas, au masque expressif, est une des rares artistes professionnelles. Les autres acteurs, et notamment Juan Chacon, sont des mineurs, artistes nés, qui vivent leurs rôles.

Les staliniens, qui l'ont peut-être inspiré, essayent évidemment, de se servir de ce film, boycotté en Amérique, pour leur propagande.

Qu'ils laissent donc réaliser une telle œuvre, par des cinéastes indépendants, sur la condition prolétarienne en U.R.S.S. où toute grève finirait par des déportations en masse et des fusillades. Après ils pourront parler.

Metteurs en scène et acteurs auraient été, eux aussi, déportés ou fusillés et jamais, si le film avait été réalisé, chose impensable, il n'aurait franchi le rideau de fer.

Maurice LIME.

Le gérant : J.-P. FINIDORI

Impr. « Editions Polyglottes »  
232, rue de Charenton, Paris-12<sup>e</sup>

# ENTRE NOUS

## POUR LA RENAISSANCE DU SYNDICALISME

Elle n'est pas brillante notre situation à fin avril. 35.000 francs de recettes de moins que le mois dernier !

Le poste « Abonnements de soutien » se maintient, avec 1.000 francs de plus, mais celui des « Abonnements ordinaires » passe de 75.900 à 37.400 francs. Une petite moitié, c'est maigre !

Ce n'est pas parce que nous n'avons pas pleuré ces derniers mois que nous n'avons plus de factures d'imprimerie à payer. Celle de ce numéro sera plus forte que les autres : 32 pages au lieu de 24.

32 pages — au moins — que nous voudrions pouvoir sortir régulièrement. La conférence de Puteaux nous en fait l'obligation impérieuse. Les monographies dont parle sa résolution finale deviennent réalité. Le camarade Dichamps nous a déjà envoyé une partie de son étude sur le Bâtiment ; la Loire nous fera tenir pour le mois prochain, sans doute, le bilan de ses multiples activités. Un modèle du genre, d'après les interventions de Duperray et de Thevenon, à Puteaux, dont les autres régions pourront s'inspirer.

Le Comité qui a pris l'initiative de la Conférence d'avril multiplie ses réunions de travail. Des commissions se constituent pour la création de cercles régionaux et professionnels. D'autres monographies, d'autres activités devront être publiées.

Il faut donc que la « R. P. » soit à hauteur de la tâche qui lui est dévolue.

Nous demandons aux retardataires non seulement de renouveler leur abonnement — sans nous obliger à des recouvrements que nous n'avons pas le temps de faire — mais aussi de nous envoyer des listes de possibles afin que l'effort entrepris pour la renaissance du syndicalisme soit vigoureusement soutenu.

## D'où vient l'argent ?

MOIS D'AVRIL 1955

### RECETTES

Abonnements ordinaires .....	37.400	
Abonnements de soutien .....	30.100	
		67.500
Souscription .....		1.850
Vente « R. P. » .....		4.400
Vente « Chine » .....		1.900
Divers .....		2.000
		77.650
En caisse au 1 <sup>er</sup> avril 1955 .....	98.891	
		176.541

### DEPENSES

Imprimerie et papier (« R.P. » avril) .....	80.688
Frais d'expédition .....	5.844
Téléphone .....	5.485
Divers .....	2.000
	94.017
En caisse à fin avril 1955 :	
Espèces .....	26.080
Chèques postaux .....	56.444
	82.524
	176.541

### LES ABONNEMENTS DE SOUTIEN

Courdavault (Charente-Maritime), 1.500 ; Fradin (Paris), 1.500 ; Vautard (Sarre), 1.500 ; Varlin (Suisse), 1.600 ; Bourrillon (Paris), 1.500 ; Midon (Seine), 1.000 ; Hennaut (Belgique), 2.000 ; Crespo (Alger), 1.500 ; Sirieix (Rhône), 2.000 ; Gilberton (Loire), 1.500 ; Taragnat (Seine), 2.000 ; Bouvier

(Hautes-Alpes), 1.500 ; Rival (Loire), 1.500 ; Delhi (Landes), 1.500 ; Puyoo (Landes), 1.500 ; Castets (Landes), 1.500 ; Gassies (Landes), 1.500 ; Rivière (Rhône), 2.000 ; Delsol (Paris), 1.500. — Total : 30.100 francs.

### LA SOUSCRIPTION

Simon (Seine), 200 ; Messing (Seine), 300 ; Trellu (Finistère), 200 ; Buissonnière (Allier), 250 ; Palix (Bouches-du-Rhône), 100 ; Escudier (Aude), 500 ; Desobry (Paris), 300. — Total : 1.850 francs.

## LES FAITS DU MOIS

**JEUDI 31 MARS.** — La Hollande a ratifié les accords de Paris.

La Grande-Bretagne adhère au pacte turco-irakien.

**VENDREDI 1<sup>er</sup> AVRIL.** — Au Viet-Nam, accrochages entre les Hoa-Hao et l'armée nationale.

L'Assemblée nationale institue l'état d'urgence et l'établit pendant six mois en Algérie.

**SAMEDI 2.** — Le Conseil des ministres majore les bas salaires.

En Angleterre, la grève des journaux continue. L'imam du Yémen a abdicué.

**LUNDI 4.** — Nouveaux incidents à la frontière israélo-égyptienne.

**MARDI 5.** — Epuration à la direction du parti communiste chinois.

Au Viet-Nam, le chef de l'Etat Bao Daï réclame la trêve entre le gouvernement et les sectes.

**MERCREDI 6.** — En Angleterre, Eden remplace Churchill.

Démission du premier ministre d'Iran. Accord industriel Citroën-Panhard.

**SAMEDI 9.** — L'U.R.S.S. dénonce les traités avec la France et la Grande-Bretagne.

Dans la Ruhr, sur intervention du gouvernement, les salaires sont relevés de 9,5 %.

**LUNDI 11.** — Le chancelier d'Autriche se rend à Moscou.

**MARDI 12.** — A Chicago, M. Stevenson, à propos de Formose, propose le recours à l'O.N.U.

**MERCREDI 13.** — Aux U.S.A., on annonce le succès du vaccin Salk contre la poliomyélite.

**VENDREDI 15.** — Le chancelier d'Autriche obtient l'accord du gouvernement de Moscou pour la signature du traité avec l'Autriche.

**DIMANCHE 17.** — Premier tour des élections cantonales : progrès socialiste et recul communiste.

**LUNDI 18.** — Ouverture de la conférence africaino-asiatique de Bandoeng.

Mort d'Einstein.

Fin du congrès des étudiants.

En Hongrie, destitution du président du Conseil Nagy.

**MARDI 19.** — Batailles de rue à Saïgon.

Moscou propose la réunion à Vienne des quatre ministres des Affaires étrangères.

L'Union Marocaine du Travail réclame le droit syndical pour les indigènes.

Grève des fonctionnaires français en Tunisie.

**MERCREDI 20.** — A Bandoeng, le représentant de Ceylan propose une solution pour Formose.

**JEUDI 21.** — A Bandoeng, vote d'une résolution favorable aux revendications de l'Afrique du Nord.

En Italie, grèves dans la sécurité sociale et dans l'enseignement.

**VENDREDI 22.** — Accord franco-tunisien.

**SAMEDI 23.** — Le gouvernement de Pékin offre de négocier avec les U.S.A. sur Formose.

A Saïgon, organisation d'un référendum.

**DIMANCHE 24.** — Deuxième tour des élections cantonales : quelques succès de la gauche.

Fin de la conférence de Bandoeng.

Election en Basse-Saxe : avance socialiste ; recul du parti chrétien-démocrate.

**MERCREDI 27.** — Le gouvernement américain accepte les conversations avec Pékin sur Formose.

**JEUDI 28.** — Violents combats à Saïgon.

Graves conflits entre le Venezuela et la Confédération des syndicats libres.

*Pour comprendre  
la signification profonde de Bandoeng*

LISEZ

# LA CHINE

— *Ses trois millénaires d'histoire*

— *Ses cinquante ans de révolution*

PAR  
**R. LOUZON**

*Prix de l'ouvrage : 400 fr. franco.*

*Pour les commandes de plus d'un exemplaire : 300 fr. franco*

RAPPEL

*DU MÊME AUTEUR :*

## L'ÈRE DE L'IMPÉRIALISME

*Une forte brochure de 88 pages — 150 francs franco*



*Prière d'adresser les commandes, avec leur montant, à  
La Révolution Proletarienne, 14, rue de Tracy, Paris-2.*

C.C. postal PARIS 734-99